LE MONDE LIBERTAIRE

HORS • SÉRIE

Bimestriel de la Fédération anarchiste
n°47 janvier-février 2013

Roms NOUS PARLONS D'HOMMES

+

Révoltes et révolutions dans les pays arabes et ailleurs

Lesbiennes féministes en lutte : collectif BA-HAM

Interview : Les Thugs

Hors-série n°47 du *Monde libertaire*
Supplément au *Monde libertaire* hebdomadaire n° 1692
Du 27 décembre 2012 au 20 février 2013

M 06726 - 47 H - F: 5,00 € - RD

#47

Édito : Généralisons les triples A ! 1
DOSSIER : ROMS, NOUS PARLONS D'HOMMES 2
- Nomades les Roms ? 2
- Roms, histoires d'ignorances 3
- L'ethnicisation, une autre forme de violence 5
- Portfolio photos 7
- Roms, nous parlons d'hommes 12
- Le regard de Marinelle 13
- Ils mangent les enfants, monsieur ! 15
- En transit... 17
- Zoro, Daniela, Samir, la vie, l'école 18
- Allonger la liste... ou tirer sur la ficelle ? 20
- Restrictions à sens unique... la logique capitaliste en action 20
- Les bruits et l'odeur... 21
- Roms et délinquance : Vrais mensonges, fausses raisons 22
- Toute cette misère, ça fend le cœur... 23

RÉVOLTES ET RÉVOLUTIONS DANS LES PAYS ARABES ET AILLEURS 24
- L'appel à la désobéissance 25
- Émergence d'un mouvement anarchiste tunisien 27
- Un examen attentif de la révolution syrienne 32
- Des luttes sociales à la révolution en Tunisie 34

9e congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes 35
Ba-Ham : des femmes en lutte 38
Lectures 49
Musiques / Interview des Thugs 51
Programme de Radio Libertaire 59
La F.A. / Les 109 groupes et liaisons 60

Généralisons
les triples A !

Les vieux militants nous l'avaient dit. Nous le savions et c'est même pour ça que, comme d'habitude, nous n'avons pas voté en mai. Mépris, lâcheté, reculades, les dirigeants socialistes cuvée 2012 ont l'étoffe de champions olympiques. Ils sont dignes de faire la une du *Guiness book* 2013 . Ils ont même écrit des répliques qui passeront à la postérité : Oui le changement c'est maintenant. Mais, maintenant, ce n'est pas tout suite ! Un dialogue tiré des *Tontons flingueurs* ou du *Père Noël est une ordure* , vous dis-je.

Pour s'en convaincre, il suffit d'essayer de discuter avec des collègues, des amis « socialistes ». Ils fuient, pire ils baissent la tête. Je me souviens encore d'une affirmation d'un copain du PS (et gay) : « Nous avons une responsabilité historique. Si nous décevons, Marine sera la prochaine présidente. » Le pire, c'est qu'il a raison. Non seulement, la gauche de la gauche et l'extrême gauche ne tirent aucun bénéfice de ce vautrage socialiste-vert. mais nous non plus ! Il ne suffit pas d'avoir raison pour gagner, il faut aussi être porteur d'un projet jugé un minimum crédible et ça, nous en sommes loin, alors que le populisme surfe sur la désillusion, la recherche de boucs émissaire et l'inaction.

Certes, l'année 2012 est porteuse d'espoir : salon du livre, Rencontres internationales anarchistes de Saint-Imier, Foire à l'autogestion, des livres à foison et qui se vendent, des dizaines d'autres alternatives anarchistes autogérées en action. En ces quelques occasions, nous avons réussi à quitter la marginalité pour toucher une partie de la population surprise de nous voir en première ligne. Le label « anarchiste » ou « libertaire » devient porteur, même dans les médias (pour causer marketing). Il est en rupture avec le modèle dominant, sans être - encore - décrédibilisé. Mais c'est loin d'être suffisant pour décider nombre de concitoyens à se lancer dans l'aventure libertaire. Le cri assourdissant des pantoufles couvre encore les slogans de nos manifestations.

Il est faux de croire que la marginalité soit la garantie contre la compromission. Nous sommes pour la rupture, contre l'isolement; pour l'action contre l'agitation. Anarchiste, je ne crois pas en la vérité révélée tombant du ciel sur le peuple. La révolution libertaire a besoin d'hommes et de femmes ayant une conscience sociale et une éthique aiguisée, ce qui nous oblige à combattre la facilité populiste et la fainéantise intellectuelle. La révolution anarchiste nécessite une pratique préalable de l'autogestion et de l'action collective touchant tous les sujets de la vie, même les plus futiles.

Certes, les alternatives n'ont jamais fait la révolution, mais elles constituent aujourd'hui des organes de résistance et sont indispensables à la popularisation et à la crédibilisation de nos pratiques. Comme je ne souhaite pas faire partie de ceux qui écriront un nouveau chapitre de *La Mémoire des vaincus* ; 2013 doit être l'année de la popularisation des triples A : Alternatives Anarchistes et Autogérées.

Aux actes, donc !

Wally Rosell

Nomades les Roms ?

Controverses, débats, passion, fascination ou rejet, Les Rroms de tout temps, mobilisent. Aujourd'hui sur le devant de la scène sociale, au cœur de toutes les attentions et/ou de toutes les expulsions, ils semblent cristalliser autour d'eux les positions les plus solidaires, généreuses, obséquieuses, phobiques ou plus simplement et radicalement haineuses.

Malgré eux, ils sont partout... dans les discours. Car voilà l'essentiel de leur nomadisme : celui de faire circuler une parole, de faire « parler d'eux ». Les Roms dérangent par le simple fait qu'ils interrogent, de leur simple présence, les modes de vie dominants. Ils interrogent et dérangent car ils donnent à voir, aujourd'hui, une misère qui devrait être cachée, qui devrait être ailleurs. Visibles... trop visibles dans leurs différences.

Objets de toutes les persécutions et ségrégations, ils ont été pourchassés, surveillés, assignés, exterminés. Nous ne pourrons pas, dans ce dossier, rendre compte de l'histoire des Roms dans toutes ses dimensions et renvoyons aux ouvrages mentionnés.

Mais aussi objets de toutes les fascinations : ainsi au XIXe siècle, les représentations idéalisées du Bohémien et de sa « liberté » ont permis la construction de « la bohème », mouvement artistique et littéraire tout aussi romantique que le romantisme dont il souhaitait se détacher. La liberté est référée à la pauvreté, au nomadisme, à l'absence d'attache et permettra quelques chefs d'œuvres tels que *Carmen* , *Scènes de la vie de Bohème* de Henri Murger, *le Loup des Steppes* de Hermann Hesse ou *La Gitane en réflexion* de Gustave Courbet. Le Bohème aujourd'hui est devenu Bourgeois et son insouciance n'est pas liée à sa pauvreté. Les Roms, eux, visibles malgré eux, viennent témoigner d'une migration économique qui n'a rien à voir avec le nomadisme idéalisé.

Ils sont un peuple, c'est ce que rappelle Claire Auzias dans son ouvrage *Roms, tziganes, voyageurs : l'éternité et après ?* (Ed. Indigène. 2010). Ils sont à repérer également comme ethnie, à savoir un peuple sans État[1]. Ce qui fait évidence pour les uns ne le fait pas pour les autres. Pour Etienne Liebig[2] et Martin Oliveira[3], l'idée d'un peuple roms est une construction ancrée dans une logique de catégorisation étrangère à la plupart des intéressés. Ceux-ci seraient bien plus identifiés aux normes et valeurs du groupe social dans lequel ils sont implantés. Ainsi un Rom roumain est plus proche d'un Roumain que d'un Gitan espagnol ; deux positions à entendre, qui trouvent leur place dans ce dossier.

Sont-ils pour autant identifiés à «une nation rom » ?, C'est ce que pose Nicolas Le Boedec dans ce qui sera une courte seconde partie à paraître en février. Une nation qui se réfère à une histoire commune, à une généalogie, à des valeurs qui rassemblent... La réalité, ce rapport obligé à la différence nous oblige à repenser ces notions, mais surtout à retravailler nos représentations et nos positionnements dans nos luttes et nos actions. Ce rapport à la « nation rom » est-il à penser comme un fait d'identité, ou comme un rapport défensif, repli identitaire ?

Nous pouvons trouver des éléments de réponse dans un excellent article de Xavier Rothéa[4], qui évoque tout à la fois l'idée d'une nation aux territoires multiples, et l'évocation de l'identité roms comme démarche revendicatrice récente. Une référence identitaire comme position défensive, en référence aux normes et aux valeurs en vigueur. Le choix du groupe Béthune-Arras est celui d'un certain dégagement quant aux questions théoriques et conceptuelles pour un engagement combatif dans l'accompagnement. Au plus près des réalités, du quotidien, ils sont compagnes et compagnons, hors compassion, et œuvrent à un au-delà des clichés : ils parlent d'hommes. Car ce qui ne fait pas de doute, c'est la nécessité du combat et de l'entraide auprès de tous ceux qui sont discriminés, exclus, boucs émissaires et subissent la misère.

Ce dossier n'a pour autre prétention que d'ouvrir un débat, sans choisir une position plutôt qu'une autre. Les références sont nombreuses et les questions sont complexes. Aussi sera-t-il enrichi d'une seconde partie dans Le monde libertaire hors série de février.

Karine
Cl6ash Paris

1 Claire Auzias. "La discrimination à l'œuvre. L'exemple des Roms, une ethnie a-territoriale". *Réfractions*, n°21, automne 2008.
2 Etienne Liebig. *De l'utilité politique des Roms. Une peur populaire transformée en racisme d'état*. Ed. Michalon. 2012
3 Martin Oliveira. *Roms En (bidon)Ville*. Ed. Rue D'Ulm. 2011
4 Xavier Rothéa : "Les Roms, une nation sans territoire?" *Réfractions*, n°8, printemps-été 2002.
Voir aussi : *France, pays des droits des Roms*. Ed. Carobella. 2003.

Roms, histoires d'ignorances

Il est stupéfiant de constater à quel point le flou qui entoure le terme *rom* peut être néfaste aux premiers concernés, les Roms eux-mêmes. Flou issu de l'oubli et de la méconnaissance historique dont ils sont victimes, mais également, ou surtout, à cause de l'emploi hasardeux de ce terme dans les médias, par les personnalités de l'État, les associations, les élus locaux et enfin au quotidien. Qu'entend-on alors par *rom* ? Est-ce la petite fille dans le métro qui mendie ? Ou encore ceux que l'on appelle « gens du voyage » ? Mais alors qui sont les Gitans, les Romanichels, les Manouches, Bohémiens et autres Roumains ?

Devant ce flou, il convient tout d'abord de nous éclairer sur les termes employés couramment, notamment dans les médias, avant de tenter de définir qui sont les Roms afin de les comprendre, car la compréhension et la connaissance de l'autre ne sont-ils pas le premier pas pour vivre ensemble ?

De tout temps les Roms ont été l'objet de représentions contradictoires : perçus à la fois comme sales, fainéants et voleurs, ils peuvent tout aussi bien nourrir nombre de fantasmes sur la vie de bohème. Fantasmes qui ont inspiré des œuvres comme *Carmen* de Prosper Mérimée ou encore *Notre-Dame-de-Paris* de Victor Hugo. Le terme *rom* est en réalité issu de la langue Rromani, celle parlée par les Roms, et signifie « homme » tandis que les termes *tsigane* ou *gitan* sont issus d'erreurs concernant leur origine. En effet, le terme *tsigane* vient de la confusion au XIV^{ème} siècle avec une secte venue d'Asie mineure ayant une réputation de devins et de magiciens, appelée *athigganoi* ou *atsinkanos* en grec. Alors que le terme *gitan* provient du fait que les Roms ont stationné dans une région de la Grèce appelée « petite Égypte » d'où l'appellation *égyptien* puis *gypsy* en anglais. Il en est de même pour les autres termes comme *bohémien* ou encore *romanichel*, alors que la confusion entre Rom et Roumain est une erreur courante qui n'a pas lieu d'être. Les Roms sont en réalité un peuple originaire du nord de l'Inde qui a subi une première migration forcée au XI^{e} siècle, migration qui les a conduits en Perse. Les raisons de cette migration sont encore sujettes à débat, mais il semblerait que les Roms aient fait partie d'une ou plusieurs castes de musiciens, danseurs, artistes, mais aussi forgerons ou encore soigneurs de chevaux, et qu'ils auraient été déportés en nombre dans l'idée de profiter de leurs talents dans ces domaines. Cette origine indienne a été démontrée grâce à l'étude de la langue, le Rromani, qui est en fait un dérivé du sanskrit comme la plupart des langues actuelles

du nord de l'Inde. Une seconde migration les emporte en Anatolie au XIII[e] siècle avant de franchir le Bosphore qui marque l'éparpillement du peuple rom à travers l'Europe au cours du XIV[e]siècle. Dès lor,s les Roms se sont installés en Europe et n'ont plus connu de vagues de migration de cette importance. Il en résulte que les Roms ont acquis une culture de la mobilité, différente du nomadisme qui, lui, se définit par des déplacements permanents. Cette culture de la mobilité se traduit par une vision d'un monde dénué de frontières, c'est-à-dire un monde qui peut potentiellement les accueillir si les conditions de vie ne sont pas satisfaisantes sur place.

L'implantation des Roms en Europe est un fait séculaire et les estimations concernant leur nombre oscillent entre 7 et 10 millions dont environ 200 000 en France. Il s'agit là d'estimations car il est difficile pour les Roms, comme pour de nombreuses minorités nationales, d'exprimer leur appartenance ethnique du fait des persécutions dont ils sont victimes. De plus, il est anticonstitutionnel dans de nombreux États européens de différencier les peuples selon des critères ethniques.

Mais alors pourquoi, s'ils sont Européens, et même citoyens de l'Union européenne pour la majorité, sont-ils stigmatisés et montrés du doigt de la sorte ?

Les raisons de ce rejet permanent sont multiples mais résident sans doute dans le fait que le peuple rom est « différent » de par sa culture, sa philosophie ou encore son histoire, et ce qui est différent, lorsqu'il n'est pas compris, provoque généralement de la peur, une peur de l'autre qui induit le rejet. Prendre en compte la culture de l'autre est primordial lorsqu'il s'agit de bâtir des actions en faveur d'une population. La spécificité culturelle n'est que rarement mis en avant par les institutions et même parfois par les associations militantes.
En premier lieu, la famille possède un rôle primordial dans la construction de l'individu car il se définit à travers celle-ci. La famille est avant tout une communauté et les relations avec l'extérieur sont régies en fonction du rayonnement et de la réputation de la famille. Ainsi, les actes individuels sont d'abord le reflet de la communauté et l'individu représente le groupe. Groupe qui se définit par rapport à une activité professionnelle comme les *Kelderas* de Roumanie (forgerons), ou encore à un lieu précis comme les *Parizosqe Roma* (Roms de Paris). L'éducation des enfants est confiée à l'ensemble du groupe et il est difficilement concevable qu'un tiers soit chargé de cette éducation. En outre, les enfants ont un rôle social au sein du groupe : dès leur plus jeune âge, des tâches leur sont alors confiées, comme la garde des plus jeunes ou encore la participation aux activités permettant de subvenir aux besoins de la famille. Le fait de confier les enfants à l'école est difficile et se traduit par un déchirement du côté de l'enfant comme des parents. Il faut également garder à l'esprit que les Roms vivant sur des campements « illicites » sont menacés d'expulsion en permanence et la peur de ne pas retrouver son enfant lors d'une expulsion alors que celui-ci se trouve à l'école est latente. Dans la famille rom, les vieillards comme les personnes souffrantes ne sont pas laissées seules, et lors d'une hospitalisation, un ou plusieurs membres de la communauté restera avec le malade. Pour approfondir ces questions, vous pouvez vous reporter à l'ouvrage de J.-P. Liégeois *Roms en Europe* aux Éditions du Conseil de l'Europe daté de 2007.
Même si les groupes peuvent se définir par rapport à une activité professionnelle, il est fréquent que ces activités soient multiples et s'adaptent selon l'endroit où ils se trouvent. Ainsi, au cours d'une année, un Rom pourra très bien être tantôt forgeron, tantôt musicien, tantôt vannier ou encore ferrailleur. Jusque récemment, les Roms constituaient une aide systématique pour les agriculteurs lors des vendanges ou moissons, mais la mécanisation et les mutations des activités traditionnelles des Roms entraînent une paupérisation de ces derniers qui se retrouvent parfois contraints à mendier. Ces mutations entraînent également une baisse de la mobilité qui induit elle aussi une baisse des revenus due à la diminution des activités.
Les arts de manière générale, et la musique particulièrement, occupent une place importante dans la culture rom. Il faut bien différencier la musique et les arts pratiqués pour l'autre c'est-à-dire de manière professionnelle de ceux pratiqués au sein de la communauté lors des fêtes et événements marquants de celle-ci. La musique rom n'est pas un folklore mais bel et bien une constituante culturelle importante car elle permet le rassemblement de la communauté ainsi que la consolidation des liens en son sein tout en étant une source de revenus, au même titre que tout autre activité.
Tous ces aspects se doivent d'être pris en compte par nous autres gadjés (non-Roms) lorsque nous tentons de comprendre qui sont les Roms, et lorsque nous voulons mettre en place des programmes dits d"'intégration". Programmes qui deviennent alors d'inclusion tant la volonté de ne pas voir les différences culturelles entraîne indubitablement une perte de l'identité.

Nicolas Le Boëdec

L'ethnicisation, une autre forme de VIOLENCE

Il n'y a pas longtemps, j'ai été invité au Parlement européen à Bruxelles pour causer de la violence dont étaient victimes les Roms… J'avais préparé un petit papier sur la répression spécifique contre les Roms roumains et bulgares de France. Je veux parler des incroyables stratégies administratives inventées chaque jour pour empêcher, de manière volontaire, les ressortissants roumains et bulgares de pouvoir travailler en France, s'installer en France. Je veux parler des droits de l'homme et, mieux encore, des droits de l'enfant (dont on fait grand cas en France) qui s'arrêtent à la porte des campements où l'on se moque que les gamins aillent pieds nus dans la boue, s'habillent dans les poubelles ou dorment dans le froid. Mais en écoutant les intervenants précédents qui tous ont présenté des situations de détresse matérielle, j'ai préféré exposer une tout autre forme de discrimination dont sont victimes les Roms présents sur notre territoire et qui n'est pas le fait uniquement de la volonté de répression de nos dirigeants. Il s'agit de cette réalité fantasmée, positive ou négative, partagée par les citoyens, les politiques, les artistes, les ethnologues, les journalistes et les travailleurs sociaux que les Roms forment un groupe ethnique qui aurait un fonctionnement homogène qui s'expliquerait plus ou moins par une lointaine origine indo-pakistanaise et qui marquerait, en dépit des influences culturelles, des acculturations diverses et des déculturations successives, « un peuple » dont on déduirait une spécificité qui porte en elle, entre autre, l'incapacité génétique à l'intégration.

Nous avons eu en France un épisode à ce titre tout à fait exemplaire en 2010 qui montre, s'il en est besoin, comment aujourd'hui peuvent être perçus les Roms roumains par des politiques à qui on ne peut reprocher ni racisme, ni xénophobie, mais simplement d'être à l'identique d'une majorité de citoyens normalement constitués.

-Une famille française installée depuis plusieurs années dans un village français casse quatre arbres et brise des vitrines en représailles à la mort d'un de ses enfants tué par la police. Le président de la République déduit qu'il faut déloger les familles nouvellement immigrées qui vivent dans des terrains vagues en banlieue parisienne.

Vous trouvez cette histoire stupide ? Vous avez raison, mais si je vous dis que la famille qui a cassé les vitrines est manouche et que les immigrés en questions sont des Roms roumains… vous comprenez que le président de la République a établi un lien ethnique entre des personnes qui *a priori* n'ont rien, rien, rien à voir. Qui ne se sont jamais croisés, ne parlent pas la même langue, n'ont aucune histoire commune depuis au moins cinq cents ans, ne partagent aucun mode de vie mais on les dit **Tsiganes.**

J'insiste sur ce point qui, à mon avis et par les effets délétères qu'il provoque, est une vraie forme de discrimination et de

violence faite à des personnes. Je rappelle que le racisme ne fonctionne pas autrement. Il faut à la fois un discours populaire allié à un discours scientifique récupéré par une volonté politique. Nous y sommes avec les Roms.

Le discours populaire s'est construit dans notre inconscient collectif au cours de l'histoire par les romans, les films, les chansons, etc. Il s'agit à chaque fois de présenter le groupe dit « tsigane » comme un groupe homogène aux fonctionnements similaires comme on le faisait des Noirs ou des Juifs dans les années 40. Les grandes caractéristiques des Tsiganes sont donc « la proximité avec la nature, chère aux romantiques allemands, le refus de la terre d'attache, l'amour des chevaux, la rouerie des femmes souvent prostituées comme Carmen ou Esméralda, les règles de l'honneur comme dans ce film récent appelé *Les Lyonnais"*, le génie de la musique ou de la danse. Populairement, la tsiganité passe par le sang et l'enfant tsigane même abandonné se réveillera un jour attiré par les grands espaces... Chez les auteurs du XXe siécle, les Tsiganes, grands voyageurs sont aussi dangereux et voleurs et trafiquants.

Le discours scientifique s'est construit sur les livres spécialisés écrits par les tsiganologues entre 1950 et 2000. Tous insistent sur les spécificités de l'ethnie tsigane faisant une généralité de constats repérés dans un groupe précis. L'idée est très ancienne, trouver ce qui fait lien commun entre les Gitans, les Roms, les Manouches, ignorant les spécificités de chacun, les histoires familiales, les influences des cultures traversées. Les hommes sont spécialistes du feu et du métal, ils vendent des chevaux. Les femmes sont douées pour les lignes de la main, la bonne aventure etc. Les ethnologues écrivent des livres basés sur les livres précédents basés sur les livres précédents donnant des caractères universels à des constats locaux. Le besoin de créer un groupe homogène, répondant à des normes culturelles identiques dans toute l'Europe, est un besoin scientifique structuraliste que l'on retrouve dans toutes les recherches de l'époque mais qui, pour les Tsiganes, est resté bien actuel.

Ajoutons à cet état de fait que les Roms roumains et bulgares sont en quelque sorte de mauvais pauvres qui ne répondent pas à ce qu'une société moderne de l'assistanat social est en droit d'attendre de ses pauvres. Les Roms ne restent pas confinés aux banlieues, ils amènent l'image de la misère au centre-ville parfois même sur les Champs-Élysées, les Roms refusent les récupérations politiques faciles.

À partir de ce qui vient d'être dit, il n'était pas compliqué aux politiques de choisir les Tsiganes comme boucs émissaires des dysfonctionnements de la société. Il leur était facile de construire un discours basé sur une réalité populaire et une réalité ethnologique. Ils savaient qu'ils trouveraient de fait l'aval d'une grande partie de la population déjà acquise à cette cause. Mieux encore, les Tsiganes ne font l'objet d'aucun garde-fous antiraciste à l'image des vigilances contre l'antisémitisme ou les racismes islamophobes. Là, rien, on peut taper tranquille.

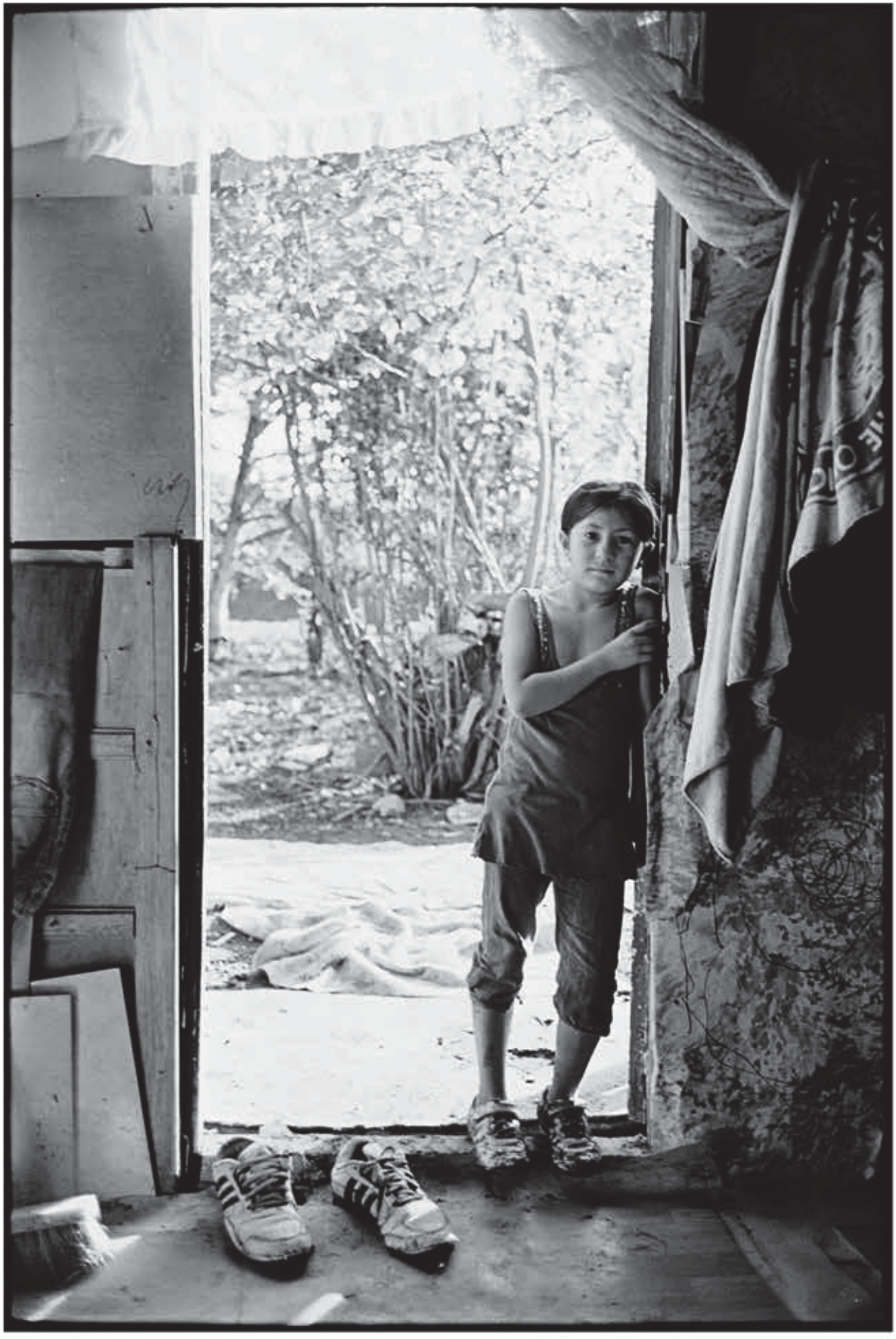
En France, comme ailleurs, face à une crise inquiétante et durable, les Roms sont devenus la variable active d'un pouvoir aux abois. On ne peut guère agir pour l'amélioration de la vie de nos citoyens, montrons au moins que nous avons un pouvoir de répression actif. Ainsi la violence populaire et historique anti-Rom a trouvé là un appui symbolique du pouvoir qui est une porte ouverte à tous les abus et tous les risques car le rôle d'un pouvoir politique n'est certainement pas d'exacerber les peurs populaires.

L'impossibilité de considérer pour toutes ces raisons les Roms roumains et bulgares arrivés dans notre pays comme de simples immigrés économiques a créé une nouvelle forme « d'étrangers » avec qui travailler normalement comme travailleurs sociaux est impossible. Les préfectures, les commissariats, les administrations ne regardent pas les Roms comme des Européens venus s'installer, mais comme des individus étranges, chargés d'une mythologie mystérieuse entre peur et fascination. Il faut alors ruser, mentir, se promener avec les textes de lois, les décrets, rappeler que le pays « rom » n'existe pas et que les enfants roms sont en gros des enfants comme les autres dont la destinée n'est pas de faire la manche ou fouiller dans les poubelles mais plutôt de s'amuser et d'aller à l'école.

La plus grande violence faite aux Roms me parait être spécifiquement cette catégorisation ethnique qui, je le rappelle, est strictement interdite en France pour des raisons historiques qu'il est inutile de rappeler ici. Personne ne s'étonne ainsi qu'une circulaire interne à la « main d'œuvre étrangère » précise « Roumains sauf issus de camp roms » Notez la subtilité du texte... On ne dit pas « Roms » mais « issu de camps roms ». Je pose la question ici : comment se construit l'identité d'un enfant qui très probablement va rester en France par exemple lorsqu'il est victime d'une discrimination ethnique de ce type ? Comment les enfants d'une classe peuvent-ils regarder le nouvel arrivant, petite fille ou petit garçon rom lorsqu'un tel racisme non condamné s'est mis en place de façon naturelle, à tous les niveaux de la population jusqu'au sommet de l'État ?

Ce jour-là, dans ce Parlement européen, j'ai été surpris des intitulés des ateliers de réflexion proposés par les intervenants et qui reprenaient finalement ce que je viens de dénoncer : les Roms et le cannabis, les Roms et la misére, les Roms et la tuberculose, prostitution chez les Roms ou Roms et scolarité, etc. Les projets qui déclenchent des financements fonctionnent sur ces modes d'appellation spécifiques, mais une simple observation suffit à comprendre qu'il n'y a aucune spécificité des Roms en tant que groupe humain et que les ados roms au cœur des cités réagissent comme les autres ados, que les familles roms subissent les mêmes agressions de la vie que les autres pauvres autour d'eux, que les familles roms se réfugient dans la peur de l'autre comme tous les étrangers ostracisés du monde et qu'il serait nécessaire que le regard toujours porté par une vision ethnocentrée devienne simplement sociologique et humaniste.

Étienne Liebig



Photos de Loran Conduche

Roms, nous parlons d'HOMMES

Depuis le 31 juillet et la formule lapidaire du ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, annonçant que *" quand il y a une décision de justice, il y aura démantèlement de campement "*, les expulsions de Roms se sont multipliées cet été un peu partout en France.
Zoro, Itvan, Laura, Samir, Daniel, Octavian, Minha font partie de ces familles qui ont vu, à peine neuf jours plus tard, leur quotidien basculer au petit matin sous escorte policière, leurs biens, leurs espoirs d'une vie meilleure détruits, toute leur vie enfin écrasée sous les chenilles de pelleteuses venues faire la démonstration de la sordide puissance d'une volonté ministérielle.

Ils étaient près de 200, installés depuis deux ans sur le campement de la rue Verte à Villeneuve-d'Ascq, et avaient construit peu à peu, avec des associations locales, ce qui pourrait être « le début de quelque chose » : des cabanes « en vrai bois » avec le concours d'étudiants en architecture du campus voisin, la scolarisation des enfants, des jardins pour conquérir un peu d'autonomie, et même un projet de ferme éducative... Deux ans durant lesquels ils avaient bénéficié d'un moratoire signé par Lille-Métropole au lendemain du discours de Grenoble de l'ex-empereur Sarko, qualifié de « dérive anti républicaine » par la duchesse Martine de Lille.
Mais il faut croire qu'en matière de conscience, c'est la couleur politique qui fixe la limite du mal et du pire : à peine l'État devenu rose, la dérive s'est transformée en cap et la politique de démantèlement des camps de Roms a cessé d'être ici une ignominie pour devenir une urgence absolue.

Zoro, Itvan, Laura, Samir, Daniel, Octavian, Minhae... n'ont que faire de la couleur des avis d'expulsion. Ils ne sont que 10 à 15 milliers en France et sont pourtant devenus, aux dires de tous les médias, « un problème ». Ils sont chassés manu-militari par les habitants à Marseille, baladés d'un camp à l'autre jusque l'épuisement à Evry (jusque neuf expulsions par an en moyenne), niés partout dans leur humanité, ils servent de levier politique à des élus locaux en mal d'éclat, de cible à un racisme de défoulement utile à un pays en crise...
Nous ne parlons pas d'un « problème », nous parlons de Roms, nous parlons d'hommes.

Pola, groupe FA Béthune-Arras

Petit journal d'un quotidien précaire – I

Le regard de MARINELLE

Marie-Noëlle fait partie de l'Atelier solidaire, une association qui accompagne depuis 2010 les familles de Roms issues de « la Friche », l'ex-campement de la rue Verte à Villeneuve-d'Ascq.
Loin d'une association à but humanitaire, l'Atelier Solidaire s'était créé au départ, à l'initiative de deux élèves architectes réalisant leur projet d'étude, comme un « collectif d'expérimentation (spatiale, artistique, culturelle, écologique et sociale) du vivre-ensemble » : le camp étant situé à proximité immédiate du campus, il s'agissait de développer des projets basés sur le partage en bonne intelligence d'un territoire commun et les échanges, humains ou de compétences. Construction de cabanes en dur, de toilettes sèches, réalisation de jardins potagers, fêtes, projet de ferme pédagogique gérée par les Roms que les enfants des écoles alentours viendraient découvrir…
Confrontés aux problèmes lourds subis par les Roms au quotidien (accès aux soins, à l'hygiène, à l'éducation, au travail…) l'Atelier solidaire s'est peu à peu impliqué au-delà de son objet de départ, et transformé en association.
Marie-Noëlle y est arrivée par le biais d'un atelier de lecture : avec quelques amies, elles avaient décidé de participer aux expériences de l'Atelier solidaire en venant, chaque semaine, faire la lecture aux gamins, leur offrir une ou deux heures d'enfance. Les enfants l'ont rebaptisée « Marinelle ».
Elle a vécu en direct, le 9 août, le démantèlement du camp, et surtout suivi l'après.

5-16 août 2012

Nous étions prévenus depuis plusieurs jours de l'arrêté de démantèlement, on avait décidé d'y rester pour empêcher, si possible, l'expulsion. Vers 5 h 30, les RG sont arrivés les premiers, suivis par les CRS, la Police nationale et les huissiers qui ont notifié l'expulsion.
Comment dire… C'était l'horreur. D'abord il y a eu un boucan terrible : on a été réveillés par le bruit des tronçonneuses qui découpaient les portiques limitant la hauteur des véhicules pouvant entrer sur le terrain pour laisser passer les engins. Tout le monde est sorti des cabanes et des caravanes, il y avait les étincelles du métal découpé et les robocops qui avançaient en tenue, la nuit, les lumières des phares, les gosses étaient paniqués, ça pleurait dans tous les coins… On était entrés en guerre. Les journalistes

présents ont été gentiment envoyés voir un peu plus loin, on a dû parlementer pour rester à proximité, en nous engageant à ne pas nous opposer à l'expulsion. Et tout le monde s'est retrouvé sur le trottoir un peu plus loin à assister à... ça.

Les familles se sont trouvées séparées en deux camps : celles qui avaient des caravanes et qui pouvaient les sortir du campement, et celles qui avaient des cabanes, désemparées, regardant les pelleteuses et les bulls écraser tous leurs biens.

Les caravanes et les voitures ont été encadrées et escortées par les CRS, on ne savait pas où ils allaient, ceux qui n'avaient plus rien ont tout simplement été laissés là, démunis.

Le reste de la journée est hallucinant : nous n'arrivions à avoir aucun contact avec la préfecture, aucun contact avec LMCU1, rien.On est allés devant la mairie, personne ne savait quoi faire.

Et puis vers 3 heures de l'après-midi, on a vu revenir les familles qui étaient parties avec leurs caravanes, mais sans rien du tout, les mains vides. En fait, les CRS les avaient accompagnées jusqu'à Carvin, et juste avant Carvin, qui est à la limite de leur territoire d'intervention, ils sont repartis, laissant les Roms là. Ce que m'a dit plus tard le chef de cabinet du préfet, c'est qu'ils n'ont pas pensé que les Roms allaient revenir, donc ils les ont simplement lâchés là. Évidemment, les familles qui ne savaient pas où aller ont tout de suite fait demi-tour, seulement, sur l'autoroute, il ont croisé une brigade autoroutière, et la brigade, quand elle a vu l'état des caravanes, les a directement confisquées parce que, bien-sûr, elles n'étaient pas en état de rouler. Et tout est resté dans les caravanes : le linge, les matelas, la nourriture, les couvertures, les biberons des bébés... tout.

Le deuxième groupe s'est donc lui aussi retrouvé sur la route les mains vides et, résultat, à 5 heures, tout le monde était revenu au point de départ, sauf qu'ils avaient tout perdu, qu'on n'avait aucun contact avec qui que ce soit et que 150 personnes ne savaient pas où elles passeraient la nuit.

Ensuite, ça a été la course. Arthur (*NDLR : de l'Atelier solidaire*) est allé acheter des tentes, l'Aréas(2) nous en a donné aussi... et quand on a eu les tentes, il a fallu les cacher.

Il y avait une pression de la police impressionnante, les CRS rodaient dans Villeneuve, dans Lille... On a planqué une partie des familles à la citadelle, l'autre sur Fives... Le lendemain matin ils ont dû quitter l'endroit. À Fives, c'est le directeur de l'AREAS qui avait négocié avec la police, pour une nuit. Ceux qui étaient à la citadelle ont ensuite été accueillis pour quelques jours à la MRES (3), qui était vide pour cinq jours encore avant la rentrée. Pendant ce temps, on cherchait une solution de relogement, un terrain où ils pourraient s'installer temporairement... ou plus longtemps.

Une partie des familles, celles qui étaient à Fives, a planté ses tentes chemin Napoléon, à Lezennes, à partir du vendredi. Ceux de la Mres se sont retrouvés derrière l'église Sainte-Victoire, près du CHR.

Le vendredi soir, je suis allée porter du pain chemin Napoléon. Et là, on s'est rendus compte que les bébés n'avaient pas de biberons, pas de lait... Quand on a voulu repartir chercher l'urgence pour eux, il y avait un barrage de flics qui nous ont signifiés que « *toute sortie est définitive* ». En gros, si on sortait du camp, impossible de ramener ensuite quoi que ce soit, même des biberons pour les bébés. Les flics s'en foutaient. Heureusement, le chef de brigade était une femme, on a pu parlementer avec elle, elle nous a autorisé à revenir.

Je suis donc revenue plus tard dans la soirée avec le nécessaire de première urgence, et notamment un pack de petites bouteilles de lait pour les bébés, et là je vois Lucrécia, une ado de 16 ans, qui attrape une bouteille de lait et se jette dessus... Elle n'avait pas mangé depuis l'évacuation. Le 6, elle avait été opérée d'une tumeur sur les cordes vocales, elle ne pouvait pas déglutir, et sans nourriture liquide, elle était tout simplement en train de crever de faim.

Le samedi soir, je l'ai retrouvée avec son père allongée sous une tente planquée dans les herbes, avec un masque aérosol sur le nez relié à un générateur de fortune... Il y a bien un truc qui ne va pas dans tout ça, non ? À partir de ce moment, on a décidé d'alerter les médias, la pression policière s'est un peu relâchée et finalement... Tu vois, il y avait un camp, avec quelquechose qui se construisait, des enfants à l'école, des cabanes... Tout détruire pour quoi ?

Officiellement, le camp était insalubre et dangereux, mais on n'est pas dupe : huit jours après, devait avoir lieu le premier match du Grand Stade juste à côté. Et Valls y était attendu... Résultat, les Roms ont tout perdu, il y a deux camps au lieu d'un, tout à reconstruire, et toujours les mêmes menaces d'évacuation qui peuvent tomber du jour au lendemain...

LMCU : Lille-Métropole communauté urbaine

Aréas : Association régionale d'étude et d'action sociale auprès des gens du voyage. L'Aréas est une des associations interlocuteur officiel des autorités en matière d'insertion des Roms.

Mres : Maison régionale de l'environnement et des solidarités, regroupant une centaine d'associations adhérentes et leurs bénévoles œuvrant dans les domaines de... l'environnement ou la solidarité.

Ils mangent les enfants, monsieur !

Clichés ordinaires d'un racisme d'État

Pour qu'un racisme se diffuse facilement, il faut qu'il repose sur une imagerie fantasmatique forte : les récits populaires de harems byzantins confortent par exemple le supposé machisme de tout originaire du sud de la Méditerranée ; la nervosité torride du flamenco prouve bien que les Espagnoles ont le sang chaud, dommage qu'elles prennent du cul passé vingt ans ; Ali Baba et les 40 voleurs louchent sur ton autoradio…

Les Romanichels, eux, c'est bien connu, enlèvent les enfants (ou les achètent, quand ils sont vendus par lots) pour les faire travailler dans des cirques ambulants, leur coupent une jambe (c'est plus efficace pour mendier) et leur apprennent à jouer faux sur des accordéons cassés pour faire danser des caniches sales.

Cet imaginaire dramatico-romanesque qui colle encore aujourd'hui aux Roms semble tout droit issu de *Sans famille*, feuilleton littéraire du début de siècle adapté en série animée durant les années « Club Dorothée » qui a nourri toute une génération de blondinets téléphages… dont sans doute Caroline Fourest.

Parions qu'elle a, à l'époque, versé une larme en suivant les aventures de Rémi échappant aux griffes de l'infâme exploiteur d'enfant Garofoli : lorsqu'elle aborde aujourd'hui la situation des Roms dans les médias, on sent encore la profondeur du traumatisme subi quand elle explique en substance qu'elle n' est pas raciste, non monsieur, mais que ces gens là, tout de même, ils mangent les enfants:

Invitée le 14 septembre de l'émission Regards croisés sur France Inter, elle nous éclaire sans rire sur la politique de Manuel Valls faisant expulser les camps roms, qui est très différente de celle de Nicolas Sarkozy qui faisait expulser les camps roms, parce qu'à gauche, monsieur, il n'y a pas d'amalgame raciste, on parle uniquement d'un problème de droit, d'occupation illégale de terrains, on ne désigne pas une population dans les circulaires, c'est pas pareil.

(Ça, c'est pour expliquer qu'elle n'est pas raciste.)

Bien sûr, elle est consciente que ce « pas-racisme-là » peut paraître subtil à d'autres sensibilités de gauche un chouïa moins à l'extrême droite que sa gauche à elle, aussi s'empresse-t-elle d'ajouter, texto, que «*cette gauche là, à mon avis, retombe dans le piège qui a été celui de beaucoup d'années : c'est qu'on ne peut pas faire jouer que les bons sentiments et ne pas regarder en face la réalité. La réalité du terrain, c'est qu'on assiste aujourd'hui […] à des scènes qui sont des scènes du Moyen Âge, c'est à dire des familles de Roms, euh… moi j'en ai vu pas loin de chez moi, j'en ai vu jusqu'à soixante hein, qui vivent dans la*

rue avec des petites filles parfois qui sont enceintes… Je veux dire ce sont… avec des actions très brutales, des problèmes de kidnap… euuh enfin des problèmes de sécurité qu'on ne voyait pas avant. »
(Et ça, c'est pour expliquer qu'ils mangent les enfants.)
Forcément, si elle en a vu « jusque soixante, hein », alors là je dis respect, saluons l'experte. Elle a même vu des kidnap… ah non pardon, sa langue a dérapé, ça elle a pas vu, c'est juste un vieux souvenir…
On a rarement des témoignages de première bourre de cette qualité !

Questions et problèmes…

Caroline Fourest parle de *« la question rom »*, comme d'autres parlaient en leur temps de la *« question juive »*, ça ne s'invente pas.
Valls, lui, parle du « problème Rom ». Et quand il parle du problème rom, ce n'est pas du problème que rencontrent les Roms à mal (sur)vivre entre expulsions et camps insalubres, non: c'est, chiffres à l'appui, du problème causé par la délinquance rom. Et, ce faisant, il brandit une statistique censée justifier les actions menées en raison d'une augmentation exponentielle (49 %) de la délinquance liée aux ressortissants Roumains en région parisienne. Laissons aux grincheux le soin de rappeler que tous les roumains ne sont pas Roms, et que la statistique en question, émanant de la Direction centrale de la police judiciaire, est basée sur les chiffres du fichier Stic : un fichier dans lequel la Cnil relevait, dans son dernier rapport, près de 83 % d'erreurs, et qui mélange allègrement les mis en causes et les victimes d'infraction - dans une proportion de 1 pour 5 -, sans préciser qu'un mis en cause n'est pas forcément un coupable, sans réaliser qu'une population stigmatisée est naturellement plus facilement mise en cause. Mais ne chipotons pas, nous dirons donc comme d'hab : 49 % selon la police, 2 % selon les manifestants.
Quand Caroline Fourest parle de question, quand Valls parle de problème, on ne peut que craindre le moment où certains en viendront à se dire qu'il faut inventer la solution…

Francis Chouat, roi socialiste d'Evry, après Valls, interviewé pour l'émission Là-bas si j'y suis, n'a lui nul besoin de chiffres ni d'étude-approfondie-sur-soixante roms-entr'aperçus-pas-loin-de-chez-moi pour nous apprendre la vérité sur les Roms. La vérité, il la connaît tout simplement parce que la vérité est bien connue : *« Quoi, vous ignorez le mode de fonctionnement de ces campements ? Le mode de fonctionnement de ces campements relève de réseaux qui sont plus proches de la mafia que d'autres choses. Les trafics, y z'éxistent, non ? Non ? »*
On notera au passage que Francis Chouat a visiblement (approximations grammaticales comprises) été à la même école de rhétorique que Sarkozy.
Le changement, c'est moutonnant.

Experts permanents des médias d'Etat, élus, gouvernement, tout cela nous construit gentiment un racisme officiel qui ne prend même plus soin d'avoir honte de lui. Une haine imbécile qui, pire encore que de n'oser s'avouer, se prend elle-même pour de la clairvoyance.

On pleure à les entendre s'élever contre les reconduites à la frontière, non pas à raison de leur inhumanité, mais parce que *« c 'est du dernier ridicule : pour revenir le lendemain, ou plutôt le surlendemain parce qu'il faut quand même que le car fasse 2000 km pour revenir en France… »*, explique Frédéric Ansel, éminent politoloque appelé au micro de France Inter.
On pleure à les voir s'indigner du racisme des autres, qui ont la mauvaise idée d'agir exactement comme eux : *«Incontestablement, dans un certain nombre de ces pays (*NDLR : pays de l'Est*), ces populations sont stigmatisées, voire parfois pourchassées. Moi je veux comprendre pourquoi des politiques d'insertion puissantes ne sont pas menées dans ces pays pour intégrer ces populations »*, relève Valls, presbyte de l'Intérieur qui y voit mieux à Bucarest qu'à Marseille.
On pleure, enfin et surtout, à les voir justifier leurs propos par le fait que, s'ils ne *« disaient pas ouvertement les vérités qui dérangent »*, c'est l'extrême droite qui s'en ferait un lit *: « La question rom, comme charbon des extrêmes droites européennes dans les années à venir, c'est une question absolument centrale. Absolument centrale, car quand des gens, dans le sud de la France notamment, ont été cambriolés une, deux, trois, quatre fois, six fois, et qu'on leur explique que ce sont des communautés nomades qu'on n'arrive pas à contrôler ni à arrêter, si y'a pas une coordination européenne… alors une politique, pardon de le dire mais dirigiste, ferme, à partir du moment où on aura choisi ce qu'on veut faire de cette population, doit s'imposer ! »* explique encore sentencieusement Frédéric Ancel, décidément expert ès solutions-radio-minutes… Nous le disions tout à l'heure : quand les bas-du-front ont des problèmes et des questions, y'a toujours un illuminé pour trouver une solution flippante…

Je vais passer le point Godwin quelques secondes pour rappeler que, sous Vichy, quelques fonctionnaires zélés justifiaient leur traque des Juifs au prétexte que *« sinon, c'est les nazis qui s'en chargeront, et ce sera pire »*.
Hop, voilà c'est fini, retour à la décence.

Rappelons-nous uniquement que, parmi les détestables pouvoirs d'un État, le pire est sans doute celui de prétendre parler au nom de tous en réveillant les pires fantasmes pour susciter la peur, légitimer la haine et la décomplexer.

En attendant, quand on demande à Zoro s'il ressent ce racisme ambiant, il nous répond avec un sourire fataliste: *« Ça dépend… y'a des gens ça va, et des gens ça va pas »*.
La décence, je disais…

En transit...

Frais ressortissants de l'Union européenne, les Roms roumains et bulgares sont soumis aux « mesures transitoires » restreignant leur droit à une libre circulation totale.

Prises en 2007 par 11 des signataires de l'UE, ces mesures visaient initialement à protéger le marché du travail ouest-européen de l'invasion de plombiers polonais. Aujourd'hui, elles conditionnent cruellement le droit des Roms roumains et bulgares de séjourner en France plus de trois mois à l'obligation d'avoir des revenus, donc un travail.
À défaut, c'est l'expulsion.
Et, contrairement à ce que fantasment les tenants d'un *«traitement européen du problème pour éviter les retours»*, non, il n'est pas si aisé à un Rom de vite repasser la frontière : les restrictions conditionnent aussi son entrée sur le sol français à la possession de ressources *« suffisantes pour le temps de son séjour »*, estimées à 100 euros par jour et par personne pour un séjour minimum crédible de quatre/cinq jours[1]... Pour une famille, faites le calcul.
Clé de la libre circulation, le travail est restreint à une liste cadrée de métiers, soumis à autorisation préfectorale, autorisation elle-même soumise à l'existence d'une promesse d'embauche, l'embauche étant enfin quant à elle soumise à l'acquittement par l'employeur d'une taxe proportionnelle au salaire envisagé, à payer à l'Office français pour l'immigration et l'intégration. Pour un smic, il faut compter environ 800 euros.
Les autorisations de travailler sont délivrées de plus en plus lentement par les préfectures, il faut aujourd'hui compter entre entre six et neuf mois pour en obtenir une : niveau délai pour l'expulsabilité, on est déjà dans les choux.
Bref, à vue de nez, il semble plus facile de gagner à l'Euromillion que de dénicher l'employeur qui trouvera tout ça *« très bien, mon brave, vous commencerez donc lundi de l'an prochain, je fais tout de suite un chèque à l'Ofii pour avoir le droit de vous attendre. »*
Concrètement, les *mesures transitoires se transforment donc, de fait, en* obligation de transit.
Le Parlement européen, la Halde, la Commission nationale consultative des droits de l'homme ont tour à tour critiqué cette discrimination de fait. En vain.
En août dernier, pourtant, l'exécutif s'annonçait «plus ou moins» prêt à lever ces mesures et supprimer la taxe à l'Ofii... ce sera finalement moins : le 16 octobre, le gouvernement s'est contenté d'allonger la liste des métiers autorisés, qui passe de 150 à 291. Avec ça, on est sauvés.
À ce jour, sur les 27 pays membres de l'Union européenne, seuls huit ont maintenu ces mesures transitoires. Et, étrangement, ce sont les pays les plus riches qui ne peuvent toujours *« pas accueillir toute la misère du monde, désolé »* : France, Allemagne, Luxembourg, Malte, Autriche, Royaume-Uni, Pays-Bas et Belgique.
Selon une enquête de l'Agence des droits fondamentaux (FRA) de l'UE, réalisée dans onze pays européens et publiée en mai dernier, moins d'un tiers des Roms interrogés occupe un emploi salarié et 80 % vit dans la pauvreté.
Sans emploi, on vous laisse imaginer les conséquences en termes de logement.
Sans logement, on vous laisse imaginer les conséquences en termes d'accès aux soins et à l'éducation.
Reste les bidonvilles, construits à la hâte pour tenir jusqu'au prochain démantèlement de camp, le prochain transit. Le travail au noir, pour quelquefois moins de 10 euros par jour. La mendicité, y compris celle des enfants, et le mépris et la suspicion des passants qui verront du trafic et de l'exploitation là où il ne s'agira le plus souvent que de débrouille collective. Reste les terrains vagues, sans eau, sans assainissement, et le nez pincé des voisins qui finissent, comme à Marseille, par vous chasser au bout de quelques jours parce que vous *« allez finir par puer »*.
Et, en attendant, quand on demande à Zoro ce dont il rêve, il sourit encore : *« Une maison. Un travail, et une maison, simplement. C'est tout... enfin, la maison, je peux la faire » ajoute t-il en montrant les murs de la cabane, «un travail, quoi...».*
On est loin du fantasme d'insaisissabilité judiciaire d'un peuple nomade qu'il faut à tout prix sédentariser pour le contrôler : ici, c'est nous qui nomadisons, et à la schlague, s'il vous plaît.

1 Sources : www.avocats.fr

Petit journal d'un quotidien précaire – II

ZORO, DANIELA, SAMIR, la vie, l'école

28 septembre, vendredi

« Marinelle, tu me fais l'école ? Hein, tu veux bien me faire l'école ? » Daniela sautille autour de Marie-Noëlle, nous sommes accueillis le long du chemin par les enfants pas franchement timides, visiblement ravis et curieux des inconnus qui viennent avec « Marinelle » voir le nouveau camp. Les cabanes sont juste terminées, construites de bric et de broc avec des matériaux de récupération, bois, métal, tôles, mais très bien conçues.

Dans la maison de Zoro, qui nous accueille, il y a un poêle ingénieusement fabriqué avec un bidon et des tuyaux de métal, une « cuisine » au plan de travail bordé d'une toile cirée fleurie, les murs sont tapissés d'affiches, un patchwork de morceaux de moquette habille le sol de terre battue, c'est propre et l'ensemble a un charme presque coquet… Il y a des leçons à prendre ici dans l'art de la récup.

« Tu veux bien me faire l'école ? » Tous les enfants aiment l'école, et veulent y retourner, vite.

Zoro junior, qui a 16 ans, est en « B1 », une classe d'intégration pour primo-arrivants. Tous les autres n'ont pas sa chance, pour la scolarisation, les expulsions sont un désastre. Beaucoup d'entre eux ont vu leur cartable et leurs affaires scolaires disparaître avec leurs effets personnels et leurs repères. Arrivant dans une nouvelle municipalité, les familles se heurtent soit à la mauvaise volonté des élus, soit au manque de place dans les classes, soit à l'absence de domiciliation, car il faut une attestation de domiciliation pour pouvoir être scolarisé.

Et si l'inscription se fait sans trop de problèmes malgré tout, il reste l'inscription à la cantine, plus difficile.

Pour ceux qui ont la chance d'être accueillis dans une classe d'intégration, les objectifs essentiels sont la maîtrise du français : ils doivent aussi être inscrits dans les classes ordinaires de leur niveau scolaire sans dépasser un écart d'âge de plus de deux ans avec l'âge de ces classes.

La plupart du temps, les « primo-arrivants » débarquent à l'école sans acquis : en Roumanie ou en Bulgarie, ils n'ont quasiment pas d'accès à l'éducation, et par ailleurs, le rejet est tellement important que l'école ne fait pas vraiment sens pour eux, ce n'est en rien un moteur d'ascension sociale.

Ici au contraire, l'école est une promesse d'avenir, pour les gosses autant que pour leurs parents, qui apprendront le français avec leurs enfants.

« Tu veux bien me faire l'école, dis ? »... Cinq mille à sept mille mineurs roms en France auront prochainement atteint l'âge de la fin de la scolarité obligatoire sans avoir jamais posé les fesses sur un banc d'école, ou alors de façon très intermittente.

Samir, lui, a eu la chance rare de suivre une scolarité en Roumanie : il était placé dans un orphelinat. C'est une exception. Il est aujourd'hui informaticien, il parle anglais. Ce n'est pas pour autant qu'il trouvera du travail en France : sans domiciliation, il n'a même pas accès au système de santé, et sa fille, elle, ne va pas à l'école.

Zoro, Laura, Samir... les familles du camp Napoléon sont toutes apparentées, pourtant, le fait de vivre ainsi regroupés sur un même terrain vague n'est pas un idéal de vie, mais le produit de la migration. Une manière de se mettre en sécurité, de faire jouer les solidarités.

Zoro vient de Baia Mare, une ville de 140 000 habitants au nord de la Roumanie, dont la politique municipale anti roms suscite la polémique depuis deux ans : destruction de l'habitat, construction d'un mur de ghettoïsation des quartiers roms, relocalisation de familles sur des sites toxiques... Tous ont quitté la Roumanie en 2009, après que leurs maisons ont été détruites par la police. Zoro était agriculteur, il travaillait aussi un peu dans la ferraille, comme beaucoup de Roms.

Arrivant en France, ils ont d'abord subi quelques expulsions de camps, un mois Porte-de-Valenciennes, six semaines au Pont Supérieur... avant d'atterrir pour deux ans à Villeneuve-d'Ascq où ils avaient entamé un début d'intégration.

Non, les Roms ne sont, en général, pas nomades : la grande majorité d'entre eux était sédentaire en Roumanie. Seuls 2 à 4 % de Roms sont réellement « gens du voyage », c'est-à-dire qu'ils ont fait le choix d'une vie nomade[1]. Pour les autres, le nomadisme n'est pas une tradition, mais une contrainte historique, économique, politique. En France, seules les expulsions des camps et bidonvilles les invitent à la mobilité.

On peut s'étonner toutefois qu'après ces expulsions, qui finalement ressemblent fort à ce qu'ils ont vécu dans leur pays d'origine, les Roms souhaitent malgré tout rester en France.

« En Roumanie, l'école c'est 18 euros par enfant, et je gagne 100 euros » explique Zoro. «Moi je veux que mes enfants aillent à l'école. Moi je ne travaille pas ici, pourtant je veux bien faire n'importe quel travail, agriculture, ferraille, construction... Mais les enfants vont à l'école. Et puis regarde... »

Il sort de sous le lit un respirateur... « Mes deux filles sont malades, elles se sont fait opérer ici, des ganglions sur les cordes vocales... tumeurs... En Roumanie, impossible. »

Nombre d'enfants ont des problèmes de santé graves, des cancers : difficile de ne pas faire le rapprochement avec l'épisode de leur confinement sur des sites toxiques en Roumanie. La survie en France n'est sans doute pas plus facile que là bas actuellement, mais au moins, il reste un espoir pour les enfants.

1 Source : « Le Journal d'un avocat »

ALLONGER LA LISTE... OU TIRER SUR LA FICELLE ?

On le sait, le grand chambellan, à grand renfort de déclarations médiatico-humanistes, vient très généreusement de quasi-doubler la liste (qui passe de 150 à 291) de ces fameux métiers «en tension» accessibles aux Roumains et Bulgares en France... et donc aux Roms, par inclusion. En tension, c'est-à-dire dans des secteurs où les employeurs peinent à recruter, notamment dans le BTP, l'hôtellerie, l'agriculture, l'entretien, mais également certains métiers particuliers dans l'informatique, la banque et la finance, ou encore le commerce et la santé.

Mais quels sont donc ces 141 métiers en tension supplémentaires subitement sortis du chapeau magique ? Si l'on compare les deux listes, subtilement organisées de façon légèrement différente pour faire plus joli (comment ça, brouiller les pistes ?) , on s'aperçoit avec joie que, dans le commerce par exemple, alors qu'un presque-Européen pouvait auparavant bêtement postuler pour un emploi de « cadre technico-commercial », il a aujourd'hui l'embarras du choix entre : relation commerciale grands comptes et entreprises, relation commerciale auprès de particuliers, relation technico-commerciale, management/gestion de rayon produits alimentaires, management/gestion de rayon produits non alimentaires, management de département en grande distribution... (Comment ça, c'est tous des cadres technico-commerciaux ?)
Idem dans l'agriculture : élevage hors-sol (porcs, lapins, volailles...), ça faisait sans doute un peu court dans la précédente liste... Heureusement, la nouvelle liste lave plus blanc avec : élevage de lapins et volailles, élevage ovin ou caprin, élevage porcin, élevage bovin ou équin...
Quatre pour le prix d'un, j'en retiens deux et je multiplie par trois, pouf pouf pouf, ça fait 291 !

Et vous voulez la petite blague du jour ? Parmi la nouvelle liste des 291 métiers, il semblerait qu'on cherche activement du personnel pour la « direction opérationnelle de la Défense »...

RESTRICTIONS À SENS UNIQUE... LA LOGIQUE CAPITALISTE EN ACTION

Plus de 4000 sociétés à capitaux partiellement ou en totalité français sont actuellement implantées en Roumanie. Au-delà des grands groupes, les PME françaises s'y installant sont de plus en plus nombreuses, très actives dans les domaines de l'ingénierie, des TIC[1] et des jeux vidéo : avec plus d'1,5 milliard d'euros, elles détiennent 10 % du total des investissements directs étrangers, ce qui fait de la France le troisième partenaire commercial de la Roumanie après l'Italie et l'Allemagne.

La Roumanie est un pays qui présente deux avantages majeurs pour les sociétés et les investisseurs étrangers : un coût salarial peu élevé, et une main-d'œuvre qualifiée. Les sites de « cabinets comptables conseils en installation en Roumanie » qui pullulent sur le net sont criants de cynisme : on y découvre ainsi qu'un directeur général roumain « vaut » à partir de 1500 euros mensuels, un ingénieur spécialisé 800 euros, une secrétaire bilingue 300 et un ouvrier 150. Et, cerise sur le gâteau : « *Le recrutement du personnel qualifié en Roumanie est une opération facilitée par un taux de chômage important* » (*sic*).
On comprend que la mécanique bien rodée de la compétition entre travailleurs pour tirer les salaires vers le bas ne saurait souffrir que certains se rendent compte que l'herbe est plus verte ailleurs : plus que pour préserver les emplois français, les mesures restrictives dont pâtissent aujourd'hui les Roms visent avant tout à préserver un cheptel de travailleurs dociles et à bon compte, qui de plus fera pression à la baisse sur le marché du travail français. La propagande active des entreprises françaises en Roumanie (*«Nous nous inscrivons dans une stratégie à long terme avec l'objectif de concourir au développement du marché roumain »*) peut suffire à leurrer les Roumains, elle est en revanche inopérante sur les Roms, exclus au point qu'ils sont imperméables à toute illusion d'avenir meilleur sur place.
Leur exode visible en France est un grain de sable gênant qui pourrait révéler ce déséquilibre entre la liberté de circulation des capitaux et celle des individus : dès lors, il vaut mieux pointer du doigt leurs camps illégaux et insalubres, leur prétendue délinquance massive, détourner l'attention en les rendant seuls responsables du haut-le-cœur qu'on a devant leur misère.

1 Technologies de l'information et de la communication

La liste des principales grandes entreprises présentes en Roumanie

Renault, Michelin, le Groupe Société Générale, Groupama, Cardif Assurances, Alcatel et Orange, Carrefour, Auchan, Cora, Intermarché, Bricostore, Mr Bricolage, Sanofi, Servier, Accor, LVMH, GDF-Suez, Alstom, Veolia, Air Liquide, Dalkia, Lafarge, Saint Gobain, Bouygues et Vinci, Danone, Lactalis, Soufflet, Roquette...

Petit journal d'un quotidien précaire – III

LES BRUITS ET L'ODEUR...

22 octobre, lundi

Inquiétude généralisée au campement du chemin Napoléon aujourd'hui : la sentence judiciaire est tombée il y a quelques jours, le camp est évacuable.
Tout le reste n'est qu'histoire de rumeurs : il se raconte que le préfet a clairement spécifié qu'après le départ, il prêtera une attention toute particulière à ce que les Roms ne se réinstallent nulle part ailleurs sur le territoire sous peine d'évacuation immédiate, les forces de l'ordre se tenant prêtes à une intervention à tout moment. En langage commun, cela s'appelle préparer une traque.
Il se dit aussi que le maire d'Hellemmes souhaiterait plutôt surseoir à l'évacuation le temps de trouver un terrain où les familles pourraient s'installer de façon un peu plus stable...
Mais dans les familles, il se dit surtout qu'il vaudrait peut-être mieux partir tout de suite, en ayant le temps de démonter les cabanes et de récupérer ce qui pourra servir plus tard, bois, linge, couvertures, préparer un déménagement de fortune plutôt que se voir, à nouveau, chassés les mains vides au petit matin par les robocops et les bulldozers.
«Alors, il faut partir ou il faut rester ? » demande Samir.
Comment répondre ?

Laurent a ramené des tirages encadrés des photos prises lors de notre dernière visite, c'est un petit moment de fête qui n'éteint pas l'angoisse palpable. Zoro veut de nouvelles photos : *«Tu peux prendre les enfants, tous ensemble, s'il-te-plait ? C'est pour envoyer à la famille, elle ne les a pas vus depuis qu'on a quitté le pays... »*. Séance de poses. *« Tu les ramèneras vite, cette fois, hein ? »* Vite, c'est-à-dire, bien sûr : avant l'expulsion...
On patauge dans la boue. Il a plu, le terrain est détrempé, retourné, plus ravagé qu'un champ de bataille après le passage des chars. Il faut compter avec ça aussi, la boue.
La boue et la puanteur. La pluie a accéléré la décomposition du tas d'ordures qu'on transfère plus ou moins régulièrement, quand on le peut, à la décharge ou ailleurs : le monticule dégouline de lisier, l'odeur de merde est prenante.
Des couvertures, des sacs plastique, des morceaux de moquette et des cartons ont été étendus ça et là pour créer des passages circulables, ils ont vite été recouverts de gadoue, c'est une guerre perdue d'avance. Une des chaussures de Minhae s'est disloquée, prise en ventouse dans le magma argileux de ce qui reste du chemin, elle marche un pied quasiment nu, la semelle de son espadrille béante comme une gueule.
Impossible de savoir ce qui pue le plus, du lisier en décomposition ou de cette situation pourrie.
Quand nous quitterons le camp ce jour-là, nous apprendrons qu'au même moment, à l'autre bout de la ville, une cinquantaine de commerçants et d'habitants de la ville à bloqué l'accès à un terrain où le maire avait prévu des travaux pour l'accueil de 3 ou 4 mobile-homes. Les engins de chantier et les ouvriers, qui arrivaient sur place, ont été arrêtés en force, une délégation de la mairie s'est déplacée pour parlementer avec les bloqueurs... Finalement, les engins ont fait demi-tour et une réunion a été organisée en urgence dans une salle de la mairie pour *« entendre les riverains »*. Ça barde, les braves gens sont furax, pas de ça chez nous Lisette.
Pour justifier l'évacuation précédente de Villeneuve-d'Ascq, Martine Aubry avait évoqué *« des problèmes graves de racket, de fumée, de tapage nocturne »*... Je demande à Marie-Noëlle ce qu'elle en pense. « *De la fumée, ben oui, ils font parfois des feux. Du racket, franchement, ça m'étonne. Je n'y crois pas. Du bruit... ça dépend ce qu'on entend par bruit. Je te cite un exemple : l'autre jour des policiers sont passés boulevard de Tournai suite à une plainte des voisins qui, tiens-toi bien, entendaient les enfants jouer le soir. Le fait que les enfants jouent, ça les gênait...* »
Du blocage des riverains, il n'y aura aucun écho dans la presse le lendemain. Nous sommes entrés dans le « normal », ce qui ne fait même plus événement, une normalité où le racisme est devenu tellement légitime qu'il autorise tout un chacun à faire pression pour perpétuer l'exclusion.
Et finalement, ne vaut-il pas mieux ce silence ? L'épisode de Marseille a été médiatisé avec une telle complaisance, et les relais politiques se sont montrés si compréhensifs (*« je ne peux pas approuver, mais tout de même il faut comprendre les habitants... »*) qu'on se demande si finalement cela n'a pas offert une caution à bon marché à ce genre de dérives...

Roms et délinquance
VRAIS MENSONGES, FAUSSES RAISONS

Après plusieurs semaines d'agitation autour des Roms, l'accélération des démantèlements des camps et des retours «volontaires», le ministère de l'Intérieur brandit l'excuse idéale aux actions menées : l'augmentation de la délinquance liée aux citoyens roumains en région parisienne. Statistiques à l'appui.

Les données présentées sont évidemment plus que discutables : non seulement parce qu'elles émanent d'un fichier réputé truffé d'erreurs, mais aussi parce que les chiffres en question ne quantifient même pas la délinquance roumaine à proprement parler, mais les citoyens roumains impliqués d'une façon ou d'une autre dans des actes de délinquance, victimes, témoins et simples suspects compris, et enfin parce que tous les Roumains ne sont pas Roms, loin s'en faut (et tous les Roms ne sont pas Roumains). Selon des estimations faites par des associations sur le terrain, les Roms ne constitueraient qu'environ 10 % des expatriés roumains et bulgares de chaque pays membre de l'Union.

Il n'y a heureusement aucune statistique ethnique de la délinquance, et à vrai dire, la généralisation sournoisement abusive de Valls pourrait être en fait particulièrement adroite… en laissant une porte ouverte à la contestation sur les chiffres, il ferme en douce celle qui ouvre sur le fond du problème : est-ce une raison suffisante ?

Nier totalement que la délinquance existe dans les populations roms des campements serait aussi stupide que la voir partout. Elle existe probablement dans les mêmes proportions qui touchent toutes les populations pressées par la misère dans un pays où l'abondance est tout à la fois indécente et égoïste. Et, par ailleurs, il n'est même pas dit qu'elle augmente en proportion de la misère. Peut-être devient-elle simplement plus urgente, donc plus maladroite et plus visible : il est relativement facile à un bourgeois respectable de dissimuler une triche sur l'impôt, impossible à une personne dans le besoin commettant un vol de faire en sorte que sa victime ne s'aperçoive pas du larcin, et ne porte plainte. Peut-être est-ce aussi une compréhension de la délinquance infiniment plus injuste : gêner quelques braves gens en leur mendiant trois sous est aussi un délit qui gonfle les statistiques.

Dès lors, Monsieur Quidam, qui a entendu Valls, préfèrera avoir pour voisin un honorable cadre-sup exploitant une Érythréenne au black plutôt qu'un campements de Roms où la potentielle délinquance menacera directement sa petite propriété. Et ne se posera pas plus de question que ça quand on proposera de chasser tout ce beau monde parce qu'il pourrait bien y en avoir quelques-uns dans le tas qui poseraient problème, surtout qu'il paraît qu'il y en a beaucoup…

Je n'ai pas entendu Valls proposer de démanteler les quartiers où se concentre l'évasion fiscale, pas plus qu'il n'eût été acceptable, au temps où c'est aux ressortissants d'Afrique du Nord qu'on attribuait toute la délinquance française, d'envisager d'expulser tous les habitants des cités.

Mais c'est peut-être une nouvelle tendance, auquel cas je propose de foutre dehors, et de toute urgence, la totalité du gouvernement, de l'État et de ses institutions : au vu des chiffres (réels et prouvés, eux) des affaires, il y a là une concentration de délinquants qui justifie un démantèlement immédiat !

TOUTE CETTE MISÈRE, ÇA FEND LE CŒUR…

Le prétexte compassionnel, nouvelle arme du racisme institutionnel

«Vous vous rendez compte des baraquements sur le bord de la ligne RER depuis des mois ! Je ne peux pas supporter, non seulement comme ministre de l'Intérieur, mais aussi comme citoyen, comme militant de gauche, ces bidonvilles, ces baraquements où des gens vivent dans des conditions tout à fait insupportables!»
Pour un peu, on tresserait une auréole au Sinistre Intérieur devant tant de compassion scandalisée… et si Valls est sincère quand il prononce ces mots, alors il faut de toute urgence inventer une nouvelle échelle capable de mesurer l'ampleur inédite de cette connerie : pour remédier à la misère, il suffirait de mettre les misérables à la rue.
Bien sûr que le spectacle de ces bidonvilles, intercalés entre ville et banlieue, est insupportable.
Il est insupportable aux usagers du RER désagréablement distraits dans leurs parcours quotidiens métro-boulot par une vision qui les ramène à leur propre précarité : elle leur rappelle que la pauvreté, vers laquelle ils se sentent glisser, a encore baissé d'un cran.
C'est un spectacle insupportable aussi aux plus privilégiés qui, sûrs d'être en sécurité, pourraient toutefois se sentir coupables. Oh, bien sûr, ils ne pensent pas « coupables », ils pensent « impuissants »… sans être tout à fait dupes du fait que cette impuissance-là est le déguisement de la lâcheté.
Si les bidonvilles en France ne sont pas un phénomène récent, c'est en revanche un phénomène qui s'est amplement multiplié ces dix dernières années, et surtout, qui s'est rapproché de nous, du cœur des villes. Et c'est cela qui insupporte. Instinctivement, on connaît tous la place de la différence et de la misère dans notre société : ailleurs.
Que les aires de gens du voyage soient systématiquement aménagées hors des villes, systématiquement près des décharges ou des zones industrielles pourraves, cela ne choque personne. Que les communes soient hors la loi en refusant d'en aménager, condamnant les délogés à l'occupation illégale, cela ne fait pas grand bruit non plus. Mais qu'une cabane de Roms se construise sous nos yeux, ça, c'est tout à fait insupportable.
Quand un Rom viole la loi, c'est mal. Quand l'État viole la loi, c'est la France. Faut pas chercher à comprendre, c'est de la compassion nationale.
Tout le monde sait bien que les démantèlements ne résolvent rien, simplement, ils ont au moins une vertu pour ceux qui les acceptent : ils déplacent le problème ailleurs, et ailleurs, c'est plus chez moi.

★

Les frontières physiques, comme les frontières de l'esprit,
sont des constructions liberticides.

Les États assoient toujours et encore leur puissance dans la haine,
la violence, l'intimidation et le mensonge.

Sous nos yeux s'opère une déportation de masse.
Se taire, c'est accepter un peu.

VIVE LA RÉVOLUTION SOCIALE ET ÉMANCIPATRICE!

VIVE L'ANARCHIE !

RÉVOLTES ET RÉVOLUTIONS dans les pays arabes et ailleurs

Nos camarades anarchistes tunisiens continuent leur œuvre de résistance et de construction d'un mouvement anarchiste au sein du mouvement révolutionnaire. Ci-après, l'état de leur réflexion et de leur action.

À noter qu'ils ont commencé la publication d'un journal (4 pages en arabe). Ils en sont à leur deuxième numéro.

Merci à Fifi, Haythem, Nidhal, Elie, Mazen et tous les copains et copines qui nous ont permis de faire ce dossier et de redonner vie à l'espoir révolutionnaire dans le monde.

Ce sont les révolutions arabes qui nous ont offert un nouveau souffle pour la lutte et la victoire.

Dans cette série d'articles, il est essentiellement question de la situation en Tunisie, mais le mouvement anarchiste est aussi présent en Égypte, en Syrie, en Jordanie, etc. Nous en parlerons prochainement dans les colonnes de notre journal.

À noter que, suite au dernier congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), à Saint-Imier, en août 2012, nous avons décidé d'organiser un meeting anarchiste méditerranéen. Initialement prévu en Tunisie, il semble que nous nous dirigions vers l'organisation de ces rencontres en Égypte, en lien avec le Mouvement socialiste libertaire.

Le prochain Forum social mondial se déroulera à Tunis du 26 au 30 mars 2013, peut-être aurons-nous l'occasion d'y faire entendre la voie des révolutionnaires anarchistes.

Fred – Fédération anarchiste
Secrétariat IFA (Internationale des Fédérations anarchistes)

Instance d'action révolutionnaire - Mouvement désobéissance

L'APPEL À LA DÉSOBÉISSANCE

« Le peuple veut la chute du régime » est le fond du devenir révolutionnaire en Tunisie et de tous ses contenus politiques, économiques et sociaux. Les masses veulent la chute du régime. C'est la thèse développée par les révoltés et qui est l'unique expression révolutionnaire qui a porté, et qui porte encore, la profonde volonté des opprimés, des précaires, des marginaux, des chômeurs et des jeunes révoltés ; la volonté d'abolir le pouvoir du capital comme principale cause du chômage, du régionalisme, de la pauvreté, de l'oppression, du crime et de la dictature.

Le mouvement Désobéissance s'inscrit dans cette mobilisation révolutionnaire, appelant les masses révoltées à l'impulser par des occupations, des grèves générales politiques et une désobéissance sociale généralisée. Le mouvement Désobéissance considère que l'auto-organisation des masses révoltées en instances d'action révolutionnaire et en rupture avec les formes d'organisation partisanes et syndicales, bureaucratiques et pyramidales, séparées idéologiquement et politiquement, est la seule voie révolutionnaire. Cette auto-organisation doit être la propre création des masses révoltées selon le projet révolutionnaire commun qui les réunit, selon leur intelligence collective, leur engagement et leur résistance depuis le déclenchement de la désobéissance sociale le 17 décembre 2010.

[...]

Au sein de ce devenir révolutionnaire et de par leur volonté de s'opposer à toutes les institutions et appareils contre-révolutionnaires, à la domestication et l'opportunisme qu'il soit de gauche, de centre ou de droite, et en cohérence avec la créativité révolutionnaire des masses, des militants et des militantes déclarent la constitution d'une Instance d'action révolutionnaire - Mouvement Désobéissance et appellent tous et toutes les révolutionnaires en Tunisie et partout dans le monde à s'organiser en instances révolutionnaires populaires, ouvertes, non partisanes et démocratiques, basées sur l'organisation en réseaux et les initiatives révolutionnaires dont l'objectif est d'impulser la lutte collective organisée à travers toutes les formes de coordination possibles et tout ce qui a trait à dynamiser la désobéissance sociale unitaire afin d'abolir le régime d'oppression, de précarisation... celui du capital.

Cet appel adressé aux militants et aux masses au mois d'avril dernier est l'essence de l'activité du mouvement Désobéissance. Mouvement né dans l'action révolutionnaire qui a accompagné le soulèvement du 17 décembre 2010 - 14 janvier 2011 ayant amené à la déchéance d'un dictateur et de sa famille et la reformation du régime d'oppression, de la répression, de la corruption, bref du capital que nous connaissons tous. Jusque-là, l'action révolutionnaire du mouvement a été menée en réaction aux attaques politiques et sociales, loin de la médiocrité et de la complicité partisane et syndicale, certes, mais sans projet, sans horizon voire sans idéal politique clairement convenu. Cela est dû à la multitude des tendances qui coexistent dans le groupe. En effet, le mouvement s'accordait à faire face au pouvoir en place qui n'est autre chose qu'une nouvelle forme du régime dictatorial qui n'a pas quitté le pays, mais s'accordait mal sur les mécaniques à même d'aboutir à ce résultat, encore moins sur le projet à promouvoir une fois cet objectif atteint.

Aujourd'hui, le mouvement connaît des tractations pour se retrouver dans une lignée politique claire, permettant de mieux se définir, de mieux définir ses axes de lutte, et surtout de définir les partenaires avec qui la lutte commune sera entreprise.

La tendance dominante étant essentiellement anarchiste, libertaire, le mouvement se penche sur l'élaboration d'un pacte collectivement défini permettant à la fois la libre association dans le principe du fédéralisme autour d'une vision globale garantissant ainsi la plus grande autonomie et le pluralisme des idées et des actions, et d'assurer que cette diversité soit de nature à promouvoir l'idéal libertaire.

Des militants tunisiens du mouvement Désobéissance

Mouvement Désobéissance

DÉCLARATION DE PRINCIPES

Le mouvement Désobéissance est un mouvement libertaire et anti-autoritaire. Il lutte contre le capitalisme et ses appareils autoritaires. Il vise l'auto-organisation des peuples, et l'autogestion généralisée, directe, de la vie et des richesses produites.

Le mouvement Désobéissance lutte pour :

★ Appuyer la mobilisation révolutionnaire à travers toutes les formes de résistance.
Impulser l'auto-organisation des masses exploitées en appuyant leur autonomie vis-à-vis des organisations centralisées et autoritaires.

★ Abolir l'État (la répression, la bureaucratie, etc.) et le pouvoir central, pour son remplacement par l'autogestion directe, l'auto-administration des ressources et de la vie.

★ Le dépassement de la représentation indirecte issue des rares scrutins électoraux, vers une démocratie directe, seule capable de répondre aux besoins de la société et de gérer ses ressources dans la justice sociale.

★ Unifier les forces libertaires en Tunisie et coordonner leur action pour l'accomplissement des tâches de la révolution.

★ L'abolition de toute forme d'oppression et de discrimination pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes, et entre tout autre minorité humaine.

★ Résister à toutes les formes de colonialisme et d'exploitation capitaliste ; soutenir tous les mouvements de libération dans le monde, et celle du peuple palestinien en particulier.

★ Consacrer une culture libertaire, anti-autoritaire et critique, en rupture avec toute forme de pensée dogmatique et absolue.

★ Consolider les tâches révolutionnaires et agir sur le terrain avec ceux qui les adoptent et se mobilisent à les réaliser.

★ Rompre avec toute forme d'organisation hiérarchique et bureaucratique ; affirmer le principe du dialogue libre et de la décision collective dans tous les sujets en dépassant les systèmes autoritaires du centralisme démocratique et la passivité des spectacles du vote.

★ Contre toutes les formes de patriarcat au nom de la compétence, de l'expérience, de l'âge ou d'un quelconque symbolisme, pour affirmation de l'alternance des responsabilités : le mandat impératif et le droit à la différence.

Les militants de Désobéissance sont des individus libres et indépendants dans leurs initiatives, ils se veulent créateurs de nouvelles expériences collectives.

Le mouvement Désobéissance est une composante du mouvement révolutionnaire. Il n'a ni pouvoir ni autorité sur les classes populaires qui mènent le mouvement. Le mouvement Désobéissance se place au sein du mouvement révolutionnaire, et il essaie de mettre à sa disposition des outils théoriques de compréhension et d'action pratique. Il se dissout une fois que l'auto-organisation des masses exploitées prend forme.

Émergence d'un MOUVEMENT ANARCHISTE TUNISIEN

Remise en contexte historique : Tunisie, pays post-colonial

« L'orgueilleux, le despote et le tyran
Celui qui monte les chevaux de race
Celui qui habite un palais… ou un gourbi
Celui qui ment du haut de sa chaire
Les hommes politiques et leurs idées… fi zibbi

Les mal barrés,
Ceux envoyés par la France comme colons
Le luthiste, le flûtiste et le cornemusier
Mais aussi le derviche et le faux prophète
Le Cheikh de la confrérie quant il rentre en transe
Sa baraka et ses tambourins… fi zibbi. »

Abderamane Al-Kâfi, ***As Sabr Lillah***
années 1920, date inconnue.
Traduit par Mustafa Khayati, 1978. [1]

Après la prise de pouvoir du parti Destour d'Habib Bourguiba, le mouvement d'indépendance de la Tunisie, pour paraphraser Frantz Fanon, s'est suivit d'une phase post-coloniale où une nouvelle classe bourgeoise est venue en remplacer une autre. En l'occurrence, la bourgeoisie issue de Tunis et des villes du Sahel (Sousse, Monastir), ainsi que de la région de Sfax, dont les membres assuraient déjà des fonctions importantes dans l'administration coloniale, le commerce et les professions libérales. Face à cette classe qui maîtrise l'appareil de répression, le symbolique ministère de l'Intérieur tunisien, ainsi que l'outil de production économique, généralement pour le mettre à la disposition d'intérêts étrangers impérialistes, se dresse une population exclue d'à peu près tout. La classe moyenne est marginale et elle est le plus souvent reléguée à un rôle de faire-valoir pour l'intégration de la Tunisie dans l'économie de marché alors qu'une majeure partie d'entre elle survie tout juste. En témoignent les salaires ridicules des enseignants du primaire et du secondaire (400 euros), ou les étudiants auxquels on offre, à grands renforts de publicités modernistes, des emplois « alléchants » d'esclaves dans la téléphonie et les entreprises de télémarketing délocalisées en Tunisie dans ce but. La grande majorité de la population est à la fois encore rurale et récemment urbaine, c'est-à-dire que l'urbanisation a créé d'immenses quartiers populaires, à la périphérie des centres-villes historiques, concentrés géographiquement et hermétiques aux classes populaires.

1 http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/remmm_0997-1327_1989_num_51_1_2276

Le chiffre délirant du régime de Ben Ali, selon lequel 80% de la population serait constituée par la classe moyenne, n'a jamais vraiment été remis en cause par une analyse en terme de classe qui n'existe presque pas dans l'histoire sociale récente de la Tunisie. Les critères des analystes, universitaires ou journalistes, sont depuis des années calqués sur ceux de l'économie de marché auxquels la population doit toujours se conformer : concurrence, rentabilité, management, responsabilité. Le mouvement social révolutionnaire a donc fait apparaître ce qui reste encore une grande inconnue : les classes populaires déshéritées et révoltées, principales actrices des différentes insurrections qui se succèdent en Tunisie et dans la région. On peut toutefois renvoyer à l'économiste Samir Amin qui, si nous ne partageons pas toujours ses vues idéologiques, a eu depuis des années un regard clair sur la situation dans la région en terme de classe. Ainsi pour Amin, le « foyer de dépendance » au marché mondial, vu comme un « centre », serait ces classes bourgeoises post-coloniales qui imposent la dictature. Les sociétés anciennement colonisées restent à la « périphérie » de ce centre qui continue d'exploiter leurs richesses par l'intermédiaire de la dictature[1].

L'énorme machine syndicale (on parle de 500 000 membres) issue du mouvement d'indépendance et de la lutte anticoloniale, l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) est aujourd'hui largement entre les mains d'une bureaucratie proche de l'appareil d'État. Ce dernier a toujours entretenu une proximité avec l'union, malgré les crises politiques et les revirements idéologiques – socialisme autoritaire jusqu'en 1970, puis ultralibéralisme avec le premier ministre de Bourguiba, Hédi Nouira, phase ininterrompue jusqu'à aujourd'hui. La bureaucratie syndicale a suivi à la lettre les réorientations prises au plus haut sommet de l'État pendant que ses bases d'adhérents et de sympathisants subissaient la pire des répressions. Les témoignages des tortures des militants Ahmed Ben Othman ou Gilbert Naccache dans les années 1970, ainsi que celles des militants Adnen Hajji et Moudhafer Abidi en 2008, restent gravés dans les mémoires[2]. Le sadisme et la bêtise humaine de ce pouvoir, qui continue jusqu'à nos jours d'imiter les techniques du colonisateur, subira à court terme, nous le parions, le même sort que son prédécesseur. Le « dégage » prononcé par la foule devant le ministère de l'Intérieur le 14 janvier 2011 s'est d'ailleurs suivi, rappelons-le, d'une fuite de Ben Ali vers la France puis, après une escale en catastrophe à Paris, d'un départ du dictateur pour un exil en Arabie Saoudite, pendant qu'une autre partie de sa famille se réfugiait au Qatar. Ces multiples trajectoires dessinent très bien le nouveau visage et les noms de l'impérialisme.

Le contexte actuel, immédiat, de la Tunisie est celui d'une sorte de cacophonie politicienne où divers partis tentent de reprendre en main les institutions du pays en se les partageant maladroitement. Mais des intérêts économiques privés puissants restent influents dans le cadre politique. On peut prendre le simple exemple du groupe Poulina, première entreprise privée du pays, dont le patron, Abdelwahab Ben Ayed, ancien membre du bureau national du RCD de Ben Ali vient d'être promu dans l'administration centrale de la Banque centrale tunisienne. Le parti au pouvoir, Ennahda, qui ne cache pas son inféodation au Qatar, ne cache pas non plus ses amitiés avec de nombreux anciens rcdistes qui apparaissent dans ses évènements publics, et le parti religieux a fait suffisamment de compromis avec l'armée et le tout-puissant ministère de l'Intérieur pour être vu par les États-Unis comme un partenaire de confiance dans la région. Il existe une opposition virtuelle entre, d'une part, certains anciens barons du RCD, qui tiennent encore de nombreux de secteur dans l'économie et la police, rassemblés autour de Béji Caid Sebsi, ancien ministre de l'Intérieur connu pour ses méthodes de tortures dans les années 1970, grand ami de la France coloniale, et le parti Nida Tounes (appel de la Tunisie), d'autre part, le parti Ennahda qui s'implante en parallèle dans la société et reçoit un appui financier des américains et de leurs alliés qataris.

Cette opposition, entre deux pôles stratégiques, sous couvert de débat populiste entre la laïcité et l'islam, cache le projet essentiel qui réunit ces deux pôles : la continuité du capitalisme post-colonial et l'exploitation des classes populaires. La récupération du mouvement révolutionnaire pour des intérêts politiciens ne s'arrête d'ailleurs pas là. Un autre pôle rcdiste tente de faire surface, la coalition destourienne avec à sa tête Kamel Morjane, Hédi Baccouche et Hamed Karoui, anciens ministres de Ben Ali et tristes figures symboliques de la dictature. Sebsi et Nida Tounes, plus opportunistes, ont récupéré avec eux des personnages au passé moins critiquable, comme l'ancien secrétaire général de l'UGTT Taieb Baccouche, Mohamed Kilani, ancien gauchiste passé chez les libéraux, ou Taher Ben Hassine, patron de la chaîne TV Al Hiwar Ettounsi – seule chaîne à diffuser les images de l'insurrection de la ville de Redeyef et du bassin minier en 2008. Sebsi a su aussi garder de bonnes relations avec la France, et c'est le « socialiste » Laurent Fabius qui le recevait en grande pompe le 7 novembre 2012. 7 novembre, journée de la prise de pouvoir par Ben Ali en 1987, le Parti socialiste français au gouvernement n'a pas oublié ses vieux amis de l'époque Mitterrand.

Pour reprendre une deuxième fois l'analyse d'Amin, c'est la prise de conscience de ces classes du projet capitaliste des différentes version de l'impérialisme qui peut mener plus loin le mouvement social révolutionnaire. La chute du système, que le peuple réclame, ne peut se faire sans la compréhension de la nature capitaliste de l'impérialisme, et sans la reconnaissance de ce peuple en tant que classes exploitées face à des classes dirigeantes héritières de la colonisation qui possèdent toujours la direction de l'économie.

1 Samir Amin, l'économie du Maghreb, 1966 et le Maghreb moderne, 1970, Paris, édition de Minuit.
2 Récit d'Ahmed Ben Othmane : http://www.achr.nu/news.fr67.htm

Le processus démocratique, ou processus électoral, lancé depuis la préparation d'une Assemblée nationale constituante (ANC)- n'a pas remis en cause la réalité de l'exploitation. Plus de 1500 listes et partis se présentaient ainsi aux élections de l'ANC le 23/11/2011. La cacophonie politicienne de l'ANC est largement dominée par quelques partis dont Ennahda, le CPR (Congrès pour la république) de l'ancien opposant Marzouki, qui passait des vacances en France avant d'être parachuté président de la République, et Ettakatol du médecin Mustafa Ben Jaafar, ami de longue date du Parti socialiste français et de l'Internationale socialiste. Ces trois partis forment la « troïka » d'un gouvernement aux ordres du Front monétaire international. Après les élections, le CPR (13%) et Ettakatol (10%), sont très affaiblis par la mainmise sur le gouvernement de Ennahda qui a obtenu le meilleur score (41%). De nombreux membres des deux partis minoritaires de la « troïka » ont démissionné, souvent pour rejoindre Sebsi et Nida Tounes. Avec cette « troïka », la première dépense pour le budget de l'État est la dette, et ce jusqu'en 2016 selon les directives du Plan Jasmin, écrit par le FMI. Ce plan avait été proposé par le FMI après l'insurrection, en mars 2011, au gouvernement de transition, alors dirigé par un certain Sebsi, puis voté deux fois par le gouvernement dominé par Ennahda – cette dette représente aujourd'hui plus de la moitié du PIB tunisien.

Sous les pseudo-débats de l'ANC, les diverses coalitions entre les anciens hauts cadres du régime et les pseudo-opposants, se cache une belle unanimité entre tous pour vendre le pays à l'étranger. L'économiste tunisien Chafik Ben Fouine décrivait ce montant de la dette pour 2011, 3,5 milliards de dinars, comme équivalent à la somme que payent les Tunisiens pour leurs impôts locaux. Mais il y a d'autres chiffres sur lesquels les « mnayekine » de l'ANC ne feront pas trop de com', c'est ceux qui concernent la participation aux élections, et sur résultats. Selon les observations de la mission de l'Organisation internationale de la francophonie[3], c'est-à-dire une organisation plutôt proche de la dictature, moins de 50% du corps électoral a voté (si on compte le vote blanc et nul), et plus de 30% des votants ne sont pas représentés à l'ANC, puisque leurs listes n'ont pas obtenues de sièges. Ce qui donne une assemblée constituante pour le moins illégitime. La presse de tous les pays se faisait l'écho des chiffres truqués et fantomatiques de l'ISIE (instance supérieure indépendante pour les élections) (sic!), présidée par le pantin de la dictature Kamel Jendoubi, qui parlait de 90% de participation.

C'est dans ce contexte qu'évoluent les partis de gauche d'opposition – c'est-à-dire ceux qui comme le Parti des travailleurs tunisiens (PTT), ancien Parti communiste des ouvriers tunisiens (PCOT), étaient clandestins. Leur choix d'accepter le processus électoral montre qu'ils ont accepté les règles d'un jeu que la majorité de la population ne suit pas. Leur posture essentiellement réformiste, bien que mélangée avec un certain socialisme d'État décrépi, leur a permis d'obtenir un peu plus d'1% des votes et 3 sièges à l'ANC. L'opposition gauchiste peut se vanter de quelques autres sièges, notamment ceux du mouvement des patriotes démocrates (Watad), qui lui donnent un rôle de figurante spectaculaire, ses leaders apparaissant régulièrement aux émissions de grande écoute pour réciter un pur discours sans aucun pouvoir sur la politique du pays. Les partis de gauche ont une certaine influence dans le mouvement syndical, généralement pour faire preuve d'un autoritarisme forcené là où ils peuvent l'exercer – certains secteurs, comme le puissant syndicat des mines, étant contrôlé et corrompu par l'État depuis sa création, échappent aux gauchistes présents dans les syndicats. Leur présence dans le syndicalisme étudiant, ou chez les chômeurs, se caractérise par un blocage systématique des procédures démocratiques pour coopter aux postes de responsabilité les membres des partis autoritaires « avant-gardistes ». Leur comportement est le même au sein du syndicalisme interprofessionnel (UGTT), dans les secteurs où ils sont forts (enseignement, poste et télécom, notamment), mais ils doivent plus souvent affronter dans ce cadre les membres des autres partis, notamment les partis réactionnaires, dont les méthodes sont tout aussi autoritaires, mais dont la proximité avec le pouvoir les rend bien plus durs à combattre. Le parti Ennahda a dans ce sens d'ores et déjà gagné certaines directions régionales de l'UGTT, comme la puissante union régionale de Sfax.

Il faut aussi rappeler que la seule grève générale de l'histoire de la Tunisie, le 26 janvier 1978, après des années d'un mouvement populaire où les bases syndicales se trouvaient impliquées, fût appuyée par le bureau national de l'UGTT. Conséquence directe : arrestations de tous les membres du bureau national. Après l'indépendance, la répression des mouvements sociaux par l'État fut sanglante, en témoignent les centaines de personnes assassinées dans les rues tunisiennes lors des émeutes du pain de 1983, mais aussi les militants des partis de gauche, des syndicalistes, des simples opposants, traqués, torturés, assassinés. Le problème du caractère stalinien de l'opposition des partis de gauche à la dictature se pose jusqu'à aujourd'hui. La gauche révolutionnaire tunisienne a aujourd'hui besoin de s'organiser de façon clairement anti-autoritaire et démocratique. Elle a aussi besoin de casser les références politiques et culturelles venues de modèles importés – le PCOT a longtemps soutenu le modèle du PC albanais, particulièrement stalinien, et n'a jamais proposé un autre modèle qu'une sorte de capitalisme d'État, dans lequel un mystérieux « capital national » est vanté, mélange de léninisme, de social-démocratie et de simple confusion abstraite. Le Front populaire, récemment créé, qui rassemble plusieurs partis gauchistes, doit complètement revoir cette histoire, ou répéter les mêmes erreurs dogmatiques.

C'est toujours dans ce contexte que survient la « révolution » actuelle. Le cinéaste Sami Tlili, dans son film *Maudit soit le*

3 http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/MOE_TUNISIE_Rapport_de_Mission_DEF.pdf

phosphate, fait justement remonter ce qu'il est peut-être préférable d'appeler un « mouvement révolutionnaire », qui n'a pas encore porté ses fruits, aux événements du bassin minier tunisien de janvier à juillet 2008. L'insurrection de la ville de Redeyef pendant les six premier mois de l'année avait profondément ébranlé les symboles d'un régime qui, s'il avait réussi à contenir le mouvement à une seule région, n'était pas parvenu à l'écraser immédiatement. Ainsi, les événements de la région de Sidi Bou Zid un peu plus de deux ans plus tard, à partir du 17 décembre 2010, montrent pour Tlili une indiscutable continuité d'un mouvement des classes exploitées contre l'État. Le remplacement du parti Destour de Bourguiba par le RCD de Ben Ali s'était réalisé le 7 novembre 1987 par ce que le dictateur avait appelé : *Révolution du Jasmin*. Les médias, notamment français, qui ont trouvé intelligent de parler de « révolution du jasmin » après le 14 janvier 2011, date de la fuite de Ben Ali, avait peut-être oublié cette histoire. Les journalistes français confondent simplement l'odeur du jasmin avec celle de la merde à laquelle les a habitué le pouvoir colonial pour lequel ils travaillent.

Harraket taharouri tunsi, d'un mouvement anarchiste tunisien

«L'Anarchie fut comprise par ses fondateurs comme une grande idée philosophique. Elle est, en effet, plus qu'un simple mobile de telle ou telle autre action. Elle est un grand principe philosophique. Elle est une vue d'ensemble qui résulte de la compréhension vraie des faits sociaux, du passé historique de l'humanité, des vraies causes du progrès ancien et moderne. Une conception que l'on ne peut accepter sans sentir se modifier toutes nos appréciations, grandes ou petites, des grands phénomènes sociaux, comme des petits rapports entre nous tous dans notre vie quotidienne. Elle est un principe de lutte de tous les jours. Et si elle est un principe puissant dans cette lutte, c'est qu'elle résume les aspirations profondes des masses, un principe, faussé par la science étatiste et foulé aux pieds par les oppresseurs, mais toujours vivant et actif, toujours créant le progrès, malgré et contre tous les oppresseurs. Elle exprime une idée qui, de tout temps, depuis qu'il y a des sociétés, a cherché à modifier les rapports mutuels, et un jour les transformera, depuis ceux qui s'établissent entre hommes renfermés dans la même habitation, jusqu'à ceux qui pensent s'établir en groupements internationaux. »

Pierre Kropotkine,
***Le Principe anarchiste**, 1913.*

Redeyef, Sidi Bou Zid, en moins de trois années, la Tunisie voit l'explosion d'un mouvement social de type révolutionnaire, ses mots d'ordre étant clairement la chute du système, clairement anti-autoritaires et il est mené par la grande masse désorganisée des classes populaires. Ce mouvement souffre de sa désorganisation, de sa spontanéité qui, passés les premiers moments d'euphorie générale, n'a aucun moyen de poursuivre sa marche. Le premier geste d'un mouvement anti-autoritaire est donc de rendre possible l'auto-organisation des luttes et ce dans de nombreux secteurs de la contestation à commencer par les bases syndicales et associatives – ouvriers, employés, chômeurs et paysans. Un syndicalisme réellement démocratique et anti-autoritaire ne peut, dans un contexte de dictature, s'effectuer que par les bases. Les partis de gauche autoritaires sont les premiers ennemis que rencontrent ceux qui veulent s'organiser à la base, précisément parce que ces partis veulent monopoliser les postes de responsabilité où ils prennent des décisions pour les bases. Cela est d'autant plus grave qu'ils ne sont pas les pires ennemis, et qu'ils prétendent eux aussi agir contre la dictature. Les comités et assemblées de protection de la révolution, créés dans la précipitation en janvier 2011 ont d'abord souffert de la répression de la dictature, mais ils ont aussi subi l'autoritarisme des militants des partis, incapables d'inventer des formes de participation larges, démocratiques qui auraient permis à ces embryons d'assemblées révolutionnaires d'exercer un pouvoir effectif. La majorité des classes populaires est donc restée en-dehors du cadre politique nouveau dont elles avaient pourtant elles-mêmes provoqué l'émergence. Malgré les grandes occupations de la place de la Kasbah en janvier et février 2011 par les habitants des régions intérieures et des quartiers populaires, l'option révolutionnaire, dans le cadre d'une démocratie directe de type assembléiste a été un échec complet. Le processus électoral s'est donc mis en place, organisé en partie par des anciens du régime, Sebsi en tête, et par un panel de partis politiques dont le futur grand vainqueur des élections du 23 octobre, le parti Ennahda.

La situation pour les anarchistes tunisiens est donc celle d'une séparation nette entre le système capitaliste local, celui d'une bourgeoisie post-coloniale qui organise un processus électoral à son avantage, dans lequel la majorité de la population n'est pas représentée, et une alternative révolutionnaire, démocratique et anti-autoritaire dans laquelle les classes populaires prennent leur destin en main et décident de la politique du pays. Ici, il ne s'agit pas de dire comment il faut s'organiser, occupation que nous laissons aux gauchistes autoritaires, mais de tirer les leçons de la pratique des insurgés tunisiens eux-mêmes. Les assemblées sur la base d'une démocratie directe expérimentées depuis plusieurs années dessinent un modèle d'auto-organisation dont le but final ne peut être que la complète récupération de l'économie, l'annulation de la dette contractée par la dictature et un modèle de développement souverain qui assure l'autosuffisance, à l'image de l'éphémère Burkina Faso de Thomas Sankara. Et cela, ni un personnage charismatique ni un parti d'avant-garde ne peut le faire, mais bien un modèle démocratique d'auto-organisation qui prône l'autogestion de l'économie contre un

État capitaliste héritier de la colonisation. Ce modèle de type anarchiste, nous pouvons l'affirmer, émerge de tout côté en Tunisie, des syndicalistes de divers horizons le revendiquent, des groupes et collectifs existent dans de nombreuses villes, et un mouvement anarchiste coordonné « Aisiyen » (Désobeissance) tente de le mettre en pratique.

« Ici, l'État n'existe pas », peut dire le dirigeant syndical Adnen Hajji lorsqu'il parle de sa ville, Redeyef. Les philosophes, les journalistes libéraux et réactionnaires, valets et porte-voix des classes dominantes qu'ils servent, devraient ici nous expliquer qu'Adnen Hajji parle d'anarchie. L'anarchie, ce n'est pas le chaos et l'exploitation pour les uns, et les palais et résidences de luxe militarisés pour les autres, ce n'est pas la bureaucratie d'État qui pille les richesses et laisse les régions qui les produisent dans la misère. *« L'ordre dans l'harmonie »*, voilà la définition pour l'écrivaine Louise Michel, et l'une des grandes figures de la Commune de Paris de 1871. L'entraide, le partage, l'autogestion, la démocratie directe, les préoccupations vis-à-vis de la nature, voilà, entre autres, les grandes idées de la pensée anarchiste, et nul doute qu'elles ont beaucoup à faire en Tunisie et dans les mouvements populaires qui secouent toute la région.

De nombreux camarades se revendiquent de positions marxistes non autoritaires, de l'anarcho-syndicalisme, parfois directement de l'anarchisme, ou parfois simplement d'idées libertaires. Le modèle anarchiste tunisien est en pleine construction, et il serait simpliste de chercher à le rattacher exactement à tel ou tel courant de la pensée anarchiste. Ce mouvement a ses propres références arabes et africaines, souvent issues de la contestation anticoloniale – un siècle entier de dictature n'a pas suffi à effacer des archives la parole du poète et militant Abderamane Al-Kâfi. Le mouvement anarchiste en Tunisie est surtout en train de forger ses propres pratiques et ses propres concepts. Dans les bases syndicales de l'UGTT et de l'Union des diplômés chômeurs (UDC), on retrouve des camarades qui se revendiquent des idées et des pratiques anarchistes, mais aussi chez les étudiants et les lycéens. Il y a aussi les voix de rappeurs libertaires comme celles d'Armada Bizerta, avec celles d'autres musiciens, artistes, écrivains, proches du groupe Aisiyen qui parvient à éditer un journal dont le numéro deux vient de sortir. Aisiyen a établi des contacts dans de nombreuses villes et le mouvement tente maintenant de se coordonner : Tunis, Zaghouen, Sfax, le Kef, Bizerte, Thala, Sidi Bou Zid, Rgueb, Tataouine... Le problème central est aujourd'hui celui des moyens : locaux pour se réunir et communiquer, impressions de documents (livres, brochures, tracts, journaux...), moyens pour se déplacer entre les villes pour assister aux réunions. L'indépendance vis-à-vis des réseaux de financements et de subventions étatistes coûte cher. Aisiyen appelle dans ce sens à l'entraide internationale des organisations qui soutiennent sa démarche.

Tunis, 21/11/2012
Haythem Msabhi, Elie Octave

Un examen attentif de la RÉVOLUTION SYRIENNE

Un anarchiste parmi les djihadistes

Cela pourrait dans une certaine mesure raconter ma situation quand j'étais à l'intérieur des « territoires libérés » de la Syrie, c'est-à-dire les territoires contrôlés par l'armée libre, les forces armées de l'opposition syrienne. Mais ce n'est pas encore toute la vérité. Il est vrai que tous les militants djihadistes armés libres sont dévoués, bien que la plupart d'entre eux pensent ou disent que ce qu'ils pratiquent est Jihad. La vérité est qu'il y a beaucoup de gens ordinaires, même les voleurs, parmi eux, comme dans toute lutte armée. Ma première impression de la situation actuelle en Syrie est qu'il n'y a plus de révolution plus populaire là-bas, ce qui se passe là-bas est une révolution armée qui pourrait dégénérer simplement en une guerre civile. Le peuple syrien, qui a montré un courage sans précédent et une réelle détermination dans les premiers mois de la révolution à défier le régime d'Assad, malgré toute sa brutalité, est vraiment épuisé maintenant.

Dix-neuf mois d'une répression féroce et, plus récemment, la faim, les maigres ressources de tous types et le bombardement continu de l'armée du régime, ont affaibli son esprit. De façon cynique, le bénéficiaire de tout cela n'est pas le régime, mais l'opposition, en particulier les islamistes. En fonction de ses relations internationales, en particulier avec les gouvernements du Golfe riches despotiques, l'opposition peut désormais nourrir et soutenir la population affamée dans les zones contrôlées par ses forces. Sans un tel soutien, une situation de désastre humanitaire pourrait s'installer. Mais ce soutien n'est pas fourni gratuitement, ni par les dirigeants du Golfe ni par les dirigeants de l'opposition. Ils exigent des masses, comme tout autre force autoritaire, la soumission et l'obéissance. Ce fait signifie la mort réelle de la révolution syrienne comme acte courageux et populaire des masses syriennes. Oui, j'ai aidé certains djihadistes à vivre, et d'autres à retourner se battre, mais ma véritable intention était d'aider les masses, d'abord comme un médecin, d'autre part, comme un anarchiste. Pour dire la vérité, je ne pense pas que notre problème est avec l'islam lui-même. L'islam peut aussi être égalitaire, ou même anarchiste. Dans l'histoire de l'islam, il y avait des chercheurs qui ont appelé à une société sans État et sans musulmans, mais un univers libre, sans aucune sorte d'autorité. Le problème dans ce qui se passe aujourd'hui en Syrie n'est pas seulement le processus difficile et sanglant de se débarrasser d'une dictature impitoyable, mais ce qui pourrait même être pire : la remplacer par une autre dictature, qui pourrait être pire et plus sanglante. Au début de la révolution, un petit nombre de personnes, essentiellement revendiquées islamistes, prétendait représenter les masses révoltées, et s'étaient auto-désignées eux-mêmes comme les véritables révolutionnaires, les vrais représentants de la révolution. Ça n'a pas été contesté par le courant dominant des masses révolutionnaires et intellectuelles. Ces personnes ont affirmé que ce qui avait lieu

était une guerre de religion, pas une simple révolution des masses opprimées contre leurs oppresseurs. Ils ont insisté de façon très agressive sur le fait que l'oppresseur était d'une autre secte de l'islam, différente de la secte de la majorité de la population, et il est un exploiteur. Nous avons été choqués par le fait que la majorité des allawete, la secte du dictateur actuel, plus pauvre et plus marginalisée que la majorité sunnite, a soutenu le régime, et qu'ils ont participé à la répression brutale des masses en révolte. Ce fut une « preuve » de la « guerre de religion réelle » qui se déroule entre sunnites et allawete. En fait, ils ont construit leur autorité spirituelle et morale, avant que matérielle. Puis vint le soutien matériel de dirigeants du Golfe. Maintenant, le potentiel de toute lutte populaire réelle diminue rapidement. La Syrie est régie actuellement par les armes. Et cela est vrai pour le régime d'Assad et son opposition islamique. Partout dans le Moyen-Orient, les grands espoirs disparaissent rapidement. En Tunisie, en Égypte et ailleurs, les islamistes semblent avoir tous les avantages des luttes courageuses des masses. Ils pourraient facilement engager le processus d'établissement de leur État fanatique, sans une forte opposition des masses. Je pouvais sentir exactement ce qu'Emma Goldman ressenti en 1922 quand elle a rompu avec les bolcheviques, finalement déçue de leur règle. En fait, personne dans le monde entier arabe et musulman ressemble plus aux bolcheviques de nos jours que les islamistes. Pendant longtemps, ils ont été gravement réprimés par les dictateurs locaux et utilisés pour effrayer les masses, et à cause de cela ils ont pu être considérés comme la partie la plus combative de l'opposition à ces dictatures. Dans le même temps, ils ont utilisé la même machine de propagande efficace que les bolcheviques. Ils sont tellement autoritaires et agressifs, exactement comme l'étaient les bolcheviks pendant les journées décisives de la révolution d'octobre. Ainsi, il semble compréhensible que les peuples arabes ont choisi de les essayer, ou d'accepter leur montée en puissance. Même à espérer, comme l'ont fait les ouvriers et paysans russes, qu'ils pourraient vraiment créer une société meilleure et différente. Emma, s'est réveillée très tôt de la désillusion alors que, pour les masses elles-mêmes, il a fallu si longtemps pour réaliser la vérité. Emma pensait, à juste titre, ce que je réclame : les masses avaient raison de se révolter et d'essayer de changer leur réalité misérable, la grande « erreur », si elle pouvait être décrite comme une erreur, a été effectuée par les forces autoritaires qui ont cherché à détourner la révolution. Nous devons encore soutenir la révolution, pas des « leaders ».

Construire l'alternative libertaire : la propagande anarchiste et de l'organisation

L'autre question que je pense importante pour nous, anarchistes arabes, et pour les masses arabes, est de savoir comment construire l'alternative libertaire : comment construire un anarchisme efficace, avec sa propagande et ses organisations ? Pour dire la vérité, je n'ai jamais essayé de convaincre quiconque d'être anarchiste. J'ai opté uniquement pour un dialogue libre entre « égaux » avec tout le monde. Je n'ai jamais prétendu que je savais tout ou que tout anarchiste ou tout autre être humain mérite d'être le « guide » ou le « chef de file » des autres. Mais, maintenant, je vois cette question sous un autre angle : il s'agit de rendre l'anarchisme « disponible » ou connu de tous ceux qui veulent lutter contre toute autorité oppressive, de tous ceux qui souffrent de la répression ; qu'ils soient travailleurs, chômeurs, étudiants, féministes, les jeunes ou les minorités ethniques et religieuses, etc. Il s'agit d'essayer de construire un exemple ou un échantillon de la nouvelle vie libre dans le corps d'une organisation libre ou libertaire, non pas seulement comme une manifestation vivante de la présence potentielle, mais aussi comme un moyen de parvenir à cette société. Nous devons rendre l'anarchisme accessible à tous les esclaves et les victimes de tous les systèmes actuels de répression et les autorités. Une propagande anarchiste efficace est, comme je crois, le premier objectif de ces organisations. En un mot, nous sommes témoins de la faillite des « laïques » tendances autoritaires (y compris les nationalistes, les staliniens et les autres avatars du léninisme), et très bientôt la faillite des tendances religieuses autoritaires. L'alternative d'avenir devrait être, logiquement, libertaire. Bien sûr, l'anarchisme ne peut pas être implanté artificiellement, il doit être un produit « naturel » des luttes des masses locales. Mais il aura besoin de soins et d'être correctement mis en évidence. Ce sera le rôle de notre propagande. Pourtant, il n'y aura pas de « centre » dans notre organisation, pas de bureaucratie, mais, en plus, il est censé être aussi efficace que ses homologues autoritaires, voire plus efficace.

Notre Staline ou Bonaparte n'est pas encore au pouvoir, les masses syriennes ont toujours la possibilité d'obtenir un meilleur résultat que celui de la révolution russe. Il est très vrai que cela est difficile et le devient même davantage à chaque minute, mais la révolution elle-même était un miracle, et, sur cette terre, les opprimés peuvent créer leurs miracles, de temps en temps. Cette fois encore, nous, anarchistes syriens, mettrons toutes nos cartes, et tous nos efforts, avec les masses. Il ne pouvait pas en être différemment, ou nous ne mériterions pas notre nom libertaire.

Mazen (anarchiste syrien)

Des luttes sociales à la révolution en TUNISIE

Entretiens avec des membres de l'Union général des travailleurs tunisiens
Dossier réalisé par Élie Octave (Fédération SUD étudiant) et Nidhal Chamekh (Union générale des étudiants tunisien)

« La phase bourgeoise dans l'histoire des pays sous-développés est une phase inutile. Quand cette caste bourgeoise sera anéantie, on s'apercevra qu'il ne s'est rien passé depuis l'indépendance, et qu'il faut repartir de zéro. »
Les damnés de la terre, Frantz Fanon.

Le syndicalisme de lutte dans les syndicats de base de l'enseignement secondaire en Tunisie

Derrière l'actuelle bataille institutionnelle, qui s'ajoute à bien d'autres clivages internes, se cache l'opposition historique entre les syndicats de base de l'UGTT et leur direction. « Syndicats de base », c'est-à-dire les syndicats locaux, dans les entreprises, dans les écoles et les lycées, les hôpitaux... Avant la chute du régime RCD, ils se sont toujours confrontés à la bureaucratie syndicale, qu'elle soit celle du bureau exécutif ou celle des bureaux régionaux, qui se distinguaient par leur corruption et leurs compromis avec la dictature. Selon l'avis des syndicalistes qui va suivre, le nouveau bureau exécutif est *a priori* plus digne de confiance que les précédents, avec des membres issu des rangs militants. Ils devront « faire leurs preuves » durant les prochaines échéances politiques.
Dans la parole de ces militants s'esquisse la dure réalité du syndicalisme en Tunisie. La lutte directe contre la dictature, la répression, la solidarité avec les prisonniers comme ce fut le cas en 2008 avec les prisonniers du bassin minier, ce sont ces bases militantes qui les ont assumées seules. Et elles ont été d'autant plus seules qu'elles devaient aussi faire face, au sein de leur propre syndicat, aux trucages des élections, à la trahison des hauts responsables, et à un discours du bureau exécutif de compromis avec l'État et la politique ultralibérale du syndicat des patrons, l'Utica. [...]
Le bataille syndicale aura lieu, de l'avis des syndicalistes de base, au sein des bases syndicales, notamment contre la reprise en main du pouvoir, avec les « branches parallèles » aux syndicats, créées par le RCD et que le parti Ennahda a récupéré à son compte. Elle aura lieu dans les bases pour faire respecter la démocratie interne et pour appuyer la volonté populaire de transformation sociale révolutionnaire : redistribution des richesses, partage des ressources. [...]
Tous s'accordent pour souligner le rôle qu'ont joué les syndicats de base dans toute la Tunisie pour soutenir l'insurrection. [...]

L'insurrection du bassin minier (de 2008 à aujourd'hui) et ses origines

Redeyef a été aux avant-postes de la révolution avec une première insurrection avortée lors des six premiers mois de l'année 2008. C'est aussi l'une des villes qui connaît la situation politique la plus radicale depuis décembre 2010 avec, par exemple, les villes du centre du pays comme Sidi Bou Zid, Kasserine ou Thala. Les symboles de l'autorité de l'État comme la police, la plupart des partis politiques officiels et les fonctionnaires de la mairie, ont déserté la ville après le 14 janvier 2011. Il y a très peu de sources et d'informations sur ce qu'il se passe a Redeyef. La situation n'a pas changé, notamment au niveau du chômage, des conditions de vie, du partage des ressources financières du phosphate. [...]
À partir de janvier 2008, le prolétariat de Redeyef a atteint un point de non-retour. La dégradation des conditions de vie provoquée par le chômage massif, la destruction des terres agricoles due a l'exploitation du phosphate, le problème sanitaire généralisé à cause de la pollution de la nappe phréatique, auxquels s'ajoutaient encore la violence de la dictature et la corruption des responsables politiques locaux, ont provoqué l'insurrection d'une population qui avait accumulé plus d'un siècle de luttes sociales contre la CPG (Compagnie des phosphates de Gafsa).
Chez les syndicalistes, le constat est le même. La production du phosphate détruit l'environnement, les terres agricoles, et la nappe phréatique est gravement atteinte. Tous les habitants du bassin minier ont des tâches noires sur les dents, signe d'une contamination avancée au fluor – composant chimique du phosphate – qui provoque des maladie osseuses, respiratoires, rénales, des cancers dès l'enfance. On peut même aller trouver des dégâts plus loin, à Gabes où l'usine chimique de traitement du phosphate a rendu l'eau de la mer impropre à la baignade sur une plage qui fut la plus grande de Tunisie jusque dans les années 1970. L'oasis de Gabes est dangereusement attaquée par la pollution du phosphate, c'est pourtant la plus grande oasis tunisienne. La ville de Sfax, où est exportée et traitée une grande partie du phosphate, connaît aussi un important problème sanitaire et écologique.

9e congrès de l'INTERNATIONALE des FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

8-12 août 2012, Saint-Imier (Suisse)

À l'occasion des 140 ans du congrès de Saint-Imier, en 1872, acte fondateur de l'Internationale anti-autoritaire, des Rencontres internationales de l'anarchisme furent organisées, à l'initiative de la Fédération anarchiste (FA), de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), de la Fédération libertaire des montagnes (FLM), de l'Organisation socialise libertaire (OSL) et de la coopérative Espace noir de Saint-Imier.

Le congrès de l'IFA s'est déroulé en même temps, et en marge de cet événement. De nombreuses fédérations étaient présentes : AF (Grande-Bretagne), CSAF (République tchèque), FDA (germanophone), FA (francophone), FA ibérique, FA italienne, FLA (Argentine). Il manquait la FA bulgare et la FA biélorusse, car cette dernière ne peut plus faire d'apparitions publiques à cause de la répression frappant les organisations non déclarées, donc jugées illégales.

Durant ce congrès, nous avons accueilli une nouvelle fédération, la FAO (Slovénie), et tissé des liens fraternels avec de nombreux groupes anarchistes dans le monde comme la Fédération anarchiste du Mexique, entre autres. De nombreuses délégations étrangères étaient présentes lors de notre congrès, ainsi que le secrétariat international de l'AIT : Anarchist Black Cross (Biélorussie), ASI-AIT (Serbie), Ateneu Llibertari Poble Sec (Espagne), CNT (Espagne), El Libertario (Venezuela), Fédération anarchiste du Mexique (FAM), Glad (Madrid), Grupo de Estudios Gomez Rojas (Chili), IASR (Roumanie), International Union of Anarchists (Russie), Macedonia Anarchist Front (Macédoine), MASA (Croatie), Sinapsis (Chili), Taller Anarquista (Uruguay), Terra Livre (Brésil), Voce libertaria (Suisse), Vrije Bund (Hollande), Workers Solidarity Alliance (États-Unis), ainsi que des anarchistes de Tunisie, du Japon, etc.
Nous avons reçu des messages de solidarité et les salutations de : Accion Directa (Pérou), Accion Libertaria (Puerto Rico), Centro de Investigacion Libertario y Educacion Popular (Colombie), Colectivo Autónomo Magonista (Mexique), Cruz Negra Anarquista (Espagne), Núcleo de Sociabilidade Libertaria (Brésil), Taller Libertario Alferdo López (Cuba), etc.

Tout cela nous laisse espérer un nouveau développement de l'anarchisme organisé, et de l'IFA en particulier, dans les prochaines années, dans de nouveaux pays.
La Fédération anarchiste a actuellement la responsabilité du secrétariat de l'IFA.

Au niveau de l'IFA, nous nous sommes séparés avec de nombreux projets à mener à bien :
★ l'organisation de Rencontres anarchistes méditerranéennes ; de Rencontres anarchistes des Balkans ; l'organisation de Rencontres anarchistes continentales en Amérique latine.
★ l'organisation de solidarités concrètes avec les anarchistes de par le monde, notamment à Cuba, au Chili, en Tunisie, en Biélorussie (actions de soutien aux prisonniers politiques lors des élections présidentielles, en septembre dernier, tournées d'information), au Pérou (motion de soutien à l'USL et à la lutte contre le projet Conga).
★ la production de matériel commun, etc.

Nous tenons encore à remercier toutes les personnes qui ont rendu possible cette aventure et surtout les copains et copines d'Espace noir, de Saint-Imier, qui ont fait un énorme travail avec la municipalité et les autres structures de la ville (musée, CCL, Mémoires d'ici, etc.).

Pour la révolution sociale internationale.
Vive l'anarchisme !

Secrétariat de l'Internationale des Fédérations anarchistes
http://i-f-a.org

L'IFA (Internationale des Fédérations anarchistes) exprime sa solidarité avec le mouvement social péruvien contre les projets miniers et en particulier le projet Conga. Peu à peu, le gouvernement gaspille les ressources naturelles du pays au profit des multinationales. En vendant ses terres, le Pérou non seulement prive ses citoyens des bénéfices de l'exploitation minière, mais détruit aussi les écosystèmes et l'économie locale par la pollution de l'eau et de la terre dans ces régions essentiellement agricoles.
À Cajamarca, la lutte est légitime afin de garantir l'accès à l'eau et le droit des peuples à disposer de la terre où ils vivent.
L'IFA condamne également la répression qui a déjà fait cinq morts à Cajamarca, placé en état d'urgence. Les manifestations sont réprimées de façon sauvage dans la nature et on dénombre plusieurs disparitions suspectes. En outre, l'IFA apporte son soutien aux compagnes et compagnons de l'USL (Union socialise libertaire) qui sont engagé.e.s dans la lutte et de son organisation, qui souffrent des pressions et du harcèlement de la police, et qui sont traités de terroristes dans la presse.
L'IFA fera tout son possible pour construire une solidarité concrète avec leurs camarades péruviens.

Conga, on n'en veut pas !
Vive celles et ceux qui luttent !

Déclaration publique de l'IFA. Congrès de Saint-Imier 2012, du 8 au 12 août 2012.

AUX PEUPLES EXPLOITÉS ET OPPRIMÉS DU MONDE

Les Rencontres internationales de l'anarchisme, qui se sont tenues à Saint-Imier (Suisse) du 8 au 12 août, ont permis à un grand nombre de groupes et de militants, qu'ils soient membres et pas de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), de se rencontrer. L'IFA voudrait résumer les événements de ces derniers jours.

Cent quarante ans plus tôt, dans cette ville, un mouvement international des « anti-autoritaires » a été fondé. Il a joué un rôle majeur dans la création d'un mouvement anarchiste organisé. Les anarchistes travaillaient alors pour une profonde transformation sociale et c'est de la même manière que nous avons participé en tant qu'IFA à la réunion internationale à Saint-Imier. Ce que nous avons à offrir est un meilleur type de société que l'humanité est capable de réaliser. Nous voulons créer un monde dans lequel il y aurait une complète égalité économique, nous entendons par là qu'il devrait n'y avoir aucune propriété personnelle, que nous devrions produire et posséder tout en commun sans avoir besoin d'argent.

Ainsi que l'égalité économique, il y aurait un maximum de liberté personnelle. Cela signifie que nous puissions vivre comme nous le voulons et que personne ne peut nous imposer de faire quelque chose que nous ne voulons pas faire, ou nous empêcher de faire ce que nous voulons faire, à moins que cela limite la liberté des autres. Il n'y aurait pas de hiérarchie ou d'oppression d'aucune sorte. Pas besoin d'un État ou de police parce que nous n'aurions pas besoin de contrôler ou de faire pression. Il n'y aurait pas besoin de guerres ou de conflits mondiaux parce que nous n'avons pas d'ennemis politiques et n'aurions aucun désir ou besoin de nous saisir des ressources de n'importe qui d'autre. C'est ce que nous appelons l'anarchisme.

Les anarchistes rejettent l'idée que c'est dans la nature humaine que l'un exploite l'autre et que nous sommes inégaux. Les dirigeants et les États, à travers l'histoire, ont maintenu ce système. Ce mensonge justifie le capitalisme comme un système « naturel ». On nous dit qu'il y a une « crise » du capitalisme, mais le capitalisme c'est la crise. Il s'agit d'un système récent en termes historiques et qui a déjà mis l'humanité plusieurs fois à genoux avant de produire la situation actuelle. Mais les gens partout dans le monde ne sont pas dupes de ce mensonge et résistent aux États et au capitalisme comme jamais auparavant. Ils cherchent à coordonner leurs efforts au delà des frontières nationales. Cela rend une société anarchiste plus que jamais possible.

Mais l'anarchisme n'est pas l'utopisme. Pour qu'une telle société puisse fonctionner, de toute évidence, beaucoup de choses doivent d'abord changer. Notre tâche consiste à aider à réaliser ces grandes transformations et à fournir une analyse utile. La classe ouvrière – par elle nous entendons toutes les personnes exploitées et les gens les plus pauvres – dont nous faisons partie, doit fonctionner comme un mouvement de masse. Surtout, il ne faut pas confier la lutte aux nouveaux dirigeants avec des idées anciennes mais déterminer notre propre chemin.

Aujourd'hui, les mouvements sociaux pratiquent de nouvelles formes d'organisation qui s'appuient fortement sur l'anarchisme en prenant directement des mesures contre les obstacles qu'ils rencontrent et en expérimentant des formes non hiérarchiques d'organisation. La lutte contre la destruction du monde naturel et des ressources communes, les luttes antimilitaristes, les luttes contre les sommets du G8 et du capitalisme en général et, plus récemment, la lutte contre l'austérité, unissent la classe ouvrière internationale. Des mouvements d'étudiants aux mouvements « Occupy », des « Indignados » aux mouvements similaires d'auto-organisation contre le système bancaire, tous ont montré l'importance de l'utilisation de l'action directe pour récupérer l'espace public. Les soulèvements, de ces dernières décennies, des peuples autochtones opprimés, tels que les zapatistes, ont inspiré de nouveaux mouvements sociaux et ont influencé l'anarchisme lui-même. Ces nouveaux mouvements ont créé de grandes assemblées afin de prendre des décisions collectives sans dirigeant. Ils pratiquent la prise de décision horizontale. Les mouvements se fédèrent, ont un statut égal sans organe de décision centralisé.

Mais ces tentatives sont souvent en deçà de ce qui est possible parce que tout changement social significatif exige également que nous changions en tant qu'individus. Nous cherchons à être libres et égaux en tant que personnes, mais il doit y avoir aussi la volonté, la responsabilité personnelle et l'auto-organisation. La classe ouvrière, elle-même, contient des divisions, des oppressions et des hiérarchies qui ne disparaissent pas juste parce que nous ne voulons pas avoir de règles imposées et que nous voulons être égaux. En tant que membres de la classe ouvrière, nous devons donc lutter intérieurement contre le racisme, le sexisme, contre les attitudes et pratiques patriarcales. De même, nous devons lutter contre l'idée que l'hétérosexualité est la norme, ou que les catégories clairement définies de « masculin » et de « féminin » sont « normales ». Nous devons identifier et lutter contre les discriminations et les stéréotypes basés sur l'âge ou sur l'aptitude. Jusqu'à ce que les inégalités intériorisées et le respect pour la hiérarchie soient identifiés et supprimés, nous ne pouvons pas être libres. Nous devons donc nous y opposer dans les mouvements sociaux et dans les organisations de la classe ouvrière ainsi que dans la société en général.

Enfin pour créer cette société libre et égalitaire, la classe ouvrière elle-même doit faire tomber les gouvernants et les capitaux. Nous appelons ceci la « révolution sociale ». Les anarchistes tentent d'instaurer au sein de la classe ouvrière la confiance en soi, de réussir le plus rapidement et avec le moins de violence possible les changements sociaux nécessaires. En nous joignant aux autres travailleuses et travailleurs, nous pouvons gagner de petites victoires. Nous faisons tout cela grâce à l'action directe et non par des réformes et des négociations avec les patrons. L'action directe signifie ne pas attendre mais prendre ce qui devrait appartenir à tous et toutes. Nous devons soutenir les luttes par l'entraide, cela signifie la solidarité concrète dans les moments difficiles. Ainsi l'entraide quotidienne démontre aux gens ce que nous voulons. Ainsi, nous pratiquons l'anarchie autant que possible dans la façon dont nous nous organisons et luttons pour prouver qu'une société anarchiste est possible.

Nous saluons les camarades du passé, leur travail et les sacrifices personnels qu'ils ont consentis pour l'émancipation humaine. Nous poursuivons leur œuvre et développons d'une manière critique leurs idées afin de les appliquer à notre situation. Ils auraient salué la classe ouvrière mondiale à ce stade de son histoire car ils aspiraient à la liberté et à l'égalité réelle.

L'IFA a traité de nombreux thèmes au cours des cinq derniers jours, et en particulier:
- La crise économique et la lutte sociale
- La solidarité internationale
- L'antimilitarisme
- L'antinucléaire et les énergies alternatives
- Les migrations

Sur cette base, l'IFA a relancé ses propres activités et invite toutes les personnes exploitées à lutter pour la transformation de la société, pour l'anarchisme.

L'Internationale
des Fédérations anarchistes (IFA),
le 12 août 2012.
http://i-f-a.org

BA-HAM
des femmes en lutte

Interview réalisée par Bibo
Site web du Collectif lesbiennes-féministes-ba-ham : https://lesbiennesfeministesbaham.wordpress.com

Selon Ahmadi Néjad[1] « en Iran il n'y a pas d'homosexuel-les ».
Cette énormité prononcée par le président iranien, pourtant, ne fait pas franchement rire. La vie des femmes en Iran est très difficile car la violence contre les femmes est encouragée par l'État. L'homosexualité y est considérée comme un crime. La misogynie, la lesbophobie et l'homophobie sont répandues sur la planète entière. En France la violence contre les femmes est présente dans tous les milieux sociaux (cf. l'Enquête nationale sur les violences envers les femmes de 2000) et est accentuée par la montée des extrémismes religieux. Les débats actuels autour du mariage gay montrent bien l'union sacrée (c'est le cas de la dire), des religions entre elles, et leur convictions communes avec les franges les plus droitières et réactionnaires de l'échiquier politique.
Nous avons rencontré, à Paris, certaines de ces femmes féministes, lesbiennes, dont plusieurs sont originaires d'Iran. Suite à une discussion informelles dans un café de la capitale, elles ont bien voulu répondre à nos questions. Nous les en remercions chaleureusement.

PRÉSENTATION DE BA-HAM

Tout d'abord, pouvez-vous nous expliquer qui vous êtes ?

Nous sommes des militantes féministes laïques. Toute femme, née femme, féministe et laïque peut faire partie du Collectif lesbiennes-féministes-ba-ham, quelques soient ses croyances, sa sexualité, sa nationalité, son origine sociale et géographique. Nous privilégions une gestion horizontale des groupes de lutte. Nous sommes indépendantes de toute organisation, parti, syndicat…
Nous ne revendiquons aucune nationalité ni communauté, ni quelconque autre fiction (race, couleur de peau, religion, culture, État…) inventée par les hommes.
Nous définissons notre lesbianisme féministe comme une attirance et un amour solidaire envers les femmes dans leur intégrité et le respect. Il s'agit pour nous d'une forme d'épanouissement en dehors du modèle patriarcal qui force les femmes à la haine d'elles-mêmes, à leur soumission aux hommes et aux institutions masculines.
Nous luttons contre l'invisibilisation et la haine des lesbiennes, violences qui ont pour but de les supprimer. La lesbophobie fait partie du continuum des violences faites aux femmes. Nous parlons des lesbiennes dans le but de visibiliser une oppression, pas pour diviser ou opposer les femmes entre-elles. CLFBH ne fait pas d'opposition entre des femmes qui seraient hétérosexuelles d'un côté et des femmes qui seraient lesbiennes de l'autre côté. On ne demande pas à une femme si elle est hétérosexuelle ou non avant de la marier de force.

Comment ce collectif a été créé ?

L'idée de créer un collectif a germé en 2008, lorsque Ahmadi Nejad déclara en Iran *« en Iran il n'y a pas d'homosexuel-les »* (*sic !*). En 2010, des lesbiennes, des homosexuels et des trans ont voulu créer un mouvement international LGBT d'Iran. Très rapidement les lesbiennes féministes, qui d'ailleurs était à l'origine de ce mouvement, se sont rendues compte que ce n'étaient pas possible de lutter contre le patriarcat dans un mouvement mixte et ont tenu leur première rencontre internationale des lesbiennes d'Iran en novembre 2010 à Frankfort en Allemagne.

Puis l'idée a été reprise en 2012 pour créer en France un collectif de lesbiennes féministes qui lutte plus largement pour l'émancipation des femmes contre la misogynie des religions. En

1 Phrase prononcée en 2008, lors d'un débat à l'université de Columbia aux États-Unis.

hommage aux luttes des femmes en Iran contre l'apartheid sexiste islamiste, nous avons nommé le collectif Collectif lesbiennes-féministes-ba-ham (CLFBH). «Lesbiennes-Féministes» se prononce de la même manière en persan et en français. «Ba-ham» signifie «ensemble» en persan.

Quels sont vos positionnements politiques ?

En tant que féministes, notre objectif est de lutter contre l'oppression des femmes. Toute société qui institue la domination des hommes sur les femmes, ainsi que l'appropriation et le contrôle de la procréation, du corps et des productions des femmes, est une société patriarcale.

Nous dénonçons donc : la culture du viol et des violences contre les femmes et les enfants, l'enrichissement de la société et de la famille patriarcale sur le travail des femmes, l'institution du mariage et de la famille, le contrôle du corps des femmes pour la reproduction, l'esclavage domestique, le système prostitutionnel.

Il faut cesser d'adhérer aux fables et fictions (pays, nation, communauté, culture, tradition, religion, institutions, mariage, famille, État, patrie, race, couleur de peau, partis politiques etc...) inventés par les hommes pour diviser les femmes. C'est à cette seule condition que nous pourrons nous unir dans le mouvement de libération des femmes pour enfin se débarrasser du patriarcat et de ses institutions qui organisent les violences contre les femmes.

Notre émancipation passe donc par la réappropriation et le respect de notre corps, par l'indépendance économique et politique, par la réappropriation de notre travail, la libération de la contrainte à l'hétérosexualité et à la procréation.

Quels sont vos buts ?

Dénoncer et combattre les violences contre les femmes, la misogynie et la haine des lesbiennes.
Dénoncer les violences misogynes spécifiques aux sociétés sous la loi musulmane.

Combattre la montée de tous les intégrismes religieux, en France et partout dans le monde. Défendre la laïcité.

Nous demandons aux féministes que le combat pour la laïcité et contre les intégrismes religieux fasse systématiquement partie des programmes de lutte contre le patriarcat. La laïcité est l'espace qui garantie à chaque individu-e la liberté de croire ou de ne pas croire, et où l'État ne revendique ni ne subventionne aucune religion. La religion doit être réduite à la sphère intime.
Promouvoir un féminisme athée qui combat toutes les religions et leur misogynie.

Tant que dans le monde il y a UNE femme qui est obligée de porter le voile, nous demandons votre soutien actif dans la lutte féministe contre le voile. Il faut savoir que la revendication pro-voile en France est utilisée par le régime facho-islamiste d'Iran pour dire aux femmes qu'elles ont la chance de pouvoir se voiler en Iran et ainsi justifier sa répression contre le «mauvais hijab».

LA SITUATION DANS LES PAYS ISLAMISTES

La situation des femmes, des lesbiennes et des homosexuels en Iran et dans les pays sous la loi musulmane, est parfois relayée dans la presse française et internationale. Au-delà de ces faits souvent tragiques, pouvez-vous nous décrire concrètement ce que cela signifie d'être lesbienne en Iran ?

En Iran, on ne peut pas se dire lesbienne, même si on vit l'amour des femmes. L'homosexualité est considérée comme un crime, donc se dire lesbienne, c'est risquer sa vie. Dans une société où le seul horizon possible pour les femmes, c'est vivre à l'ombre d'un homme, les femmes sont coupées d'elles-mêmes, de leurs sentiments, de leur corps. Il n'y a pas de visibilité pour l'homosexualité, donc pas de modèle. C'est au prix de beaucoup de souffrances et de risques que les femmes se découvrent lesbiennes. Et elles vivent leur lesbianisme dans l'ombre totale.

La société propage la haine des lesbiennes et des homosexuels. Depuis des décennies, les opposants politiques sont systématiquement « accusés » de « homosexualité, espion d'Israël... » pour les diaboliser, les décribiliser et « justifier » la sentence de peine de mort. De plus, les islamistes font exprès l'amalgame entre homosexualité et pédocriminalité.

Si on découvre qu'une femme est lesbienne, elle peut être contrainte au mariage forcé par sa famille. Souvent la police du régime arrête des lesbiennes, les viole et les emprisonne. Beaucoup de fois ils les font disparaître et plus personne n'a de nouvelles d'elles.

Dans la loi islamique, si quatre hommes témoignent de l'homosexualité d'une femme ou d'un homme (relation intime entre deux personnes de même sexe), la personne est condamnée à mort. En Afghanistan, aussi bien le gouvernement que les Talibans enterrent les personnes homosexuelles et font s'écrouler un mur sur elles. En Iran le régime islamiste les tue par pendaison. Exécutions, tortures, viols, emprisonnements, persécutions, mutilations psychologiques et corporelles (électrochocs, injections d'hormones et de psychotropes, culpabilisation fondée sur les croyances religieuses...) menacent la

vie des hommes et femmes homosexuelles depuis plus de 30 ans en Iran.

En Iran, le « changement » de sexe est largement imposé et pratiqué par tout l'appareil d'État islamiste (Ayatollahs, médecins, administrations…). Car le régime islamiste dit que si une femme en aime une autre, c'est qu'elle aurait dû naître homme (c'est donc une erreur de la nature qu'il faut corriger !). Donc il oblige la femme lesbienne à prendre l'apparence d'un homme : par des injections hormonales, ablation des seins… Les hommes homosexuels subissent largement ces mutilations.

Devant toutes ces menaces, pour préserver leur intégrité psychologique et physique, certaines femmes lesbiennes prennent le chemin de l'exil.

En quoi la situation des homosexuel(le)s est-elle spécifique ?

La situation pour les femmes homosexuelles est très différente de celles des hommes homosexuels. Un homme a beaucoup plus de possibilité d'être autonome matériellement, il n'est en général pas obligé de se marier et ne dépend pas d'un tuteur du point de vue de la loi. Avant de pouvoir se dire lesbienne, une femme doit pouvoir bénéficier d'un minimum d'autonomie dans sa vie (ne pas craindre de violences, se libérer de l'autorité de la famille, accéder à l'autonomie légale, juridique, financière…).

Pour les femmes lesbiennes, il n'y a pas d'un côté la misogynie et de l'autre l'homophobie. L'invisibilisation et la haine des lesbiennes fait partie des violences et du lavage de cerveau patriarcal pour empêcher les femmes d'être indépendantes des hommes. La lesbophobie fait partie du continuum des violences faites aux femmes.

L'Iran n'a pas toujours été un régime théocratique soumis à la règle de la charia. Comment cela se passait avant ?

Avant la récupération de la révolution par les théocrates islamistes, les femmes et les hommes avaient les mêmes droits :
L'âge du mariage était fixé à 18 ans. Or, en 1979 les islamistes ont fixé le mariage des filles à 9 ans. Les luttes des femmes ont permis de ramener l'âge à 13 ans seulement. Cela signifie que le régime légalise et encourage la pédocriminalité. Les mariages forcés et la prostitution ont beaucoup augmenté.
Beaucoup de professions sont interdites aux femmes dont celle de juge. La loi oblige les femmes à se voiler. Les femmes n'ont pas le droit de voyager toutes seules, il faut l'autorisation du mari pour sortir du pays.
De nombreuses polices des « mœurs», « de lutte contre mauvais hijab, et corruption sur terre », « orientation islamiste », « lutte pour la sécurité nationale » existent uniquement pour harceler les femmes, contrôler leur corps et les contraindre au port du voile. Lorsque les femmes accusées de « mauvais hijab » sont arrêtées, elles peuvent subir : le viol en prison, de longues peines de prison, des amendes…
Les femmes représentent 63% des personnes qui étudient à l'université. L'État islamiste impose chaque année des quotas supplémentaires pour restreindre l'accès des femmes à la formation et au savoir. Depuis 2012, la moitié des secteurs universitaires sont complètement interdits aux femmes.

Avant 1979, les femmes pouvaient légalement gagner leur vie, voter, divorcer, voyager sans être soumises au tutorat. Aucun poste ni enseignement ne leur était interdit : sportive, parlementaire, juge, sénatrice…

Le Shah d'Iran avait la peur du communisme au ventre, c'est pourquoi il n'a jamais voulu combattre les islamistes comme l'avait fait Atatürk en Turquie. Symboliquement il laissait beaucoup de pouvoir aux mollahs. C'est pourquoi, malgré leur minorité numérique, les mollah ont pu récupérer la révolution. C'est à cause de cela que nous en sommes là aujourd'hui.

La révolution iranienne a été soutenue par des hommes et femmes qui appartenaient aux franges progressistes de l'échiquier politique[1] : comment ces forces ont-elles pu perdre face aux religieux ? Infériorité numérique ? Erreurs stratégiques ? Compromissions idéologiques avec les islamistes ?

A l'époque du Shah, l'opposition politique était composée majoritairement par différents courants de gauche, à droite les islamistes étaient une minorité infime. Lorsque la révolution (dans laquelle les femmes se sont pleinement investies) a été récupérée par les islamistes, ils ont pour première mesure imposé le voile à toutes les femmes. Les femmes ont manifesté massivement pendant trois semaines contre le voile en criant les slogans : « on n'a pas fait la révolution pour voir nos droits en régression », « non au voile », « ou la mort ou la liberté », « on va lutter jusqu'à la mort mais on ne veut pas se soumettre », « la liberté n'est ni orientale, ni occidentale, elle est internationale ». Ceux que les femmes révolutionnaires croyaient être leurs camarades de lutte, leur ont dit : « Vous n'allez pas mourir en mettant un morceau de tissu sur votre tête. Arrêtez de manifester, Khomeyni est anti-impérialiste. Il faut le soutenir. ». De manière générale, l'histoire montre que à chaque fois que les femmes ont participé aux mouvements révolutionnaires sans organisations ni revendications féministes propres, le nouveau pouvoir attaque les droits des femmes.

Aujourd'hui, alors que la situation est tragique pour les femmes, les lesbiennes et les homosexuels, avec le recul,

1 Sur ce sujet, nous vous conseillons, si ce n'est pas déjà fait, la lecture de *Persepolis*, de Marjan Satrapi, dont la bande dessinée a été adaptée au cinéma.

comment ces organisations analysent-elles cela ?

En plus d'être dans les mouvements mixtes de gauche, les femmes iraniennes de gauche s'organisent aujourd'hui dans les mouvements féministes non-mixtes, ce qui n'était pas la cas au moment de la révolution. Les femmes de gauche ont fait leur auto-critique, et continuent d'en faire. Mais les hommes de gauche n'ont jamais eu le courage de critiquer leurs erreurs. A moins qu'ils pensent qu'ils n'ont commis aucune erreur ?!

Est-ce qu'être une femme étant donné la situation d'oppression et la violence qui se déchaîne contre elles en Iran permet d'acquérir le statut de réfugiée politique ? Quelle est la situation des exilées, et dans quelles conditions parviennent-elles à échapper à l'État iranien et à quitter le pays ?

Les violences basées sur la misogynie ne sont pas stipulées dans la convention de Genève pour le droit d'asile. L'Office français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) prend très rarement en compte les persécutions misogynes. Il nie la véracité des récits de violences ou alors demande aux femmes iraniennes pourquoi elles n'ont pas demandé la protection de leur pays alors que la loi islamique iranienne est misogyne. La majorité des violences que subissent les femmes ont lieu au sein de la famille. Dans le système patriarcal, la famille est considérée comme une sphère privée. Or l'OFPRA ne prend pas en compte les violences qu'il ne considère pas comme politiques.[2]

Ces dernières années les persécutions homophobes commencent à être prises en compte par l'OFPRA. La très grande majorité des personnes qui demandent l'asile pour homosexualité sont des hommes. En effet, dans beaucoup de pays les femmes ont tellement peu accès à une autonomie dans leurs choix de vie que la question du lesbianisme ne se pose même pas.

LE FÉMINISME EST UN SPORT ... DE COMBAT

Vous avez participé, lors des Jeux Olympiques de Londres, à des actions. Pouvez-vous nous expliquer en quoi cela a consisté, et quelles étaient les raisons de ces actions ?

En Iran avant l'instauration de l'islam d'État, les femmes pratiquaient le sport librement sans aucune contrainte. Pendant longtemps le régime islamiste s'est tout simplement opposé à la pratique du sport féminin, l'accusant d'être porteur de valeurs occidentales. Le bien-être des femmes par le sport ne l'intéresse absolument pas. Mais dès 1991, il a su se saisir de ce moyen pour véhiculer son idéologie.
Dans ce but, le régime islamiste d'Iran a créé les Islamic Countries Women Sport Solidarity Games (Jeux sportifs de solidarité pour les femmes des pays islamiques). Où, dans des salles fermées sans aucun homme, les femmes jouaient les

matches voilées. Certains pays européens comme l'Allemagne ont aussi participé à ces matches en portant le voile. Méprisant ainsi la lutte des Iraniennes, qui luttent contre le voile au prix de leur vie.

La FIFA (Fédération Internationale de Football Association) trahit depuis des années son objectif qui est de développer la pratique du sport dans le respect des règles qu'elle a elle-même établies. Dans les statuts de la FIFA il est écrit : « Toute discrimination d'un pays, d'un individu ou d'un groupe de personnes pour des raisons d'ethnie, de sexe, de langue, de religion, de politique ou pour toute autre raison est expressément interdite, sous peine de suspension ou d'exclusion. » En juillet 2012 la FIFA a autorisé le port du hijab sur les terrains de foot, alors que le hijab, imposé uniquement aux femmes, est clairement une discrimination sexiste.

Depuis des années le Comité international olympique (CIO) accepte l'apartheid sexiste imposé par les pays islamistes. Ils n'envoient pas des femmes dans leur délégation ou alors elles sont envoyées voilées et vêtues de la tête aux pieds. Depuis 1994 le régime islamiste d'Iran fait du lobbying auprès du CIO pour imposer des athlètes avec ce qu'il appelle une « tenue islamique correcte pour les femmes ». Cette année pour la première fois toutes les délégations comportaient des femmes. Mais on reste dans la ségrégation sexiste puisque l'absence de femmes a été remplacée par le port du voile des femmes. Les J.O. de 2012 comportaient 17 délégations de femmes vêtues d'un costume

2 *Pour soutenir juridiquement les femmes dans leur demande d'asile, il existe différents réseaux :*
Double violence http://doubleviolence.free.fr/, *regroupement d'associations et collectifs qui luttent contre les violences faites aux femmes et pour les droits des migrant/e/s et demandeur/se/s d'asile.*
Le RAJFIRE, Réseau pour l'autonomie des femmes immigrées et réfugiées http://rajfire.free.fr/ ***0144755127***
La LFID Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie 01 40 24 17 90 _ lfid2@wanadoo.fr
L'ARDHIS (Association pour la Reconnaissance des Droits des personnes Homosexuelles et transsexuelles à l'Immigration et au Séjour) http://www.ardhis.org *06 19 64 03 91*

dit islamique[3] (couvertes entièrement des pieds à la tête en plein été !) contraire à la neutralité du sport exigée par la Charte Olympique (règle 50). Pour ces délégations les pays islamistes ont exigé la présence d'un gardien mâle pour les athlètes féminines, et le refus de toute mixité. Dans les pays islamistes les femmes ne peuvent pratiquer que certains sports et toujours cachées dans des salles. En Arabie Saoudite aucun sport n'est autorisé aux femmes.

Le 25 juillet 2012 à Londres, le collectif « Justice pour les femmes »[4] a mené des actions pour dénoncer l'apartheid sexiste aux J.O. :
- cérémonie d' « enterrement fluvial » de la Charte Olympique jetée dans la Tamise puisque ses valeurs sont bafouées,
- remise à chacun des membres du Mouvement Olympique de la brochure énonçant les 7 revendications du collectif[5]

Le Collectif lesbiennes-féministes-ba-ham était présent à Londres ce jour-là pour relayer à travers ce combat la lutte des femmes sous la loi islamique qui résistent et revendiquent les droits universels. A l'aide de l'argent du pétrole, le régime islamiste de Téhéran et les dirigeants corrompus des pays arabes autour du Golf persique imposent le voile aux femmes jusque dans les institutions sportives internationales. Ils universalisent ainsi leur idéologie misogyne au mépris de l'universalisme des droits des femmes.

La présence de femmes voilées aux J.O. a parfois été défendue avec l'argument suivant : « si elles ne participent pas voilées, elles ne participeront pas du tout, donc c'est déjà ça ». Comment réagissez-vous à ça ?

Cela fut aussi le discours de la ministre française du sport, Valérie Fourneyron. Au lieu de réaffirmer les valeurs universelles du sport, au lieu de soutenir la lutte d'émancipation des femmes, elle a préféré verser dans le compassionnel, déclarant qu' «Il s'agit de permettre à certaines femmes et équipes féminines qui étaient exclues de la pratique sportive de participer à la compétition»[6]. Or les femmes qui se battent au péril de leur vie pour se libérer, pour s'émanciper, pour vivre dignement n'ont pas besoin de pitié mais de respect.

Imposer aux femmes de revêtir un « costume sportif islamiquement correct » pour concourir, c'est littéralement les condamner à étouffer sous le patriarcat. Il faut savoir que nos amies sportives iraniennes disent « Pour sentir comment nos corps sont meurtri sous le voile lors des matches, mettez sur votre corps un drap et courez un 100 m. »

Au lieu d'exclure des femmes du sport, il faut exclure les délégations des pays qui pratiquent l'apartheid sexiste. Comme cela avait été fait contre l'Afrique du Sud.
Mais lorsqu'il s'agit des femmes, ce n'est pas important de respecter la règle olympique de neutralité fixée pour tous (tous = les hommes). Les femmes ne font pas partie de l'humanité des hommes, alors ce n'est pas grave si des pays impose que « leurs »

3 *Nous dénonçons aussi le dénudement du corps des femmes, le cas le plus flagrant étant le beach-volley avec des joueuses en bikini. Par contraste à Londres leur match était arbitré par une Égyptienne en tenue « islamiquement » correcte.*
4 *cf. site web de la Ligue du Droit International des Femmes (LDIF)* http://www.ldif.asso.fr/?theme=sport *et le livre Femmes voilées aux Jeux Olympiques, de Annie Sugier (édition Jourdan, 2012)*
5 *cf brochure* http://www.ldif.asso.fr/?theme=sport&n=327
6 *Dans une lettre de réponse à la LDIF avant l'élection de François Hollande, Valérie Fourneyron tenait un discours totalement contraire et bien plus féministe, cf.* http://www.ldif.asso.fr/?theme=sport&n=358

femmes portent une tenue «islamique », signe politique, religieux et surtout sexiste. Lorsque il s'agit des femmes, on ne va pas exiger de faire respecter les règles de dignité, on accepte l'apartheid, et on se contente de l'option qu'ils appellent « la moins pire ». Toujours on nous mène vers le bas, vers le moins pire. Ils nous demandent d'accepter le mal à la place du pire. Le pire c'est l'apartheid sexiste. C'est le voile qui sexualise et visibilise cette apartheid sexiste.

Dans un monde gouverné par les valeurs patriarcales (argent, compétition systématique, nationalisme...), on constate sans étonnement que la dignité des plus de 3 milliards de femmes vaut moins que les 16 milliards d'euros de bénéfices espérés par le Royaume-Uni et les 11,3 milliards d'euros de budget des J.O. de 2012.

FÉMINISME EN FRANCE ... DES DÉBATS ET DES ENJEUX

Avez-vous le sentiment d'une certaine incompréhension de la part de certaines féministes en France vis-à-vis de la question religieuse ?

En Europe, les mouvements de gauche en général ne comprennent pas l'enjeu de la lutte contre le voile et contre les extrémismes religieux. Si la tactique des islamistes pour propager leur idéologie en Europe était d'interdire l'alcool, le tabac, le cinéma... les hommes le verraient comme une attaque à leur liberté et feraient bloc contre l'islamisme. Mais les islamistes ont comme priorité d'imposer le voile aux femmes. Cela ne menace en rien les hommes et donc la plupart d'entre eux ne réagissent pas et même les soutiennent. Si les sociétés n'étaient pas si misogynes, jamais l'islamisme ne pourrait s'imposer.

Les organisations féministes qui luttent depuis des années contre les violences faites aux femmes n'ont jamais transigé avec aucun extrémisme religieux. En France quelques groupes médiatiques qui se disent féministes (la plupart sont du courant queer, idéologie qui sous des apparences féministes porte des valeurs misogynes et androcentrées) sont tombés dans le panneau des islamistes et se sont mis à défendre le voile. Mais ces compromis avec les islamistes sont beaucoup plus le fait de groupes de gauche. Il faut savoir qu'une partie de la Gauche Révolutionnaire s'est engagée dès 1994 au côté des islamistes pour défendre le voile[7].

Ce n'est pas possible d'être féministe sans critiquer la misogynie de toutes les religions et sans lutter contre tous les extrémistes religieux dont la véritable religion est le machisme. Celles qui mettent leur croyances ou l'appartenance à une quelconque communauté avant la lutte pour l'émancipation des femmes ne sont pas féministes. Le « féminisme islamique » n'existe pas car on ne peut à la fois être féministe et promouvoir la haine des femmes.

Il faut savoir que celles qui se disent féministes et qui défendent le voile utilisent des techniques de répression dans les milieux féministes. Si une féministe isolée se prononce contre le voile, les pro-voile commencent par se victimiser en déclarant qu'elles se sentent opprimée par un discours de critique du voile. Puis les pro-voile attaquent en traitant la féministe de raciste, islamophobe et en exigeant une inquisition déguisée en procès politique. Dans les milieux d'extrême-gauche, la présence de « féministes » pro-voile est telle que la plupart du temps ce n'est pas possible de s'exprimer contre l'islamisme lors des rencontres politiques.

De nombreuses organisations qui se disent de gauche, d'extrême gauche, anarchistes, pour les droits humains... font le jeu des islamistes, soit par un soutien actif, soit par refus de critiquer le voile et l'extrémisme religieux islamiste.

Certains groupes instrumentalisent le féminisme afin d'interdire toute critique du voile et de l'islam. Ces groupes (Mamans toutes égales, Une école pour toutes, Féministes contre l'islamophobie...) disent en gros « nous sommes des femmes qui avons choisi librement de porter le voile, donc le voile n'opprime pas les femmes ; si vous critiquez le voile, vous êtes contre les femmes musulmanes, vous êtes antiféministes. ». Or faire librement un geste de soumission n'est pas un geste de liberté mais de soumission.

D'autres groupes instrumentalisent les luttes contre la xénophobie (Les Indigènes de la République, Les Indivisibles, Les Mots sont importants...), toujours dans le même but, avec cette fois le chantage à la « discrimination des musulmans » : « critiquer les extrémismes religieux ou le voile discrimine les musulmans, c'est du racisme, de l'islamophobie... », « les féministes blanches sont racistes de dénoncer le voile ». Il s'agit d'une instrumentalisation de l'antiracisme à des fins antiféministes. Non le voile n'est pas culturel, ni un moyen de lutter contre la xénophobie. Quelque soit la raison invoquée, le voile a toujours été un moyen de sexualiser les femmes, d'exiger qu'elles se cachent. Depuis 1979, les islamistes luttent de toutes les manières (violences, manifestations, enseignement religieux et la peur de l' « au-delà », victimisation, plaintes devant la Cour européenne des droits de l'homme...) pour répandre le voile sur le corps des femmes et ainsi propager leur idéologie de dictature religieuse dans le monde.

7 *Les Jeunes Contre le Racisme en Europe, dont la branche française a été crée en 1993 par les Jeunesses Communistes Révolutionnaires (JCR) se sont engagés en 1994 dans la défense d'élèves portant le foulard islamique à Mantes-la-Jolie et en 2003 dans le collectif pro-voile « Une école pour toutes ». (source : Le sabre et le coran, Tariq Ramadan et les Frères musulmans à la conquête de l'Europe*, Paul Landau, éd du Rocher, p,121)
La Gauche Révolutionnaire (GR) a été créé en 1992 à la suite de l'exclusion des JCR de leur organisme père la Ligue Communiste Révolutionnaire en raison de leur soutien aux islamistes. GR intègre le NPA de 2009 à 2012

Ces groupes sont soutenus par de pseudo intellectuels qui se font passer pour progressistes[8]. Il est déjà inquiétant de constater leur visibilité médiatique. Mais c'est encore plus inquiétant de voir leurs textes diffusés dans des groupes, qui se prétendent de « gauche » et « féministes », qui utilisent leurs livres pour nous assommer avec des idéologies pro-voile anti-femmes.

Les religions existent pour organiser la vie en société de manière hiérarchique, et en premier lieu soumettre les femmes aux hommes :

Tout d'abord une stricte hiérarchie entre les sexes, hiérarchie sur laquelle se fondent toutes les autres hiérarchies : Toutes les religions déclarent que les femmes seraient inférieures aux hommes, qu'elles leur devraient obéissance, ils ont le droit de vie et de mort sur elles. Les femmes sont déclarées impures, cause du péché originel…[9] Les prophètes ne sont que des hommes, ce qui montre bien qui crée les religions ! L'unité de base de la société est la cellule familiale patriarcale, dans laquelle les hommes imposent leur loi aux femmes. Les femmes y subissent toutes sortes de violences (viol par le mari, viol par inceste, violences physiques et psychologiques…). Elles y sont contraintes de servir les hommes et leur famille, leur corps est utilisé contre leur gré pour la procréation et la maternité.

Ensuite une hiérarchie religieuse : les dieux dominent les hommes du clergé, qui eux dominent tous les hommes croyants, qui eux-mêmes dominent tous les « mécréants » (mauvais croyants, païens, croyants d'une autre religion, athées…), et tous dominent toutes les femmes et en particulier « leurs » femmes qu'ils obligent à se soumettre à leurs préceptes religieux patriarcaux (se voiler, faire la prière…) ;

Enfin, une hiérarchie sociale entre les hommes : la plupart du temps, les pouvoirs, quelque soient leur forme (féodalisme, État royaliste, État républicain…), se revendiquent d'une légitimité religieuse (« de droit divin ») ou cherche à s'associer au religieux (subvention au culte…). Les religions profitent et renforcent les inégalités sociales pour se propager. En effet, elles demandent aux opprimé-e-s de ne pas se révolter et d'accepter leur sort en attendant un hypothétique paradis dans « l'au-delà ». La religion est un outil puissant pour soumettre les populations, et en premier lieu les femmes.

On a récemment vu certains courants d'extrême gauche, voire libertaires, au nom de la lutte contre l'islamophobie, défendre la « liberté » de porter le voile. Cette prise de position considère que le féminisme laïque et athée serait une position « néo-coloniale » occidentale, voire une posture « bourgeoise ». Qu'en pensez-vous ?

Tout d'abord, porter le voile n'est pas une liberté mais un geste millénaire de soumission des femmes aux hommes et à leurs dieux misogynes. Cette manière d'essayer de dénigrer le féminisme, révèle la lame de fond anti-féministe qui existe dans toutes les sociétés.
L'anti-féminisme n'a rien d'étonnant dans les discours des islamistes puisque leur idéologie mortifère est basée sur la misogynie. Ce sont eux qui ont commencé à marteler que le féminisme serait occidental pour empêcher les femmes de se libérer. L'émancipation des femmes n'est ni occidentale, ni orientale, elle est internationale !

Dans les milieux de gauche l'anti-féminisme est plus diffus et déguisé. Ils ne disent jamais qu'ils sont contre le féminisme en soi, mais « juste » contre un féminisme « trop » quelque chose : trop féministe, trop radical, trop lesbien, trop non-mixte femmes, trop abolitionniste contre le système prostitutionnel… et maintenant trop universaliste, trop laïque, trop athée, trop contre le voile, trop contre l'islamisme… Et bien trop c'est trop !
Nous, féministes universalistes, nous en avons assez d'être systématiquement insultées dans notre combat pour l'émancipation de toutes les femmes. Dans les années 70 la plupart des milieux de gauche faisaient passer les féministes pour conservatrices et moralistes lorsqu'elles luttaient contre le viol, la pédo-criminalité et la pornographie. Aujourd'hui on nous fait passer pour racistes et d'extrême-droite lorsque nous dénonçons le voile islamique et les violences des islamistes contre les femmes !

Les groupes de gauche qui reprennent ce genre de discours méprisants contre les féministes laïques universalistes sont clairement anti-féministes et pro-islamistes. Selon eux certaines femmes, qu'ils assignent uniquement d'après l'apparence physique au genre nouveau de « femmes musulmanes », devraient porter systématiquement un voile sans pouvoir jamais l'enlever, comme si elles étaient nées avec. Méprisent-ils tant les femmes que ça, et les femmes « musulmanes » en particulier, pour se taire et encourager l'obscurantisme quand il s'agit de l'émancipation des femmes « musulmanes » ? Pourquoi les mêmes qui luttent contre l'extrémisme catholique, se mettent-ils à soutenir l'extrémisme musulman ? Savent-ils si peu ce qu'est l'antiracisme pour penser qu'en défendant le voile islamique ils s'achèteront une bonne conscience « antiraciste » ? Et s'ils doivent piétiner au passage les luttes des femmes des sociétés sous la loi musulmane, ils gardent leur bonne conscience puisque c'est la culture des femmes d'être opprimées, voilées, enfermées, prostituées, mariées de force, mutilées, lapidées…
Le Collectif lesbiennes-féministes-ba-ham dénonce l'utilisation d'expressions du type «islamophobie-raciste» pour nous faire

8 *Christine Delphy, Pierre Tevanian, Tariq Ramadan qui soutient les Frères musulmans : http://www.prochoix.org/cgi/blog/index.php/2005/01/31/281-tariq-ramadan-et-les-freres-musulmans*
9 *Misogynie dans les textes religieux :* http://atheisme.org/femmes.html *et* http://atheisme.free.fr/Themes/Femme.htm *; Réseau international de solidarité Femmes sous la loi musulmane* http://www.wluml.org

taire et interdire tout critique de l'islam. Le mot «islamophobie» a été utilisé dans un but de propagande islamiste en 1979 par Khomeyni[10] pour condamner les luttes des Iraniennes contre le voile. Les islamistes par les meurtres, violences, menaces, insultes... instaurent la terreur et empêche toute liberté d'expression et de critique de l'islam.

Les religions profitent et renforcent les inégalités sociales pour se propager. Parler de «discrimination des musulmans» au lieu de dénoncer les discriminations sociales et la xénophobie fait le jeu des islamistes. De plus enfermer une personne dans l'étiquette «musulman» sous prétexte de son origine sociale est une forme de discrimination. Toutes les femmes, quelque soit leur origine sociale, ont le droit d'être laïque, d'être athée, de se battre pour l'émancipation. Ce n'est la culture d'aucune femme de subir des violences.

Pour conclure, les accusations de « néo-coloniale », « occidentale », « bourgeoise » ne sont destinées qu'à culpabiliser les féministes et les personnes de gauche pour tenter de les empêcher de lutter solidairement avec celles et ceux qui subissent les extrémismes religieux. Et pour ceux qui clament, sans savoir, que la laïcité serait spécifiquement occidentale, voici des pays qui ont inscrit la laïcité dans leur constitution : Turquie, Japon, Mexique, Uruguay, Éthiopie, Bolivie, Portugal, Brésil, Norvège, France...

FÉMINISME ET UNIVERSALISME

Être féministe, laïque, athée n'est donc pas, contrairement à ce que certains croient, le monopole idéologique des femmes occidentales ...

Cette croyance et prétention révèle un certain centrisme et mépris. Dire que la pensée appartient à une zone géographique, c'est ignorer l'histoire de la pensée et nier à l'humanité sa réflexion et son libre arbitre. Omar Khaim le poète-mathématicien et philosophe iranien il y a déjà mille ans composait des poésies dans lesquelles il chantait son athéisme.
Oui, en Orient aussi les femmes sont et peuvent être athées, féministes et lutter pour la laïcité. En Iran en 1830, Ghoratol Eien enlève son voile en public et va de ville en ville pour défendre son action en tant qu'acte politique. Non, la lutte pour s'émanciper du patriarcat, dont les religions, n'est absolument pas réservée à l'Occident.

Est-ce qu'en Occident tous les individu-es sont pour la liberté des êtres humains ? Pour l'émancipation des femmes ? Pour la laïcité ? Aussi bien en Occident qu'ailleurs, il n'y a pas de beaucoup de monde qui défende les valeurs de liberté, de solidarité et l'émancipation des femmes.
Que veux dire « occidental » ? L'Occident est grand. Entre les pays d'Occident il y a de très grandes disparités au niveau des droits des femmes, des droits sociaux, de la situation économique. Avoir une démarche politique constructive, c'est refuser les analyses simplistes et avoir le courage de confronter les contradictions, se renseigner par soi-même, consulter l'histoire... Si on le fait, alors on se rend compte qu'il n'existe pas UNE religion, culture, économie, pensée « occidentale ». L'Occident ne peut être vu comme un mono-bloc ou tout serait uniforme.

10 Certes, Khomeyni n'a pas inventé ce mot. Mais il s'en est servi, et le régime iranien continue d'utiliser ce mot et ce concept.(ndlr)

Le régime islamiste d'Iran et les défenseurs du relativisme culturel disent que les droits humains, l'athéisme, le féminisme, l'homosexualité sont des valeurs occidentales. Dans les pays sous la loi islamique, c'est justement en se basant sur des croyances et prétention identiques qu'ils exécutent les homosexuel-les. Car, l'homosexualité, selon eux, serait une « maladie des occidentaux »!

Le 5 août 1990, au Caire, les pays membres de l'Organisation de la Conférence islamique ont adopté un texte qu'ils ont baptisé «Déclaration des Droits de l'Homme en Islam». la majorité des articles ont une vision totalement rétrograde de la dignité et de la liberté des êtres humains[11]. Quant aux articles qui laissent envisager une égalité entre femmes et hommes, ils ne sont évidemment absolument pas appliqués dans les États qui se disent islamiques. Cette déclaration islamique des droits humains n'est qu'une mascarade médiatique destinée à marquer le refus de tout universalisme des droits.

Toutes les femmes, quelque soit le lieu où elles vivent, ont le droit à la dignité. C'est-à-dire ne pas subir de violence (psychologique, physique, sexuelle) ; avoir le droit et les moyens de se soigner, se loger, manger, apprendre ... Ces revendications doivent être universelles et non pas restreintes à certaines zones géographiques où à certains groupes de personnes.

Vous revendiquez-vous donc d'un féminisme universaliste ou bien relatif aux cultures locales ?

Nous pensons que toutes les femmes ont le droit de vivre sans violence, dans la dignité, le respect et d'accéder à l'autonomie pour leurs choix de vie. Sachant qu'actuellement toutes les cultures sont patriarcales, faire primer la culture avant l'universalisme du droit des femmes ne peut qu'aller à

11 *Extraits de la «Déclaration des Droits de l'Homme en Islam»: (préambule) «... Réaffirmant le rôle civilisateur et historique de la Communauté islamique (oummah), la meilleure communauté que Dieu ait créée ...»_ Art.1- « Tous les êtres humains forment une famille dont les membres sont unis par leur soumission à Dieu, et par le fait qu'ils descendent d'Adam. ... » Art.5- « La famille est l'élément de base dans la construction de la société ;le mariage est le fondement de sa constitution. ...» Art. 10 - « L'Islam est la religion naturelle de l'homme. Il n'est pas permis de (...) le convertir à une autre religion ou à l'athéisme. » Art.17- « Tout individu a le droit de vivre dans un environnement sans vices et fléaux moraux ... » Art.22- « ... Il est interdit (...) de s'attaquer aux choses sacrées et à la dignité des Prophètes.... » Art.24- Tous les droits et libertés énoncés dans ce document sont subordonnés aux dispositions de la Loi islamique.*

l'encontre de l'émancipation des femmes. Seul un féminisme universaliste peut lutter pour l'émancipation de toutes les femmes.

Le féminisme est un mouvement politique, qui a une définition et un objectif, l'émancipation de toutes les femmes. Ce n'est pas parce qu'une personne est une femme et qu'elle se proclame féministe, que ce qu'elle dit et fait est forcément féministe. Si quelqu'un dit « je veux fonder un État anarchiste » ou « je suis anarchiste capitaliste » ou « j'aime être torturé », personne ne le prendra au sérieux. Alors, si une femme porte le voile et qu'elle dit « j'aime porter le voile, je suis libre, je suis féministe islamique » ou « je m'épanouis dans la pornographie, je suis féministe pro-prostitution », pourquoi est-ce que certains les prennent au sérieux et leur offrent un espace médiatique ? Le fait de penser que chacun-e peut donner sa définition, même la plus aliénante, du féminisme, montre à quel point le féminisme est méprisé et n'est pas considéré comme un mouvement politique.

Aujourd'hui le féminisme est attaqué par deux mouvements patriarcaux qui ont la particularité de s'infiltrer jusque dans les milieux progressistes grâce à un discours qui relativise le féminisme et qui fonctionne en se victimisant et en culpabilisant :

Le courant queer[12], issu du courant post-moderne, proclame que le féminisme n'a pas de définition, que tout dépend du vécu et ressenti de chacune. Avec ces discours, un signe d'oppression (les tenues qui sexualisent le corps des femmes, le voile…) peut devenir un signe de libération « à partir du moment où c'est moi qui l'ai choisi ». Depuis les années 1990, le courant queer fait du lobbying pour les industries sexistes (prostitution, pornographie, strip-tease…). Le courant queer muselle toute critique féministe en se victimisant « nous aussi nous sommes féministes, qui êtes vous pour dire ce qui est féministe et ce qui ne l'est pas ? », « les féministes abolitionnistes sont putophobes, elles nous oppriment ».

Le courant pro-voile, issu du courant islamiste, proclame que le voile est bon pour les femmes musulmanes. Il attaque les féministes laïques en les traitant de « occidentales, racistes, islamophobes… » Il impose à la place un « féminisme islamique ». Actuellement le courant queer, soutient le courant pro-voile. Soutien totalement aveugle puisque jamais les pro-voile ne soutiendront les revendications des queers.

L'utilisation du relativisme culturel contre les droits des femmes n'est pas spécifique aux islamistes. Le même argument ressort pour empêcher de lutter contre les mutilations sexuelles féminines, le mariage forcé, la polygamie… En France pendant l'affaire DSK, on a beaucoup entendu que des comportements qui relèvent du harcèlement sexuel et du viol, « draguer les femmes », « courir les jupons », « avoir une sexualité active de mâle dominant », sont dans la culture de la galanterie française ! ***Le mot « féministe » ne fait pas nécessairement consensus non plus, certaines personnes lui préférant le terme « anti-sexiste » (par exemple, pour trouver une analogie, on peut être « antiraciste » sans pour autant être « noiriste »). Comment vous situez-vous par rapport à ça ?***

Ici l'analogie entre sexisme et racisme est fausse car les « races » n'existent pas alors que les sexes oui[13].

Antisexiste est un mot large pour dire « contre les discriminations sexistes » que cela touche les hommes ou les femmes. Or nous vivons dans une société patriarcale où globalement ce sont les hommes qui détiennent les pouvoirs décisionnels, économiques, juridiques et qui exercent des violences sexuelles, physiques et morales contre les femmes. La plupart du temps ce qui est appelé « sexisme » relève en réalité de la misogynie, idéologie de mépris et de haine des femmes.

Remplacer systématiquement le mot « féministe » par « anti-sexiste » peut avoir des effets pervers. Depuis les années 1980, le mouvement masculiniste[14] se développe et a concrètement pour but de détruire les avancées juridiques du mouvement féministe. Certains masculinistes avancent masqués, se déclarant officiellement « contre tous les sexismes », pour obtenir des temps de paroles dans les forums organisés par l'État pour l'égalité homme-femme[15].

12 *cf. les articles de Sheila Jeffreys La théorie «queer» et la violence contre les femmes http://sisyphe.org/spip.php?article1051 et son livre Débander la théorie queer http://sisyphe.org/spip.php?article1050*

13 *L'histoire humaine est faite de migrations géographiques et par conséquent de brassages génétiques. A tel point qu'on a autant de chance de trouver un donneur compatible pour une greffe à des milliers de kilomètres qu'à proximité. Les différences anatomiques que l'on perçoit entre un individu-e-s ne sont que l'expression plus ou moins forte de gènes communs. (cf.* http://www.hominides.com/html/dossiers/race.php*). Les sexes ont une réalité biologique lié au mode de reproduction de l'espèce humaine. D'ailleurs, la différenciation entre femmes et hommes du point de vue des organes génitaux n'est pas absolue, il y a par exemple des personnes intersexes qui naissent avec une indifférenciation sexuelle.*

14 Les masculinistes fondent des lobbys auprès des États et tribunaux pour les « droits des pères », « des hommes divorcés »… cf. http://oooutilsfeministes.wordpress.com/2012/01/22/la-percee-de-la-mouvance-masculiniste-en-occident-helene-palma-2/ pour connaître leurs stratégies et apprendre à les déjouer

15 C'est le cas du « Groupe d'étude sur les sexismes »

Dans les milieux de gauche et dans la société en général, on observe que beaucoup de femmes des jeunes générations disent qu'elles ne sont pas féministes mais antisexistes. A toutes celles qui ont honte de se dire féministes, nous rappelons que c'est grâce aux luttes des féministes depuis des siècles, qu'elles ont accès à un compte en banque personnel, à l'avortement, accès aux études.

ÉVITER LES PIÈGES...

Devant le déferlement d'attaques contre les musulmans de France, ou les musulmans français, au nom de la lutte pour la laïcité, comment vous positionnez-vous ?

La droite et l'extrême droite, animées par leur xénophobie, sèment sciemment l'amalgame entre les personnes supposées « musulmanes », les migrants, et les habitants de quartiers pauvres, justement pour ne pas s'attaquer aux islamistes. La droite et l'extrême droite, soutenues par des lobbys extrémistes chrétiens, ne dénoncent pas les extrémismes religieux puisqu'ils sont pour le soutien aux religions. Le Conseil français du culte Musulman (initié sous le gouvernement Jospin !) a été créé en 2003 par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy[16]. Grâce à l'argent public, le CFCM fait la promotion de l'Islam et son site web fait des liens vers des sites clairement contre la laïcité et communautaristes.

L'extrême droite en France a toujours été contre la laïcité. Elle contient des courants extrémistes chrétiens qui attaquent sans cessent la laïcité : prière dans les hôpitaux lors de leurs brutales actions contre l'avortement, plaintes en justice pour blasphème, pressions pour conserver le concordat en Alsace-Lorraine où la loi de 1905 n'est toujours pas appliquée...

Ce n'est pas l'extrême droite qui défendra la laïcité. Tout comme ce ne sont pas les islamistes qui lutteront contre la xénophobie et le capitalisme. Il faut savoir qu'au plan international, le Front National, les islamistes et le Vatican avancent main dans la main[17]. L'extrême droite et l'islamisme sont deux idéologies patriarcales qui ont pour premier objectif de contrôler le corps des femmes : voilement des femmes, contre l'avortement, politique nataliste, promotion de la prostitution, retour des femmes au foyer, contre le divorce, contre l'homosexualité...

Dans ce registre, on voit des organisations clairement communautaristes et pro-religion bénéficier de quelques soutiens à l'extrême gauche. Comment expliquez-vous cette alliance pour le moins étrange alors que ces mouvements tentent sans cesse de diviser les populations selon leur couleur de peau ?[18]

Le soutien actif de certains groupes d'extrême gauche aux islamistes relève de la lâcheté et de l'ignorance politique. Ce soutien aux islamistes méprise les millions de femmes et d'hommes qui cherchent à se libérer du poids de la religion, de l'obscurantisme, de la violence, des tyrans religieux.

Dans ces conditions, est-il encore possible de s'affirmer féministe, laïque, sans être accusé de faire le jeu de la droite et de l'extrême droite ? Comment faut-il s'y prendre selon vous ?

C'est désespérant qu'aujourd'hui les seuls qu'on entend dans les médias « défendre la laïcité » soit le Front National. Or le FN est un parti réactionnaire qui soutient les extrémistes chrétiens. Le FN et le régime islamiste d'Iran se soutiennent mutuellement. En tant que féministes et laïques, nous défendons la laïcité et nous condamnons les violences contre les femmes, la xénophobie et les discriminations sociales.

Votre collectif est non-mixte. La mixité et la non-mixité font aussi parfois débat en France, y compris chez les anarchistes. Comment justifiez-vous votre non-mixité ?

La non-mixité féministe est une non-mixité choisie dans un but émancipateur. Cela n'a rien à voir avec la non-mixité imposée par le patriarcat dans la cuisine, dans les métiers féminisés, dans les pays qui pratiquent officiellement l'apartheid sexiste...
La non-mixité du Collectif lesbiennes-féministes-ba-ham est un choix politique mais aussi une nécessité politique. Il est avant tout nécessaire de pouvoir se retrouver entre femmes féministes pour définir une politique féministe et des stratégies de lutte contre le patriarcat. Ensuite, il est important que les hommes de gauche soutiennent sincèrement les luttes féministes.
CLFBH peut recevoir ponctuellement le soutien matériel et politique d'hommes, ainsi que mener des actions avec des groupes mixtes. Mais le collectif restera toujours non-mixte afin de conserver son autonomie de pensée et d'action.

16 cf. brochure *Sarkozy : La république, les religions, l'espérance* http://oooutilsfeministes.wordpress.com/2011/07/04/le-sarkozy-sans-peine-vol-1-la-republique-les-religions-lesperance/

17 Jean-Marie Le Pen et Ahmadinejad se soutiennent régulièrement politiquement. Le Vatican et les pays islamistes forme un lobby à l'ONU pour la régularisation de la prostitution et contre l'avortement...

18 C'est le cas des Indigènes de la République, dont la porte-parole, Houria Bouteldja déclarait en 2006 « N'importe quel Blanc, le plus antiraciste des antiracistes, le moins paternaliste des paternalistes, le plus sympa des sympas, devra subir comme les autres. Parce que, lorsqu'il n'y a plus de politique, il n'y a plus de détail, il n'y a plus que la haine. Et qui paiera pour tous ? Ce sera n'importe lequel, n'importe laquelle d'entre vous. C'est pour cela que c'est grave et que c'est dangereux ; si vous voulez sauver vos peaux, c'est maintenant. Les Indigènes de la République, c'est un projet pour vous ; cette société que vous aimez tant, sauvez-là... maintenant ! Bientôt il sera trop tard : les Blancs ne pourront plus entrer dans un quartier comme c'est déjà le cas des organisations de gauche. Ils devront faire leurs preuves et seront toujours suspects de paternalisme. Aujourd'hui, il y a encore des gens comme nous qui vous parlons encore. Mais demain, il n'est pas dit que la génération qui suit acceptera la présence des Blancs. »

Seuls les espaces non-mixtes féministes permettent aux femmes de prendre conscience de leur oppression, de prendre la parole sans crainte, de dénoncer sans se censurer, de prendre confiance en elles, d'apprendre à se connaître, de découvrir la force et la solidarité des femmes, d'imaginer un monde sans misogynie, de créer d'autres rapports sociaux que ceux imposés par le patriarcat, d'élaborer des réflexions féministes…

La non-mixité entre femmes n'est absolument pas comparable aux non-mixités revendiquées par les mouvements communautaristes puisque les femmes n'ont jamais eu de communauté, de nation, de culture communes. Ce que nous créons dans les espaces féministes de femmes c'est la solidarité entre femmes qui n'existe nulle part dans la société. Tandis que les hommes, quelque soit leur milieu social, sont systématiquement solidaires entre eux lorsqu'il s'agit de réprimer les femmes. C'est la raison pour laquelle les espaces non-mixtes féministes sont absolument nécessaires à la vitalité de tout mouvement féministe.

Participez-vous aux Marches de nuit féministes et non mixtes ? Que pensez-vous de cette initiative pour se réapproprier l'espace public globalement dominé par les hommes ?

Ces dernières années, la plupart des groupes qui organisent des marches de nuit « féministes non-mixtes » en France ne sont pas clairs par rapport à la question du voile. Certaines marches de nuit soutiennent officiellement le voile et même la burqa[19]. La plupart des autres groupes refusent de prendre position[20] et impose ainsi le silence sur le sujet.

Pendant qu'ici il y a une lâcheté à ne pas dénoncer le voile, dans les pays sous la loi musulmane, les femmes manifestent au péril de leur vie pour refuser le voile. Le 6 octobre 2012 plusieurs centaines de femmes ont bravé les interdits et manifesté contre les agissements de la police islamique des mœurs de Tombouctou[21]. Au Nord Mali les femmes luttent courageusement contre les islamistes qui veulent leur imposer le voile et la charia. Le 7 juin 2012 à Kidal dans le Nord du Mali, les femmes qui manifestaient contre l'instauration de la charia se sont défendues des islamistes qui les agressaient en leur jetant des pierres, et elles les ont mis en fuite ![22]

Quels sont vos projets ?

Faire connaître CLFBH et les idées que nous défendons : Être présentes dans les événements politiques et dans l'espace public. Éditer de nouveaux textes, affiches… Faire connaître les luttes des femmes contre les extrémismes religieux et le patriarcat en général.

Comment peut-on vous contacter ?

Vous pouvez lire nos communiqués, télécharger nos brochures, visualiser nos affiches « féministes athées infernales » sur notre site web https://lesbiennesfeministesbaham.wordpress.com/ . Nous écrire à clfbh@riseup.net. Nous rencontrer dans les festivals, rencontres et manifestations où vous pourrez nous soutenir par votre présence et aussi en achetant diverses affiches et brochures féministes à nos tables de presse. Diffusez nos textes et affiches autour de vous. Nous recherchons des personnes qui pourraient imprimer gratuitement nos brochures.

19 Extraits de tracts d'appel à des marches de nuit : Rennes 5 octobre 2012 « Parce que tu ne veux plus avoir à te justifier parce que tu portes un voile » _ Lille 29 mai 2010 « Nous sommes (…) avec un voile, une casquette ou un chapeau… » _ Paris 11 juin 2011 « Brisons l'isolement en reprenant ensemble la rue, nous qu'on tente de classer : voilées/non voilées (…)» _ Paris 12 mai 2012 « Arsenal législatif contre les femmes voilées à l'école ou au travail » _ Lyon 26 novembre 2011 « En jupe, en jean ou en burqa, mon corps n'est qu'à moi ! »

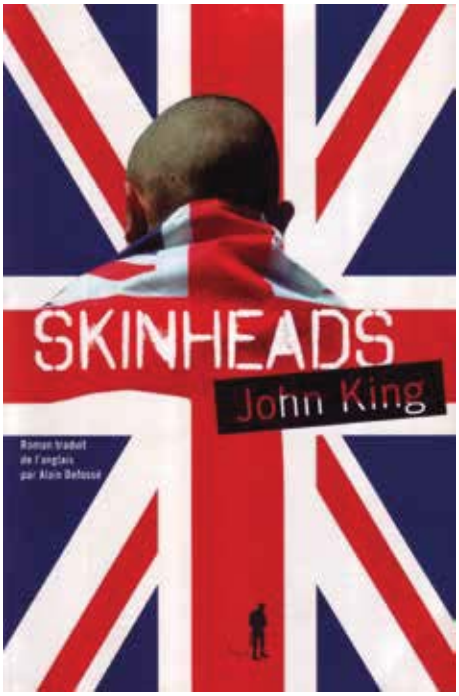
20 Paris 27 novembre 2010 et Bordeaux 29 septembre 2012 « Nous sommes contre la stigmatisation et l'exclusion des femmes voilées, et soutenons celles qui refusent le voile imposé. »

21 http://www.slateafrique.com/95923/mali-les-femmes-de-tombouctou-contre-attaquent

22 http://sisyphe.org/spip.php?article4293

SKINHEADS

John King
traduit de l'anglais par Alain Defossé



La lecture des romans de John King sont à plus d'un titre singulières. On se délecte des plongées dans les univers des punks, des skins, ou encore des hooligans : des plongées en apnée dans ces sous-cultures britanniques qui dressent un portrait sans fard de la Grande Bretagne façon Ken Loach, les bons sentiments en moins. Loin du politiquement correct, John King ne nous parle pas d'univers abstraits, souvent diabolisés dans les médias, mais d'un monde qui est le sien, auquel il a appartenu et appartient encore de tout son cœur : on ressent la nostalgie dans chacun de ses romans, nostalgie du monde de sa jeunesse intrépide et turbulente, mettant de côté tout jugement moralisateur. Avec *Skinheads*, pourtant, John King signe là un roman un tantinet décevant : l'épopée de cette famille et d'amis unis autour de la culture skinhead est certes touchante, mais l'intrigue tourne un peu en rond. On se lasse des descriptions vestimentaires à n'en plus finir qui, si elles s'attachent à apporter une description précise des fringues portées par les skinheads, par les musiques cultes de ce mouvement, ont pour effet de donner une impression d'overdose de clichés. Politiquement, là encore, tout en défendant la culture skinhead des origines, antiraciste et prolétaire, John King donne à ses personnages des ambiguités politiques que l'on retrouve trop souvent sous la plume de journalistes souvent tentés de décrire ce milieu dans le but de le déscridité et de faire du sensationnel. *Human punk*, *Football factory* ou encore *Aux couleurs de l'Angleterre* restent donc à mon goût inégalés. Malgré tout, l'écriture de ce mauvais garçon touche toujours juste là où on ne l'attend pas : dans les monologues intérieurs de ses personnages face aux difficultés quotidiennes (maladie, deuils, etc), et dans tous ces instants de vie si forts et si marquants pour chaque être humain : le rapport à la famille, l'amitié, l'émotion des premiers rendez-vous amoureux, et le défilement inexorable des années. Nostalgie, donc, et justesse de la description des sentiments, mêlés à une ambiance toute britannique, celle des pintes de bières, des pubs, de la bouffe indienne bon marché.

Bibo

LE VOYAGE IMAGINAIRE (SCHWAMBRANIA)

Lev Cassil

Deux gamins s'inventent un monde imaginaire, comme tant d'autres à leur âge. Ils s'y réfugient pour échapper aux tracas du monde qui les entoure. Oui, mais le monde qui les entoure, c'est la Russie, et les tracas, c'est la révolution de 1917. Ils n'en sont pas victimes, pas encore, les sympathies des parents et le métier du père (médecin) leur évitent bien des désagréments. On assiste alors à la révolution vue par deux enfants, entre jeux, réorganisation de l'enseignement et même autogestion de la bibliothèque. Ce texte a paru en 1937 aux Éditions Gallimard, découvert par Malraux. Il est (d'après la 4e de couverture) « culte » pour les situationnistes et enfin, l'astronome Chernykh a donné son nom (Schwambrania) à une planète découverte en 1979.

Les Éditions Attila nous l'offre avec des illustrations de Julien Couty ainsi qu'avec 10 autocollants du même Couty à insérer à l'intérieur du livre.

Niap

LES ANONYMES

R.J. Ellory

Avant de commencer, il s'agit bien de Ellory, à ne pas confondre avec un autre grand du roman noir US, Ellroy. Washington, un tueur en série, des femmes battues à mort puis étranglées. Toutes sauf une, les coups portées après l'étranglement. Pourquoi une telle différence ? C'est ce que va découvrir l'inspecteur Miller lors de son enquête. Si ce polar n'est pas exceptionnel par son suspense et son développement, l'enquête sert surtout de prétexte pour découvrir l'arrière-cour des cuisines de la CIA et son implication dans les changements de régime et autres révolutions (Afrique, Sud-Est asiatique, Amérique du Sud...). Il est plus particulièrement question ici du Nicaragua et des sandinistes. On connait les *contras*, d'aucuns diront qu'ils connaissaient la manière dont la CIA finançait ces mêmes *contras* et d'autres contre-révolutions mais pour ceux qui découvrent ce pan de l'histoire américaine, c'est un bon début. On pourra ensuite se plonger dans des ouvrages plus ardus (*L'Équipe de choc de la CIA* de Hernando Calvo Ospina par exemple).

Et si ce polar n'est pas le polar de la décennie, il se lit très bien et peut même vous happer et ne pas vous lâcher.

Niap

LE DIABLE TOUT LE TEMPS

Donald Ray Pollock

Les destins de plusieurs personnages se mêlent et s'entrechoquent. Willard Russell, rescapé de l'enfer du Pacifique, revient au pays hanté par des visions d'horreur. Lorsque sa femme Charlotte tombe gravement malade, il est prêt à tout pour la sauver, même s'il ne doit rien épargner à son fils, Arvin. Carl et Sandy Henderson forment un couple étrange qui écume les routes et enlève de jeunes autostoppeurs qui connaîtront un sort funeste. Roy, un prédicateur convaincu qu'il a le pouvoir de réveiller les morts, et son acolyte Théodore, un musicien en fauteuil roulant, vont de ville en ville, fuyant la loi et leur passé. L'Amérique profonde (si cette expression veut dire quelque chose) à la fin de la guerre jusqu'au début des sixties. On n'est pas ici dans le rêve américain, mais dans des bleds de rednecks, plutôt au Nord (Ohio, Virginie). Les destins de ces personnages se percuteront dans une fin tragique bien qu'on puisse presque lire chaque chapitre comme une nouvelle indépendante du roman. Des personnages déglingués, abimés, maltraités par la vie et les autres, du shériff ripou au pasteur pédophile, de la femme obligée de se prostituer au prédicateur escroc. Tous les personnages de Pollock en sont néanmoins presque attachants tant ils sont décrits avec précision et que l'auteur ne cherche pas à les faire passer pour bons ou salops. Ils sont, tout simplement. On retrouve dans ce livre le Cormac Mac Carthy de «l'obscurité du dehors», c'est fort, c'est effrayant mais pour un premier roman c'est un coup de maître.

Niap

MEANTIME

On quitte la littérature pour le monde du fanzine punk rock. Encore que, finalement, les deux font assez bon ménage, la preuve en est ce dernier numéro en date d'un des vétérans du fanzinat. En effet, *Meantime* est un fanzine qui existe depuis déjà un bon paquet d'années et qui maintient le flambeau du fanzinat fait à la maison et photocopié « à l'ancienne ». Un graphisme et une qualité cependant à la hauteur de bien des publications actuelles, ce qui explique, au-delà de la passion évidente de son rédacteur principal pour le punk en général, cette ancienneté. Chroniques de disques de qualité qui donnent envie d'écouter un tas de choses, chroniques littéraires aussi et interviews diverses. On notera, cette fois-ci, parmi d'autres, la fort intéressante interview de John King, auteur anglais chez lequel il est souvent question d'histoires de punks, de skins et de hooligans. Et pour les amateurs de polars, un long article des plus intéressants sur Joe R. Lansdale (si l'un de ses romans, *L'Arbre à bouteilles*, ne vous dit rien, courrez chez votre libraire préféré!). Et bien sûr, on y cause musique, musique et encore musique... Pour vous procurer ce numéro de *Meantime*, tournez-vous plutôt vers les tables de presse présentent lors des concerts, ou bien contactez l'auteur directement en passant par son blog : http://meantime42.blogspot.fr

Bibo

Interview
Les THUGS

www.lesthugs.fr

Les Thugs est un groupe singulier dans le paysage du rock hexagonal et international. D'une part parce qu'on y retrouve deux ou trois personnes de la même fratrie, d'autre part parce que ce groupe, bien qu'ayant acquis à sa cause un public fidèle à travers les années, reste dans ce qu'on peut qualifier de confidentiel. Quasi ignoré en France dans les grands médias musicaux, cette formation a aujourd'hui acquis un statut de groupe « mythique » y compris parmi les journalistes musicaux qui, jusque-là, les avaient plus ou moins snobés et dédaignés.
À l'occasion d'une tournée de reformation limitée à une dizaine de dates, et à la sortie d'un CD et DVD qui en témoigne, il nous a semblé intéressant de donner la parole aux Thugs. A la fois pour qu'ils nous parlent de leur actualité, mais aussi pour nous évoquer, à travers les années, l'épopée d'un groupe qui nous rappelle à juste titre que le rock est et doit rester une aventure.

Les Thugs ont fait une tournée de reformation. Quel était le but de celle-ci et pourquoi aviez-vous décidé que celle-ci serait limitée dans le temps ?

Tout est parti d'une invitation de Sub Pop, qui fut notre label américain. Pour fêter leurs 20 ans, ils organisaient un festival à Seattle avec les groupes qui étaient ou avaient été sur le label. Apres mûre réflexion, on a dit OK, on leur devait bien ça, et on s'est dit que, quitte à remettre ça, on ferait aussi quelques dates en France, dans des endroits et avec des gens qui avaient été importants dans l'histoire des Thugs. Peu de concerts, une petite tournée qui soit compatible avec nos emplois du temps respectifs. Le but était de se faire plaisir, et si possible de faire plaisir aux gens qui viendraient nous voir. Finalement, ce fut aussi l'occasion, je crois, de tourner une page de façon plus sereine que la dernière tournée, « de séparation », en 1999.

La tentation de « rester reformés » vous a-t-elle effleurés ? Quand on voit la qualité des concerts, et l'ambiance qui règne entre les membres du groupe, on se dit que le groupe n'a jamais été aussi bon, et que tout est réuni pour poursuivre l'aventure...

Il n'était pas question de se reformer, et de retourner dans un processus d'écriture de nouveaux morceaux, enregistrements, labels, etc. Toutes choses parfois bien douloureuses ! Là, il n'y avait pas tous ces enjeux, c'était beaucoup plus léger. Nous avons nos vies, d'autres projets musicaux ou professionnels, et pas d'envie de reprendre. Je te remercie pour tes compliments, et nous aussi nous avons eu beaucoup de plaisir à refaire du bruit ensemble, à rejouer le best of de notre répertoire. Dès la première répèt', c'était reparti, comme si on s'était quittés deux mois plus tôt, c'était assez incroyable. Je me disais que j'avais vraiment de la chance de jouer dans ce groupe, qu'ils étaient vraiment bons ces gars ! Vu que tout s'est bien passé, on ne peut pas exclure totalement de rejouer ensemble ponctuellement, un jour. La vie réserve toujours des surprises, mais ce n'est pas d'actualité.

Comment s'est passé cette tournée ? Ces dates étaient très différentes les unes des autres : certaines aux États-Unis, d'autres en France dans des lieux très fréquentés du public rock, mais aussi d'autres lieux plus improbables comme le concert à Tremargat ?

C'était vraiment super. Partout le public était là, et nous portait dès le début du concert,... ça aide. Et vu que nous, on était à bloc aussi, ça a été vraiment de très bons moments, très forts. Et nous étions contents de nous retrouver tous les quatre, et aussi Tesh notre sonorisateur, Tranber aux retours et Gabbah aux tee-shirts. Pour ce qui est du concert à Trémargat, c'est moi qui est demandé à le faire vu que j'y habite depuis dix ans. C'est un petit patelin assez exceptionnel en Centre Bretagne, avec une population majoritairement de tendance écolo de gauche libertaire, adeptes de la simplicité volontaire, et où les seuls commerces sont un café associatif, une épicerie bio associative et un resto bio. J'ai la chance d'en être le cantonnier, et de participer à cette belle aventure. Il y a une petite salle des fêtes, qui est mon idéal pour voir des concerts, avec une capacité de 350 personnes, bonne scène, bonne acoustique. J'avais très envie qu'on joue là, et ça a vraiment été une soirée formidable, avec les « fans » de Bretagne, les habitants, les bénévoles de l'asso, les copines et copains, et même nos deux sœurs !

Dès la première répèt' c'était reparti comme si on s'était quittés deux mois plus tôt

C'était important de, en quelques sortes, refaire un « condensé » de ce que le groupe avait vécu, c'est-à-dire son côté « international » mais aussi très « local » ?

Le côté « international » est venu de lui-même. Pour le « local », nous voulions vraiment nous faire plaisir, que les concerts soient organisés par des gens que nous aimions et qui avaient compté dans l'histoire des Thugs, si possible des assos. C'était l'occasion rêvée de revoir tout un tas de potes ! Par exemple, le concert d'Angers était organisée par Love Fuzz, asso historique (dont nous faisions partie à l'époque, et nos amis proches aussi) qui s'était reformée pour l'occasion, dans la MJC Jean-Vilar qui connut les grandes heures du rock angevin des années 1980 - début 1990 !

La conception de l'album CD live, du DVD live et du DVD qui se concentre davantage sur la prise de paroles des membres du groupe sur leur propre parcours a-t-il été simple à réaliser ? On imagine que ça a dû être long et pas si simple.

C'était une idée d'Eric, le film d'abord, puis les live, DVD et CD. C'est lui qui a porté le projet et ça a été beaucoup de boulot, et quelques bonnes galères. Au bout de trois ans, il en a eu un peu marre, on le comprend ! Et il y a plein d'autres choses à faire, donc Pierre-Yves a pris le relais pour boucler l'histoire. Gabbah a bossé

sur le graphisme. C'est Julien Bossé, un Angevin que nous avons connu tout petit, qui a réalisé le film documentaire. Il nous a accompagnés en tournée, avec Jeff au son. Nous avions emmené de quoi enregistrer les concerts en multipiste. Après écoutes, nous avons choisi Bordeaux, et le concert a été mixé par Gilles Théolier. Le concert d'Angers a été filmé par l'asso Love Fuzz sous la houlette d'Alain Madacco.

Cet objet met-il un point final aux Thugs ? Est-ce une sorte de témoignage-bilan ou testament du groupe ?

C'est un bon résumé de notre carrière. Pour le testament je ne sais pas, comme je te le disais plus haut, qui vivra verra. Ceci dit, je crois qu'Eric pense que c'est effectivement un point final.

À l'heure où tout le monde parle de musique dématérialisée, n'est-ce pas risqué de sortir un objet CD et DVD comme celui-là ?

Je t'avoue qu'on ne s'est même pas posé la question. La musique sur le web c'est pas franchement notre culture, on est plutôt old school, on reste attaché au disque (c'est même sorti en vinyl avec une belle grande pochette comme dans le temps). Et visiblement nous sommes encore pas mal dans ce cas, donc il n'y pas grand risque. Nous sortons le coffret en autoproduction, avec notre label Frenetic Dancing, avec l'aide de Crash Disques, et la distribution de PIAS.

Nous sommes restés sur des labels indépendants et ça limite obligatoirement ta couverture médiatique

Être plusieurs frères dans le même groupe est quelque chose de particulier. Cela implique aussi des liens très forts avec le ou les membres du groupe qui ne font pas partie de la fratrie, non ?

En général dans un groupe de rock qui se respecte, les frangins finissent toujours par se foutre sur la gueule ! Nous n'avons jamais eu ce genres de problème, sans doute du fait de notre histoire familiale, nous étions une fratrie soudée avec des parents formidables. Nous avions des différences, et des divergences aussi, mais nous sommes toujours restés, comment dire, « raisonnables », et frères avant tout. Quant à Thierry , le « non-frère », nous le connaissons depuis l'adolescence, nous avons appris à jouer ensemble dans notre tout premier groupe, et vécu pas mal de choses ensemble étant plus jeune.

Honnêtement, je ne crois pas qu'il se soit jamais senti exclu, le fait d'être Sourice ou pas n'est jamais entré en ligne de compte dans la vie du groupe. Il pourrait juste en avoir marre, et à juste titre, d'entendre parler du « groupe des frères Sourice » !

Aujourd'hui, même en dehors de l'activité du groupe, les liens sont-ils étroits entre les membres des Thugs, frères ou pas ?

Avec mes frères nous nous voyons quand je vais à Angers dans la famille. Je vois régulièrement Thierry, nous fréquentons le même cercle d'amis à Angers. Nous ne nous voyons pas très souvent, je n'habite plus sur Angers et Eric non plus, mais c'est toujours avec plaisir. Bien sûr, nous sommes souvent en contact par mail pour ce qui concerne le groupe.

Dans le DVD, vous évoquez cette attitude des médias français qui se sont intéressés aux Thugs le plus souvent après votre reconnaissance aux USA (tournée et signature chez un label américain). Pensez-vous que les relations entre les médias et Les Thugs soient un immense malentendu et une sorte de rendez-vous manqué ?

Nous avons très vite compris qu'être français et provincial, et indépendants, serait un très lourd handicap. Je crois que ça a renforcé notre détermination, notre envie de faire de la musique sans calcul, juste pour se faire plaisir, sans s'occuper de l'avis des autres. Nous avons toujours été soutenu par des fanzines et la scène indé. Les autres ont commencé à s' intéresser à nous quand nous avons signé sur un label anglais, puis américain. J'avoue que c'était une petite revanche que nous avons savouré. Par la suite la presse a été plutôt sympa avec nous. Pour autant nous n'avons jamais trop jouer le jeu des médias et de la promo, « faire la pute » comme on dit vulgairement.

Vous racontez aussi que cette tournée américaine ne fut pas du tout une tournée grandiose d'une groupe adulé par les masses américaines, mais que les conditions furent souvent précaires...

Nous avons été cinq fois aux États-Unis, dont deux fois pour des tournées de deux mois tout autour des États-Unis. On était un peu connu sur la côte Ouest là où étaient nos labels, Sub Pop et aussi Alternative Tentacles à un moment. À Seattle ou à San Francisco, on pouvait jouer devant 400 personnes en moyenne. Voilà, sorti de là, très peu de gens nous connaissaient et nous jouions le plus souvent devant des publics clairsemés. Nous vendions environ trois mille copies de nos disques, ce qui était fantastique pour nous, mais dérisoire pour les USA. Nous tournions dans le circuit des clubs rock indés, comme un groupe ricain de base. Les conditions étaient souvent précaires, mais on étaient tellement contents de le faire, c'était quand même l'hallu de se retrouver là ! Quelle chance ! Et merci à Sub Pop qui nous faisait venir et qui a dû perdre pas mal d'argent à chaque fois !
Je crois que le peu de gens qui venaient nous voir repartaient contents, et il y avait souvent un fan qui déboulait de nulle part avec des disques à faire dédicacer. Nous avons toujours été endurant pour les « tournées marathon », ce qui ne fut pas le cas des groupes avec qui nous tournions : Blood Circus en 89 qui se sépare après un mois de tournée, et Jonestown en 92 qui splitte à la fin de la tournée.

On dit de vous que vous étiez « trop bien » pour avoir du succès. C'est un beau compliment mais aussi une critique acerbe du milieu musical et médiatique. Que pensez-vous de ce milieu ? Avez-vous perçu des changements par rapport à vous ou plus largement ?

Ce que je sais , c'est que nous sommes restés sur des labels indépendants, et que ça limite obligatoirement ta couverture médiatique. Là comme ailleurs, ce sont les majors qui mènent la danse. C'est juste un constat, pas un regret : la gloire et la richesse ne nous ont jamais fait rêver. Pendant seize ans on a fait ce qu'on avait envie, on s'est éclatés à faire des morceaux, des disques, à tourner ; pendant dix ans on a pu en vivre, mais en restant, je crois, intègres, en essayant de développer des alternatives au business de la musique. Et ça c'est cool !

Même si cela était moins flagrant que pour d'autres, Les Thugs étaient pourtant un groupe « engagé ». Pouvez-vous nous en dire plus sur les valeurs et engagements des Thugs ou des membres des Thugs ?

Très tôt, Eric et moi nous nous sommes intéressés à la politique, à la gauche de la gauche, dans la mouvance vaguement situ-post 68. Nous avons fait un journal de contre-info, une grève au lycée, les manifs, etc. La musique que nous écoutions était indissociable de cette contre-culture : déjà la « pop music » dans les années 70 (Pink Floyd, Beatles, Deep Purple, Doors, etc.), et puis le punk en 1977. Faire un groupe c'était faire de l'« art », mais aussi faire de la politique, autrement, sur scène mais aussi, et surtout (à mon avis) dans la façon de faire du « business », en travaillant avec les indépendants, en évitant au maximum la collaboration avec les circuits commerciaux, en respectant le public (places à un prix correct, pas de service d'ordre craignos, donner le maximum, devant dix personnes ou devant mille, etc.) et en respectant les gens qui se décarcassaient pour nous. Les paroles étaient importantes aussi, mais nous avons toujours essayé d'éviter les slogans réducteurs, de s'ériger en leader, mais c'était plutôt notre vision subjective de la vie dans toutes ses composantes, amour, amitié, politique, art, etc. La politique a été, et est toujours, importante dans notre vie, et nos valeurs n'ont pas changé depuis cette époque. Je suis toujours aussi écoeuré par le monde dans lequel je vis, et je ne m'en accommode toujours pas !

La politique a été et est toujours importante dans notre vie et nos valeurs n'ont pas changé depuis cette époque

Un CD live était d'ailleurs sorti et avait été joint au défunt fanzine* On a faim ! *Sur celui-ci, on voyait une femme avec sur sa veste de travail un autocollant de la Fédération anarchiste. Était-ce le fait de membres du fanzine dont certains étaient à la FA ou un choix du groupe ?

C'était un choix du fanzine, mais nous avons toujours été proches des anarchistes, et en avons rencontré quelques-uns dans notre vie militante.

La plupart des chansons sont en anglais : cette langue est-elle pour vous la langue du rock ? Est-ce un facteur qui a pu mettre votre aspect militant en arrière-plan ?

Quand nous avons commencé Les Thugs en 83, chanter en anglais était une évidence pour nous. Nous avons suivi notre instinct, pour ça comme pour le reste. Les groupes qui nous ont influencé à cette époque chantaient en anglais (Nomads, Gun Club, Dogs). Depuis 1973 nous avions écouté du rock anglo-saxon à 90 %, et jamais de « chanson française ». En 1977 quelques groupes que nous adorions chantaient en français (Olivensteins, Starshooter, etc.), et nous avions fait nous aussi des tentatives dans nos premiers groupes, mais qui ne nous satisfaisaient pas totalement. Chanter en anglais était un choix artistique, une question de sonorité et de notre capacité à le faire sonner avec la musique. Nous n'avons jamais été dans la guéguerre anglais-français, chacun fait bien comme il veut, et nous avons toujours continué à écouter des groupes chantant en français. Nous ne souhaitions pas mettre trop en avant notre côté militant de toutes façons, pas de façon trop lourdingue en tout cas, nous faisions d'abord de la musique, de l'art.
Ce qui est marrant, c'est que maintenant, personnellement, j'aimerais beaucoup chanter en français, mais j'ai beaucoup de mal à écrire des paroles !

Que pensez-vous de la scène rock actuelle ? La relève est-elle là ?

Ouh la ! Je ne suis pas le mieux placé pour parler de ça, je suis un peu déconnecté de la scène ! J'entends parfois des nouveaux groupes, mais j'ai trop souvent une impression de redite. Le rock se mord un peu la queue, et j'aime autant écouter les originaux, le problème de l'âge sans doute !
J'aime beaucoup le rap aussi, même si je ne me retrouve pas toujours dans la culture qui va avec, j'aime leur rage.

Le mot de la fin à nos lectrices et lecteurs ?

Alors ça, le mot de la fin, je crois que c'est le plus difficile !

KEYSER SOZE
But not for you

Keyser Soze jouent du ska, rocksteady avec de fortes influences de jazz et de soul. Le groupe compte 7 personnes et a été créé en 1998 à Reno, Nevada, aux États Unis par Jammal Tarkington et Rodney Teague. Le groupe a sorti deux albums : Who is Keyser Soze? (1999), Revenge (2003). Ils tournent beaucoup aux Etats Unis. Ont joué sur les mêmes scènes que Michael Franti, The Wailers, Ozomatli, The English Beat, Toots & the Maytals, Steel Pulse, The Skatalites, The Aggrolites ou Burning Spear. En 2010 est sorti *But Not For You*. L'album contient de belles performances vocales de Tarkington et de Teague. Le single, «Next To Me», a été joué dans plusieurs stations radio reggae, aussi dans notre Radio libertaire dans l'émission Rudies' back in town.

Anna, émission Rudies back in town, de Radio libertaire

DAVID HILYARD & THE ROCKSTEADY 7
Evil

David Hilyard & The Rocksteady 7 est un groupe new-yorkais de ska, jazz, rocksteady. Eux mêmes se disent jouer : «instrumental Jamaican "roots" rhythms and extended jazz improvisation to create an exciting sound of its own! ». David Hillyard est le fondateur du groupe et il est aussi connu en tant que membre du groupe the Slackers. Tous les musiciens sont professionnels, et ils jouent un peu partout. Parmi les membres nous avons les musiciens de Moon Invaders, de Mr T-Bone et un grand percussionniste jamaicain Larry McDowel. Le dernier 45t, intitulé *Evil*, est une reprise d'un standard blues de Willy Dixon. Le morceau a été chanté par Howling Wolf, et d'autres musiciens blues. David Hillyard & The Rocksteady 7 sont déjà venus plusieurs fois en France et à Paris ; notamment, en 2011 aux Combustibles. Pour ceux et celles qui sont intéressé(e)s, nous pourrons les voir le 18 janvier 2013, dans le même club, accompagnés de groupe The Woodsenders.

Anna, émission Rudies back in town, de Radio libertaire

GILLES SERVAT
Ailes et îles, parmi vous je vis, la flamme est en moi

Et c'est ainsi depuis le premier album «la Blanche hermine» sorti en 1972 cela fait donc 40 ans que Gilles nous enchante de ses chansons / poésies et qu'il n'en fini pas de voler de ses propres «ailes». Artiste complet auteur-compositeur-interprète mais aussi philosophie, sculpture, peinture, dessin, gravure et écriture. Ces 13 chansons totalement inédites sont à son image, incisives et même acerbes, dénonciatrices, chaleureuses et humaines, mais aussi humoristiques. L'album est autoproduit et a été enregistré dans le studio des Tri Yann (eux aussi s'autoproduisent dorénavant).

Émission Folk à Lier, de Radio libertaire

LES THUGS
Come on people !

Enfin ! Deux DVD et un CD live des Thugs, issus de captations réalisées lors de leur reformation provisoire. A conseiller aux aficionados de ce groupe noise incontournable et à celles et ceux qui seraient passés à côté. Loin de donner la nostalgie d'une « grande époque » passée, les Thugs nous font la démonstration que, parfois, le rock est comme le bon vin : on y découvre ou redécouvre une formation au meilleur de sa forme. Une belle leçon de vie et de rock !

Bibo

THE ANGRY CATS

Le dernier projet musical en date de Fred Alpi, musicien et compagnon de route des anarchistes depuis fort longtemps. Cette fois-ci, il s'agit d'un trio de rock'n roll tendance rockabilly ... et le moins que l'on puisse dire c'est que cette nouvelle formule marche plutôt bien, voire très bien. Les 4 titres de cette première trace sonore laissée par cette formation est des plus convaincantes, à tel point qu'on reste sur sa faim et qu'on a tendance à l'écouter en boucle. Et ça, c'est plutôt bon signe, non ?

Bibo

THE REBEL ASSHOLES
Deactivated

Ce jeune groupe est franchement une excellente découverte ! Cela faisait longtemps que je n'avais pas été emballé comme ça. Cette formation enchantera les fans du rock façon Burning Heads : des riffs efficaces, des paroles (en anglais) qui tiennent la route, et un véritable sens de la mélodie qui donne une véritable efficacité à des morceaux bourrés d'énergie. Un premier opus des plus prometteurs !

Bibo

DIMANCHE

08h00 / Goloss Trouda, la voix du travail : émission franco-russe

12h00 / Folk à lier : le magazine des musiques traditionnelles

14h00 / en alternance
❷ **Symbiose** : le mode du libre sous tous ses aspects : informatique, artistique... (1er dimanche)
❸ **Tempête sur les planches** : actualité du théâtre et de la danse (2e, 4e et 5e dimanches)
❷ **Cris et murmures** : la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam (3e dimanche)

15h30 / en alternance
❷ **Chants, contrechamps** : cinéma d'auteur(s) et chansons à texte(s) (1er dimanche)
❸ **Wilde side** : relecture et découverte du rock par des ados (2e dimanche)
❷ **Des mots, une voix** : des mots, des auteurs (3e dimanche)
❷ **La plume noire** : nos nouveautés éditoriales anarchistes (4e dimanche)

17h00 / Le mélange : musique et actualité du spectacle

18h30 / en alternance
❶ **Échos et frémissements d'Irlande** : émission de l'association irlandaise
❶ **Il y a de la fumée dans le poste** : émission du CIRC

20h30 / en alternance
❷ **Les désaxés** : ciné en zone libre (1er dimanche)
❶ **Détruire l'ennui** : anarcho punk et diy (dot it yourself)
❷ **Radio LAP** : l'émission du LAP (3e dimanche)

22h / en alternance
❶ **Rudies back in town** : les rudes boys et les rudes girls sont de retour en ville
❶ **Seppuku** : musiques électroniques

00h00 / Restons éveillés !!!

LUNDI

07h00 / Les enfants de Cayenne : avec des morceaux de vrais anarchistes dedans

11h00 / Lundi matin : infos et revue de presse

13h00 / Je suis une ville ❶

14h30 / Ondes de choc ❶ : magazine culturel, poésie, chansons et littérature

16h00 / Trous Noirs : luttes sociales

18h00 / en alternance
❷ **Les mangeux d'terre** : écolo-libertaire (1er lundi)
❷ **Focus** / **18h30** : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un invité musical pour un live en fin d'émission (2e lundi)
❷ **La santé dans tous ses états** : l'actualité du milieu de la santé (3e lundi du mois)
❷ **Le Vivre Ensemble** : végétarisme et cause animale (4e lundi du mois)

19h30 / Le monde merveilleux du travail : des syndicats de la CNT

21h00 / Ça urge au bout de la scène : actualité de la chanson

22h30 / De la pente du carmel, la vue est magnifique : comme son nom l'indique

MARDI

88.2 / Et toi tu la sens la 5e puissance ? : contre propagande, état des lieux, et autres joyeusetés

10h00 / Court-Circuit : scènes philosophiques

11h00 / Artracaille : débat de la condition de l'artiste dans la cité

12h30 / Wreck this mess : cocktail de musiques radicales

14h30 / Voix de l'anarchisme international Saint-Imier 2012 (jusqu'en décembre)

16h00 / en alternance
❶ **Les amis d'Orwell** : émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus
❶ **Un peu d'air frais** : l'atelier du documentaire

17h00 / Des oreilles avec des trous (dedans) : des fusiques molles pour tous les tous

18h00 / en alternance
❶ **Idéaux et débats** : émission littéraire
❶ **Pas de quartiers...** : ça se passe près de chez vous

19h30 / Paroles d'associations : magazine de la vie associative et culturelle

20h30 / Radio libertaria ❸ : émission de la CNT (1re, 2e et 4e mardis).

22h30 / Ça booste sous les pavés : musique, reportages, actu. Émission consacrée au Comité de Solidarité avec le Peuple Basque (CSPB) tous les derniers mardis du mois.

MERCREDI

09h30 / L'entonnoir : antipsychiatrie

10h30 / Blues en liberté : émission musicale blues

12h00 / Sans toit ni loi : émission sur les mal-logés et la précarité

14h00 / Le manège : littérature, cinéma

16h00 / Léo 38 : reggae et autres

17h00 / Jus d'airelle ❸ : (4e et 5e mercredis du mois)

18h30 / Femmes libres : femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 / Ras les murs : actualité des luttes des prisonniers

22h30 / Traffic : musiques urbaines et libres propos

00h30 / Les rendez-vous soniques : le magazine libertaire du rock. Rendez-vous live.

JEUDI

10h00 / Chronique hebdo : analyse libertaire de l'actualité

12h00 / De rimes et de notes : actualité du spectacle et de la chanson

14h00 / Radio Cartable : la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 / Bibliomanie : autour des livres

16h30 / en alternance
❷ **Radio LAP** : l'émission du LAP (2e jeudi)
❸ **Radio Goliard[s]** : (4e et 5e jeudis du mois)

18h00 / Si vis pacem : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 / en alternance
❶ **Cosmos** : (1er et 5e jeudis)
❶ **Jeudi noir** : (2e et 4e jeudis)
❷ **Lumière noire** : (3e jeudi)

20h30 / Entre chiens et loups : expressions artistiques et libertaires

22h00 / Epsilonia : musiques expérimentales et expérimentations sonores

VENDREDI

09h30 / For a few sixties more : musique populaire des années 60

11h00 / Zones d'attraction : philosophie witz et performance

13h00 / Place aux fous ❶ : musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 / Les oreilles libres : musiques engagées

16h00 / Sortir du colonialisme ❸ : décolonisation (1er, 3e et 5e vendredis)

17h30 / Radio esperanto : émission de l'association Sat-Amikaro

19h00 / L'invité du vendredi, c'est-à-dire en alternance :
❷ **Des droits et des hommes** : émission de la Ligue des Droits de l'Homme (1er et 5e vendredis)
❷ **Raison présente** : émission de l'Union Rationaliste de France (2e vendredi)
❷ **L'antenne sociale** : autour des acteurs du social (3e vendredi)
❷ **Trait d'union** : le mouvement des idées (4e vendredi)

21h00 / en alternance
❶ **Offensive...** libertaire et sociale
❶ **La grenouille noire** : anarchisme et écologie

22h30 / Bol d'art... ❶ : tu traces

00h00 / en alternance
❷ **Les nuits musicales (Sure Shots)** (1er vendredi)
❶ **Nuit Léo 38** (2e et 4e vendredis)
❷ **SoundRadioExperience** (3e vendredi)

SAMEDI

08h00 / Réveil hip-hop : hip-hop

10h00 / La philanthropie de l'ouvrier charpentier : comme son nom ne l'indique pas

11h30 / Chronique syndicale : luttes et actualités sociales

13h30 / Chroniques rebelles : débats, dossiers et rencontres

15h30 / Deux sous de scène : le magazine de la chanson vivante

17h00 / en alternance
❸ **Bulles noires** : BD et polar
❷ **Bulles de rêve** : cinéma d'animation

19h00 / en alternance
❶ **Tribuna latino-americana** : actualité politique de l'Amérique latine (une semaine sur deux)
❷ **Contre-bandes** : Cinéma (une semaine sur quatre)
❷ **Longtemps, je me suis couché de bonne heure** : magazine des livres, de la musique et du cinéma (une semaine sur quatre)

21h00 / Les nuits libertaires, c'est-à-dire en alternance :
❶ **Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée** : chronique artistique, musique classique et contemporaine
❶ **Tormentor** : musiques alternatives

23h00 / en alternance
❶ **Nuits off** : topologies sonores, rock et chroniques
❶ **Hôtel paradoxe** : pratique de la poésie sonore et de la performance

Périodicité des émissions :
❶ bimensuelle
❷ mensuelle
❸ autre
Sans indication : hebdomadaire

Permanence du secrétariat le mardi à partir de 19h
au siège social 145 rue Amelot 75011 Paris
Tél. studio : 01 43 71 89 40
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

La FÉDÉRATION ANARCHISTE

La Fédération Anarchiste est un regroupement de militant(e)s organisé(e) sur le principe du libre fédéralisme (c'est à dire la libre association) qui garantit aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos «principes de base». La FA est notre outil de lutte, elle doit être fonctionnelle et rationnelle, nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.

Pas de hiérarchie donc pas de chefs chez nous. C'est à tou-te-s les militant-es qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeant / exécutant, la participation effective des militant-e-s aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : Le Monde Libertaire hebdomadaire, Radio Libertaire, seulement en région parisienne pour le moment, la librairie Publico à Paris également et les éditions du Monde Libertaire. En dehors de ces oeuvres fédérales les groupes ont aussi des locaux (souvent des librairies), éditent des revues, menant ainsi leur propres activités au niveau local.

Un comité de coordination (CR) existe dans le but de coordonner les informations, les suggestions, les propositions pouvant émaner d'un groupe d'une région ou d'un individu, sans autre droit, pour ceux et celles qui le composent, que celui de n'importe quel autre militant de présenter propositions, suggestions, informations.

Un certain nombre de secrétariats ont pour rôle d'assurer le bon fonctionnement de la Fédération et de ses oeuvres. Les secrétaires n'ont pas de pouvoir politique, ils ou elles sont mandatés pour l'exécution de mandats précis et en sont responsables individuellement devant le congrès, instance souveraine de la Fédération. Un bulletin intérieur sert de lien «horizontal» et d'outil de débat interne.

Le congrès se tient chaque année, c'est lui qui décide des campagnes à mener et des axes d'action pour l'année à venir. C'est lui qui mandate tous les secrétaires et autres responsables fédéraux. Le mode de décision en vigueur est celui de l'unanimité ce qui implique des débats menés jusqu'à leur terme pour déboucher sur un consensus.

Entre deux congrès, mandatés fédéraux et délégués des groupes ont la possibilité de se réunir afin de discuter de l'actualité sociale d'envisager de nouvelles campagnes ou de discuter de problèmes organisationnels ne pouvant pas attendre le prochain congrès. Ce sont les Comité de Relations Elargi qui se réunissent trois fois par an.

La F.A. n'a aucune prétention à être une avant-garde éclairée, cette vision de la politique étant contraire à nos principes. La F.A. n'a pas non plus la prétention de représenter l'intégralité du mouvement anarchiste, étant cependant résolument synthésiste, elle est ouverte à toutes les sensibilités du mouvement.

www.federation-anarchiste.org

Les 109 groupes et liaisons de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

Au 3 décembre 2012.
Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA : FA-RI 145 rue Amelot 75011 Paris relations-interieures@federation-anarchiste.org

01 AIN
Liaison de Bourg-en-Bresse
bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org

02 AISNE
Groupe Kropotkine
Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
Permanence les 1er 3eme 5eme jeudi du mois de 18h à 21h
Tél : 03 23 80 17 09
kropotkine02@no-log.org
http://kropotkine.cybertaria.org/

03 ALLIER
Groupe de Montluçon
allier@federation-anarchiste.org

04 ALPES DE HAUTE PROVENCE
Liaison Alpes de Haute Provence
alpes-de-haute-provence@federation-anarchiste.org

05 HAUTES-ALPES
Groupe GEL-05
BP 111 05003 Gap Cedex
gel-05@wanadoo.fr

06 ALPES-MARITIMES
Liaison Antibes

07 ARDECHE
Groupe d'Aubenas
FA-groupe-daubenas@wanadoo.fr

10 AUBE
Liaison de Troyes
troyes@federation-anarchiste.org

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP BP 42560 12400 Ste-Affrique

13 BOUCHES-DU-RHONE
Groupe Germinal - Marseille
germinal@federation-anarchiste.org

Liaison La Ciotat
germinal@federation-anarchiste.org

Groupe George Orwell – Martigues
groupe-orwell-martigues@federation-anarchiste.org
http://groupemartiguesfederationanarchiste.wordpress.com

14 CALVADOS
Groupe Sanguin - Caen
groupesanguinfa14@laposte.net
http://facaen.zeblog.com

15 CANTAL
Groupe Marguerite Agutte
cantal@federation-anarchiste.org
http://fa-cantal.blogspot.com/

Liaison Walden
walden@federation-anarchiste.org

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe Nous Autres
c/o ADIL BP 3 17350 Port d'Envaux
nous-autres@federation-anarchiste.org

19 CORREZE
Liaison Jose Fortuny

21 COTE-D'OR
Groupe La Mistoufle
Maison des associations
c/o les Voix sans maître BP 8
2 rue des Corroyeurs 21000 DIJON
Réunion et permanence le premier lundi de chaque mois à partir de 20h30 au 6 impasse Quentin (proche du marché à Dijon)
lamistoufle@federation-anarchiste.org

22 COTES-D'ARMOR
Groupe Jean Souvenance
C/O CEL 1 rue Yves Creston 22000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

23 CREUSE
Liaison Arthur Lehning
alayn.dropsy@yahoo.fr
http://anarchie23.centerblog.net

Liaison GranitE 23
granite23@federation-anarchiste.org
http://liaisongranit.eklablog.com/

24 DORDOGNE
Groupe Drapeau noir Périgord
c/o ADCS 24 Le Peuch
24290 St-Amand de Coly
groupe-dnp@federation-anarchiste.org
http://dnp.lautre.net

Groupe Emma Goldman - Périgueux
emma.goldman@no-log.org
http://fa-perigueux.blogspot.com/

25 DOUBS
Groupe Pierre-Joseph Proudhon
c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org

http://www.lautodidacte.org
Librairie L'Autodidacte
5 rue Marulaz 25 000 Besançon
http://www.lautodidacte.org

Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

26 DROME
Groupe La Rue râle (St Marcellin-Royans)
laruerale@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/
Vente du Monde libertaire le samedi au marché de St Marcellin de 10h30 à 12h30

27 EURE
Groupe d'Evreux
evreux.fa@gmail.com
http://FAgroupedEvreux.monsite-orange.fr

28 EURE-ET-LOIRE
Groupe libertaire Le Raffut de Chartres
fa.chartres@gmail.com

29 FINISTERE
Groupe de Brest
brest@federation-anarchiste.org

30 GARD
Groupe Gard-Vaucluse
fa30-84@no-log.org
http://www.fa-30-84.org

Liaison d'Alès
ales@federation-anarchiste.org

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad - Toulouse
toulouse@federation-anarchiste.org
http://www.fatoulouse.lautre.net/

32 GERS
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@federation-anarchiste.org

33 GIRONDE
Cercle libertaire Jean Barrué
c/o Athénée libertaire
7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
http://cerclelibertairejb33.free.fr/

34 HERAULT
Groupe de Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale
Local « la Commune »
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
contact@farennes.org
http://www.farennes.org

Librairie associative « La Commune «
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
ouverte le mercredi & samedi
de 14 heures à 18 heures

Groupe La Digne Rage
http://anartoka.com/la-digne-rage/portal.php
ladignerage@riseup.net

Liaison Géronimo - Redon
geronimo@federation-anarchiste.org

36 INDRE
Liaison d'Issoudun
issoudun@federation-anarchiste.org

38 ISERE
Groupe FA Vercors (Lans en Vercors)
fa.vercors@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/

Groupe La Rue râle (St Marcellin-Royans)
laruerale@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/
Vente du Monde libertaire le samedi au marché de St Marcellin de 10h30 à 12h30

39 JURA
Liaison Jura
jura@federation-anarchiste.org

40 LANDES
Liaison Elisée Reclus
elisee-reclus@federation-anarchiste.org
http://libertaire-landes.blogspot.fr/

42 LOIRE
Groupe Nestor Makhno de la région Stéphanoise
Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo 42028 Saint Etienne cédex 1
groupe.makhno42@gmail.com

43 HAUTE-LOIRE
Liaison Sébastien Faure - Langeac/Le Puy-en-Velay
sebastien-faure@federation-anarchiste.org

44 LOIRE ATLANTIQUE
Groupe de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org

Groupe de Nantes
nantes@federation-anarchiste.org
http://fa-nantes.over-blog.com/

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté (Orléans-Montargis)
groupegastoncoute@netcourrier.com
http://www.yagoa.fr/loiret-libertaire

46 LOT
Liaison de Figeac
figeac@federation-anarchiste.org

Liaison de Gourdon
gourdon@federation-anarchiste.org

49 MAINE-ET-LOIRE
Liaison d'Angers
angers@federation-anarchiste.org

50 MANCHE
Liaison de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org

53 MAYENNE
Liaison de Laval
laval@federation-anarchiste.org

56 MORBIHAN
Groupe libertaire Francisco Ferrer
Cité Allende Boite 19 56100 Lorient
fedeanar56@yahoo.fr
http://anars56.over-blog.org/

Groupe libertaire René Lochu
6 rue de la Tannerie 56000 Vannes
fedeanar56@yahoo.fr
http://anars56.over-blog.org/

57 MOSELLE
Groupe de Metz
Association Culturelle Libertaire BP 16
57645 Noisseville
groupedemetz@federation-anarchiste.org
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

Groupe de Thionville
groupedemetz@federation-anarchiste.org

59 NORD
Groupe de Lille
lille@federation-anarchiste.org

60 OISE
Liaison Oise - Compiègne
fa-oise-somme@no-log.org

Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe de Béthune-Arras
bethune@federation-anarchiste.org
arras@federation-anarchiste.org
http://www.noirgazier.lautre.net/

66 PYRENEES-ORIENTALES
Groupe John Cage
john-cage@federation-anarchiste.org
édite la revue Art et Anarchie : http://artetanarchie.com

67 BAS-RHIN
Groupe de Strasbourg
ACLS c/o Lucha y fiesta BP 41017 67027 Strasbourg cedex 01
groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org
http://fastrasbg.lautre.net

Liaison Bas-Rhin
c/o REMON
BP 35 67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

68 HAUT-RHIN
Groupe du Haut-Rhin
groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org

Liaison Centre-Alsace (Ribeauvillé)
centre-alsace@federation-anarchiste.org

Liaison Sundgau
sundgau@federation-anarchiste.org

69 RHONE
Groupe Vivre Libre
c/o La Maison des passages 44 rue Saint Georges 69001 Lyon
groupe@vivre-libre.org
http://vivre-libre.org

Liaison Mornant et Monts du Lyonnais
mornant@federation-anarchiste.org

71 SAONE-ET-LOIRE
Groupe La Vache Noire
C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny
leperepeinard@no-log.org

72 SARTHE
Groupe Lairial
L'épicerie du Pré
31 rue du Pré 72000 Le Mans
Permanence libertaire le samedi à 18 heures et «Café libertaire» le premier samedi du mois à 16h.

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
c/o La salamandre - Maison des associations
67 Rue St François de Sales Boite X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
http://fa73.lautre.net

74 HAUTE-SAVOIE
Liaison Haute-Savoie
haute-savoie@federation-anarchiste.org

75 PARIS
Groupe Pierre Besnard
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org
Diffusion et vente du Monde libertaire tous les dimanche matin de 10h30 à midi Place des Fêtes dans le 19e

Groupe Regard noir
regardnoir.fa@gmail.com
http://regard-noir.blogspot.com/

Groupe Cable Street Beat Strictly Antifascist
cable-street@federation-anarchiste.org

Groupe Voltairine-de-Cleyre
groupedecleyre@yahoo.fr

Groupe CLAAAAAASH
groupe.claaaaaash@mailoo.org

Groupe Louise Michel
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org

Groupe Berneri
Tous les mercredis sur Radio Libertaire, de 20H30 à 22H30, Emission «Ras-les-Murs», actualites prison/repression, lutte contre tous les enfermements !

Groupe La Rue
bibliothequelarue@no-log.org
http://bibliotheque-larue.over-blog.com/

Groupe Salvador Segui
groupe-segui@federation-anarchiste.org
www.salvador-segui.blogspot.com

Groupe Quartier pirate Paris/Banlieues
quartier.pirate@gmail.com
http://quartier-pirate.blogspot.com/
Diffusion et vente du Monde libertaire tous les dimanche matin place de la Bastille

Groupe Artracaille
artracaille@orange.fr
pour le groupe : http://www.artracaille.fr/
pour l'émission radio :
http://artracaille.blogspot.com/

Groupe Anartiste
an.artiste@yahoo.fr
http://anartiste.hautetfort.com/

Groupe Idées noires
http://www.ideesnoires.fr.nf
idees-noires@federation-anarchiste.org

Librairie du Monde libertaire
145 rue Amelot 75 011 PARIS
Tél : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59
Ouverture :
du lundi au vendredi : 14 h à 19 h 30
le samedi : 10h à 19 h 30
librairie-publico@sfr.fr
http://www.librairie-publico.com/

Radio Libertaire
89.4 Mhz et sur le net 89.4 http://rl.federation-anarchiste.org/
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
farouen@no-log.org
Vente et diffusion du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au marché du Clos-St-Marc

Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
Ouverture :
Mercredi 16h. à 18h., Vendredi 17h. à 19h., Samedi 14h. à 18h.
Pendant les vacances scolaires les Samedi de 14h. à18h.
http://www.insoumise.lautre.net/

Groupe d'Elbeuf-sur-Seine
elbeuf@federation-anarchiste.org

77 SEINE-ET-MARNE
Groupe Sacco et Vanzetti
c/o GRELE 1 bis rue Emilie77500 Chelles

Liaison Meaux

Liaison Melun

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org

Liaison de Mantes-la-Jolie
mantes-la-jolie@federation-anarchiste.org

80 SOMME
Groupe Alexandre-Marius Jacob
amiens@federation-anarchiste.org

Liaison Abbeville
abbeville@federation-anarchiste.org

81 TARN
Groupe Les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org

84 VAUCLUSE
Groupe Gard-Vaucluse
fa30-84@no-log.org
http://www.fa-30-84.org

86 VIENNE
Groupe Pavillon Noir de Poitiers
pavillon-noir@federation-anarchiste.org
http://fa86.noblogs.org/

87 HAUTE-VIENNE
Groupe le Cri du Peuple - Limoges
limoges@federation-anarchiste.org

91 ESSONNE
Groupe Evry-Corbeil
fa.evry.corbeil@gmail.com
http://fa-evry-corbeil.blogspot.com/

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony Anar'tiste
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

93 SEINE-ST-DENIS
Groupe Henry Poulaille
c/o La Dionyversité 4, Place Paul Langevin
93200 - SAINT DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr
http://poulaille.org/

Groupe Albert Camus
camusfa@no-log.org

Groupe de Saint-Ouen
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org
http://seenthis.net/people/saint_ouen

Groupe Marx Sisters and Brothers - Montreuil
http://groupefamontreuil.blogspot.com/
famontreuil@gmail.com

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Elisée Reclus d'Ivry-sur-Seine
faivry@no-log.org
http://fa-ivry.forlogaj.tk/

Groupe Tous les maquis
touslesmaquis@voila.fr

Liaison L'Avenir
nosotros36@free.fr

95 VAL-D'OISE
Groupe Makhno de Cergy-Pontoise
makhno-cergy@tele2.fr

98 NOUVELLE-CALEDONIE
Liaison Nouvelle-Calédonie
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

BELGIQUE
Groupe Ici et maintenant
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel «A voix autre»
http://www.avoixautre.be

SUISSE
Liaison de Saint-Imier
st-imier@federation-anarchiste.org

LE MONDE LIBERTAIRE

VOUS ABONNER

en LIGNE sur www.monde-libertaire.fr
ou via le formulaire ci-dessous :

POUR CONTACTER L'ADMINISTRATION

administration-ml@federation-anarchiste.org
Publications Libertaires 145 rue Amelot 75011 Paris

Tarifs — **France et étranger**
(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos hebdos, 1 no hors série, les gratuits ○ 25 €
6 mois, 18 nos hebdos, 2/3 nos hors série, les gratuits ○ 50 €
1 an, 35 nos hebdos, 5/6 nos hors série, les gratuits ○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDIGB – Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien
1 an ○ **95 €**

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Bulletin à remplir et à renvoyer à
Les Publications libertaires
145, rue Amelot, 75011 Paris

ABONNEMENT À DURÉE LIBRE

Avec le prélèvement automatique, vous n'avez plus à vous soucier des règlements. *Le Monde libertaire* s'occupe de tout !
Cett formule vous permet d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.
Votre abonnement est prolongé chaque trimestre tacitement, ainsi vous ne courez plus le risque de voir le service suspendu pour cause de simple oubli.
À tout moment, vous pouvez annuler le service de prélèvements automatiques. Un simple courrier suffit.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENTS

○ 18,75 € par trimestre (abonnement normal)
○ 23,75 € par trimestre (abonnement de soutien)

N° NATIONAL ÉMETTEUR	ORGANISME CRÉANCIER
N° 58 50 98	PUBLICATIONS LIBERTAIRES 145 rue Amelot 75011 Paris

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *le Monde libertaire*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *le Monde libertaire*.

Date
Signature obligatoire

IMPORTANT merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER
(en lettres capitales)

Nom Prénom
Adresse
Code postal Localité

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU CC
(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

Nom
Adresse
Code postal Localité

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

code établis.	guichet	n° de compte	clé RIB

#47